



RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE

*Liberté
Égalité
Fraternité*

IRSN

INSTITUT DE RADIOPROTECTION
ET DE SÛRETÉ NUCLÉAIRE

BAROMÈTRE 2024

LA PERCEPTION DES RISQUES
ET DE LA SÉCURITÉ PAR LES FRANÇAIS

L'ANALYSE



MEMBRE DE
ETSON

OBJECTIFS

L'IRSN suit à travers des enquêtes annuelles l'opinion des Français concernant les risques, dont ceux relatifs aux domaines nucléaire et radiologique. Les résultats de ces enquêtes sont restitués dans le Baromètre IRSN sur la perception des risques et de la sécurité, créé en 1990 sous sa forme actuelle. Ces enquêtes permettent sur le temps long d'obtenir une vision globale de la hiérarchie des préoccupations des Français et des risques qui affectent leur qualité de vie. Elles offrent également un état des lieux du regard que les Français portent sur la science, l'expertise et la sûreté nucléaire.

MÉTHODOLOGIE DE L'ENQUÊTE

L'édition 2024 du Baromètre IRSN présente les résultats de l'enquête annuelle réalisée sur internet du 22 au 30 novembre 2023 par la société Harris Interactive. Au total, 2 021 personnes âgées de 18 ans et plus ont répondu au questionnaire. La représentativité de l'échantillon a été assurée par la méthode des quotas (genre, âge et CSP de l'interviewé) après stratification par région et taille d'agglomération. Cette enquête est la quatrième conduite sur internet. De 1990 à 2019, les répondants étaient interrogés à leur domicile et l'échantillon comportait environ 1 000 personnes. En 2020, lors de la transition vers la méthode d'enquête en ligne, l'enquête a été réalisée simultanément avec les deux méthodes pour identifier les éventuels biais et les prendre en compte le cas échéant dans l'analyse des séries historiques. Ces deux enquêtes, tout comme l'ensemble des résultats depuis 1990, sont disponibles en libre accès sur le site internet du Baromètre IRSN : <https://barometre.irsnn.fr>

Auteurs

Hugo LUTUN • Chargé d'études sur la perception des risques (DST/SP³In).

Thierry BOURGOIS • Chef du service de la programmation, des partenariats, de la prospective et de l'appui à l'innovation (DST/SP³In).

Patrice BUESO • Directeur de la stratégie.

LÉGENDE

Dans les graphiques du Baromètre IRSN 2024 :

.....

Figurent les résultats de certaines questions non administrées cette année

BAROMÈTRE IRSN 2024

4-5

L'essentiel
Synthèse des résultats

6-13

Partie 1
Les préoccupations actuelles des Français

14-21

Partie 2
Le regard des Français sur la science et l'expertise

22-33

Points de vue extérieurs
3 regards extérieurs sur les résultats du Baromètre

34-48

Partie 3
Les Français et les situations à risque

49-61

Partie 4
Les Français, l'énergie nucléaire et la sûreté

L'essentiel du Baromètre IRSN 2024

Le Baromètre IRSN suit depuis plus de 30 ans la perception des risques et de la sécurité par les Français. En 2024, il présente les évolutions de cette perception selon quatre grands axes : les préoccupations principales des Français, leur regard sur la science et l'expertise, leur perception des situations à risque et leur opinion sur l'énergie nucléaire. Pour la huitième année consécutive, il s'ouvre à des personnalités extérieures qui viennent enrichir de leur point de vue l'analyse des résultats proposée par l'IRSN.

L'édition 2024¹ s'inscrit dans la continuité des éditions antérieures. Comme toutes les enquêtes depuis 1997, celle-ci a été menée à l'automne précédant la publication (du 22 au 30 novembre 2023) auprès d'un échantillon représentatif de la population française. Le questionnaire est resté stable afin d'assurer la continuité des séries de données, avec des ajouts et retraits de questions à la marge. Les deux évolutions méthodologiques introduites en 2020 ont été reconduites cette année : tout d'abord, l'échantillon représentatif compte à nouveau 2 000 personnes au lieu de 1 000 les années antérieures, ce qui améliore la fiabilité des résultats ; par ailleurs, l'enquête est désormais réalisée sur internet alors que la collecte des résultats se faisait, jusqu'en 2019, par des entretiens en face à face au domicile des personnes interrogées.

En 2023, le **pouvoir d'achat**, en dépit d'une baisse de 11 points, **demeure le principal sujet de préoccupation** des Français, avec 25 % des réponses. Il devance le dérèglement climatique (18 %, +3 points) et l'immigration (11 %, +2 points), qui rejoint le trio de tête pour la première fois depuis 2018.

Parmi les principales **préoccupations environnementales**, le **dérèglement climatique** (44 %, +3 points) continue d'avancer en tête, loin devant « les dommages liés aux catastrophes naturelles » (17 %, +4 points) et la pollution de l'eau (12 %, +2 points).

Concernant la perception des catastrophes, les **centrales nucléaires** restent en 2023 les installations qui, selon les Français, **risquent le plus de provoquer un accident grave** en France (24 %). Viennent ensuite les installations chimiques devançant désormais de peu les stockages de déchets radioactifs (17 %) et les laboratoires de recherche sur les virus (16 %). L'**accident de Tchernobyl** est toujours perçu comme la **catastrophe la plus effrayante** (39 %), suivi par la pandémie de la Covid 19 (19 %) et l'accident de Fukushima (18 %).

Cette année, l'**image de la science et des experts scientifiques** s'améliore : 62 % des Français font confiance aux institutions scientifiques (+2 points) et 58 % des Français ont une bonne opinion des experts scientifiques (+8 points). Les qualités les plus attendues pour les experts scientifiques continuent d'être, pour la quatrième année consécutive, la **compétence technique** (29 %), l'**honnêteté** dans la démarche scientifique (26 %) et l'**indépendance** de jugement (21 %).

Pour la troisième année consécutive, les Français renforcent leur attachement à un **recours des décideurs aux experts scientifiques**. Ils sont 71 % à estimer que « les décideurs politiques ne prennent pas assez en compte l'avis des experts scientifiques » (+4 points).

L'exigence d'un **accès large à une information de qualité** est réaffirmée en 2023. Les Français sont 88 % à estimer qu'« il faut mettre à la portée de tous une **information compréhensible** sur les risques des installations » et 73 % à juger prioritaire que les organismes d'expertise rendent leurs **rapports publics**. En revanche, seuls 47 % d'entre eux souhaitent participer à des réunions d'information et de concertation sur les installations à risque. Le sentiment que d'autres personnes sont plus compétentes qu'eux (28 %) représente le frein principal à leur participation alors que celui d'être directement concerné par le sujet (45 %) en représente le levier principal.

Parmi les **23 situations à risque** suivies par le Baromètre en 2023, le **cancer** (73 % de réponses « élevés ») demeure le risque perçu comme le plus élevé. Toutefois, il est suivi cette année par la **drogue** (71 %, +7 points) qui intègre pour la première fois depuis 2014 le trio de tête. Vient ensuite la **pollution de l'air**, qui conserve sa troisième place (69 %), à égalité avec le **terrorisme** qui enregistre une forte hausse (69 %, +10 points), retrouvant ainsi son niveau de 2021. Concernant les **risques climatiques**, les inondations (65 %, +10 points) retrouvent leur position dominante (5^e place) alors que les incendies de forêts (64 %, -6 points) et les canicules (62 %), après avoir atteint des scores historiques en 2022, rétrogradent respectivement à la 6^e et 8^e place des risques considérés comme les plus élevés.

Parmi les 23 situations à risque suivies cette année, le **tabagisme** (78 %), l'alcool (77 %) et les accidents de la route (76 %) restent les risques pour lesquels les Français se **sentent les mieux informés**. En revanche, le **radon** (18 %), les

¹ Les dates indiquées dans le texte renvoient à l'année de l'enquête, qui précède d'un an celle de la publication du Baromètre : l'édition 2024 du Baromètre correspond ainsi à la perception des Français en novembre 2023.

déchets chimiques (24 %) et les accidents de radiothérapie (25 %) sont les risques pour lesquels les Français se sentent les moins bien informés.

La **confiance** accordée par les Français aux autorités pour les protéger des situations à risque reste faible (32 % de réponses « oui » en moyenne). Parmi les 23 situations interrogées cette année, la confiance est la plus élevée pour les **radiographies médicales** (44 %) et les **centrales nucléaires** (42 %), qui entrent pour la première fois dans le trio de tête avec une hausse de 7 points. La « défiance » des Français est la plus élevée pour les pesticides et la drogue, à égalité avec un score de 53 %.

En 2023, les Français ont pu exprimer par des mots ce que leur évoque le **terme « risque »**. L'analyse de ces mots met en premier plan le **danger** (15 %) et les situations (12 %) qu'ils peuvent associer au risque, puis, en second plan, les émotions que cette notion peut leur provoquer, comme l'attrait (8 %) ou la peur (4 %).

Après une évolution significative en 2022, l'**opinion des Français en faveur de l'énergie nucléaire**, se stabilise en 2023. Un Français sur deux (49 %, -1 point) est pour la construction de nouvelles centrales nucléaires, tandis que 22 % sont contre (+2 points).

L'argument principal en faveur de l'énergie nucléaire demeure l'**indépendance énergétique** (42 %, -1 point), loin devant le faible coût de l'électricité (23 %, +1 point). La **production de déchets radioactifs** reste le premier argument contre l'énergie nucléaire (33 %, +2 points), devançant de nouveau de 9 points le risque d'accident en deuxième position (24 %, -3 points).

L'énergie solaire est l'énergie perçue la plus positivement par les Français (27 %), suivie de près par l'énergie nucléaire (24 %). L'**énergie solaire** représente, notamment, pour les Français l'énergie « **la plus respectueuse de l'environnement** » (39 %) et « **d'avenir** » (31 %). Alors que l'énergie nucléaire représente pour eux « **l'énergie la plus performante** » (44 %).

Cette année, de nouvelles questions viennent enrichir l'étude du Baromètre sur l'**impact perçu de la radioactivité et des activités nucléaires** sur la santé et l'environnement. Une de ces nouvelles questions concerne la **principale source d'exposition à la radioactivité** en France, que la majorité des Français considère d'origine artificielle (55 %). Dans le

détail, les **installations nucléaires industrielles et militaires** sont les plus citées (31 %), suivies des actes médicaux (24 %), des rayonnements issus du soleil et de l'espace (14 %), des rayonnements issus d'éléments naturels présents dans le sol (13 %), à égalité (9 %), du radon et de la consommation de poissons, crustacés et coquillages.

Une question a été ajoutée également cette année concernant le traitement puis **le rejet**, dans l'océan Pacifique, **des eaux** utilisées pour refroidir les réacteurs de la **centrale nucléaire de Fukushima** lors de l'accident de 2011. Questionnés sur ce sujet, les Français sont 81 % à considérer cette **opération comme dangereuse** pour la santé humaine et l'environnement, dont 49 % pensent qu'elle l'est à « l'échelle mondiale » et 32 % à « l'échelle régionale (autour du Japon) ».

Concernant la question de la **gestion des déchets radioactifs**, la majorité des Français (68 %) continue d'estimer que la position « la plus raisonnable pour régler le problème du stockage des déchets radioactifs » est de « **se décider et appliquer au plus vite la solution** ». Seuls 5 % préfèrent « laisser le choix aux générations futures ». Par ailleurs, 35 % estiment qu'il est aujourd'hui « possible de stocker les déchets nucléaires de façon sûre » et 32 % pensent le contraire.

L'exigence d'un **haut niveau de sûreté nucléaire** est confirmée par 82 % des Français qui déclarent que « les exploitants des sites nucléaires doivent protéger leurs installations de tous les risques, même ceux jugés très improbables ». Cette année encore la majorité des Français (69 %) affirment que « la sûreté des installations nucléaires passe avant la production d'énergie ». De plus, ils insistent sur le fait que les **mesures d'amélioration de la sûreté** doivent être une priorité (67 %, +4 points).

Au sujet de de la **poursuite de l'exploitation des installations nucléaires existantes** 51 % des Français estiment que c'est un bon choix contre 26 % qui pensent le contraire. Cependant, 38 % affirment que « prolonger la durée d'exploitation des centrales nucléaires provoquera des accidents » contre 23 % qui ne sont pas d'accord.

Enfin, le **CNRS, l'ASN et l'IRSN** sont à nouveau considérés à la fois comme les organismes les plus **compétents** et les plus **crédibles** dans le domaine de l'industrie et de l'énergie nucléaire.

PARTIE 1

LES PRÉOCCUPATIONS ACTUELLES DES FRANÇAIS

En 2023, le pouvoir d'achat, bien que nettement moins cité que l'année précédente, continue d'être la principale préoccupation des Français. Le dérèglement climatique constitue la deuxième source de préoccupation, devant l'immigration, en hausse, qui se positionne pour la première fois depuis 2018 à un tel niveau.

Parmi les préoccupations environnementales, le dérèglement climatique confirme sa large domination sur les autres sujets. Les dommages liés aux catastrophes naturelles, en hausse, se positionnent désormais seuls à la deuxième place, devant la pollution de l'eau.

7-9

Les préoccupations principales des Français

12-13

La perception des catastrophes

10-11

Les préoccupations environnementales

L'année 2023 a notamment été marquée par une instabilité géopolitique mondiale persistante, qui a vu la poursuite de la guerre menée par la Russie en Ukraine et l'attaque du Hamas contre Israël le 7 octobre, menant à une offensive de l'armée israélienne lancée en représailles contre la bande de Gaza.

En France, parallèlement aux attaques terroristes sur le territoire national, le pays a également été touché par des tensions sociales, liées en particulier à la réforme des retraites et à la question des violences policières, relancée par les émeutes urbaines déclenchées par la mort de Nahel Merzouk, le 27 juin.

Dans un autre registre, la crise climatique reste très présente dans l'actualité. Selon l'Organisation météorologique mondiale, 2023 a été l'année la plus chaude jamais enregistrée, ce qui provoque des incendies de forêts, des sécheresses et des inondations aux conséquences de plus en plus importantes. Des tremblements de terre particulièrement dévastateurs tels que ceux survenus en Turquie, en Syrie et au Maroc ont également marqué l'actualité de l'année.

Les préoccupations principales des Français

En novembre 2023, au moment de l'enquête, le pouvoir d'achat continue d'être la principale préoccupation des Français (25 %), suivi par le dérèglement climatique (18 %) et l'immigration (11 %).

Bien que nettement moins cité qu'en 2022 (-11 points), le pouvoir d'achat, semble donc s'inscrire durablement parmi les préoccupations majeures des Français.

Le dérèglement climatique, une nouvelle fois en deuxième position, paraît rester une préoccupation majeure dans l'esprit des Français. L'immigration rejoint le trio de tête des préoccupations principales des Français pour la première fois depuis l'ajout d'une question sur ce sujet dans l'édition 2019 du Baromètre mais reste loin derrière le pouvoir d'achat et le dérèglement climatique.

La prise en compte des deux réponses formulées par les Français (« première » et « deuxième » préoccupation), au contraire de l'an passé, atténue les écarts entre les réponses et confirme le classement en tête du pouvoir d'achat (43 %) et du dérèglement climatique (32 %). Cependant, l'insécurité, en 4^e position des préoccupations principales (10 %), semble de manière générale (23 % pour la « première » et la « deuxième » préoccupation) davantage préoccuper les Français que l'immigration (21 %).

— Le pouvoir d'achat, une préoccupation du quotidien

L'année 2023 a été marquée par un ralentissement de l'inflation qui est passée de 6,2 % en 2022 (maximum historique depuis 1980) à 3,4 % en 2023.

Dans ce contexte, le pouvoir d'achat (avec un niveau de citation de 25 %) demeure la principale préoccupation des Français, mais dans une proportion moindre que l'an passé. En baisse de 11 points, pour sa deuxième année au sein du Baromètre, il obtient désormais un score proche de

celui qu'obtient en moyenne, quelle qu'elle soit, la principale préoccupation des Français depuis 1998 (28 %).

L'inflation semble avoir un impact durable sur les habitudes des Français, comme le révèle une enquête de l'Insee réalisée en septembre 2023. Cette enquête indique que 73 % des ménages ont modifié leurs comportements de consommation, soit 5 points de plus qu'en décembre 2022, au pic de l'inflation qui paraît agir avec une forme de rémanence. De plus, selon une étude de Harris Interactive d'avril 2023, 61 % des Français envisagent même de devoir faire face à l'inflation au-delà de 2023.

Cette préoccupation est partagée de manière inégale au sein de la population française. Les individus dont le foyer a des revenus nets mensuels inférieurs à 2 000 € sont 29 % à l'avoir sélectionnée contre 12 % pour ceux qui ont des revenus nets mensuels supérieurs ou égaux à 6 000 €. L'âge est également un facteur discriminant : les 18-24 ans (19 %) et les 65 ans et plus (20 %) sont moins préoccupés par le pouvoir d'achat que les 25-34 ans (33 %) et les 35-49 ans (29 %).

— Le dérèglement climatique, une préoccupation durable

En 2023, de nouveaux records climatiques ont été établis, accompagnés à travers le monde de catastrophes naturelles. Le mois de juillet 2023 a par exemple été déclaré par le service européen Copernicus comme le plus chaud jamais enregistré et le 10 août un gigantesque incendie a touché Hawaï et a dévasté 80 % de la ville de Lahaina, à l'est de l'île principale.

Ceci explique probablement que le dérèglement climatique demeure dans le trio de tête des préoccupations des Français. Depuis 1998, cette préoccupation n'a jamais quitté les quatre premières places parmi les divers sujets de préoccupation des Français. En novembre 2023, dans un contexte de légère baisse de l'inflation, le dérèglement climatique se rapproche de la première place, obtenant

18 % des réponses, soit un écart de 7 points avec le pouvoir d'achat (25 %) contre 21 points en 2022. À cet égard, près d'un tiers des Français (32 %) classent le dérèglement climatique parmi leurs deux principales préoccupations.

Néanmoins, les divergences d'opinions entre les Français sont manifestes. La préoccupation liée au dérèglement climatique varie significativement en fonction de l'orientation politique. Ainsi, 25 % des Français se déclarant « à gauche » expriment une préoccupation, comparativement à 15 % pour ceux se positionnant « à droite ». De même, selon le niveau d'études, 21 % des Français ayant un diplôme supérieur à Bac +2 manifestent une préoccupation, tandis que cette proportion est de 15 % parmi ceux ayant un niveau inférieur au Bac.

— Les préoccupations liées à la sécurité et l'instabilité géopolitique mondiale

L'année dernière avec une enquête menée en novembre 2022, dans le contexte de guerre en Ukraine qui s'installait, le Baromètre indiquait que 17 % des Français craignaient le déclenchement d'une troisième guerre mondiale et 15 % une guerre nucléaire. En 2023, de nouveaux conflits (israélo-palestinien, soudanais...) se sont ajoutés à la guerre en Ukraine, renforçant la crise géopolitique mondiale et les dangers qu'elle génère pour le monde, y compris pour la France. L'inquiétude causée par l'importation possible en France du conflit entre Israël et le Hamas, selon une étude publiée par l'institut Elabe le 25 octobre, est partagée par 79 % des Français, indiquant que ce conflit représente un risque de tensions en France.

Dans ce contexte, il n'est pas étonnant de constater que l'enquête du Baromètre, réalisée en 2023, montre une forte augmentation des préoccupations liées à la sécurité. Le score combiné de l'insécurité (10 %, +3 points) et du terrorisme (9 %, +6 points), qui était passé de 25 % à 10 % entre 2021 et 2022, remonte cette année à 19 %.

Si l'on additionne le score obtenu par « l'instabilité géopolitique mondiale » (8 %), alors on peut considérer que les préoccupations sécuritaires, avec 27 % des suffrages, se situent au premier rang des préoccupations des Français, à peu près au même niveau que le pouvoir d'achat (25 %).

— L'immigration

En novembre 2023, plus d'un Français sur dix ont choisi l'immigration comme leur principale préoccupation (11 %). Enregistrant une légère hausse de deux points par rapport à l'année précédente, l'immigration figure désormais parmi les trois principales préoccupations des Français. Si l'on considère les deux préoccupations choisies par les Français (« en premier » et « en second »), l'immigration (21 %) se retrouve en quatrième position derrière l'insécurité (23 %), devant de peu la santé, le terrorisme et l'instabilité géopolitique mondiale, qui obtiennent chacun 19 % des réponses.

On peut s'interroger sur l'impact du contexte particulier autour de l'immigration au moment de l'enquête du

Baromètre (novembre 2023). En effet, le 6 novembre 2023, un projet de loi visant à « contrôler l'immigration » et « améliorer l'intégration » a été débattu en séance publique au Sénat. Ce projet, qui avait déjà attiré l'attention des médias en début d'année, a ravivé le débat public au cours du mois de novembre, influençant potentiellement la progression de l'immigration dans le classement des préoccupations principales des Français.

Cependant, si on se réfère aux résultats de l'enquête « Les Français et l'immigration » réalisée par Odoxa et Backbone, en mai 2023, on peut considérer que l'immigration reste pour les Français un sujet de préoccupation important. En effet, cette enquête souligne que 74 % d'entre eux estiment qu'« il y a trop d'immigrés aujourd'hui en France », soit une augmentation de 11 points en l'espace de cinq ans.

On peut noter le clivage important en fonction de l'orientation politique, puisque l'immigration est la principale préoccupation pour 21 % des Français se déclarant « à droite » contre 3 % des Français se déclarant « à gauche ».

— La santé, une préoccupation qui continue de diminuer

L'enquête 2023 confirme que la santé est désormais une préoccupation moins importante pour les Français depuis la levée des mesures de confinement, consécutives à la pandémie de la Covid-19 (5^e position ; 9 %), avec deux nouvelles places perdues dans le classement par rapport à l'année précédente. Ce résultat fait écho à l'annonce de l'Organisation Mondiale de la Santé, qui a déclaré le 6 mai 2023 la « fin de la Covid-19 en tant qu'urgence de santé publique de portée internationale ». La pandémie de la Covid-19, qui avait suscité une préoccupation majeure pour la santé, continue à exercer une influence, mais désormais moins importante.

Selon une étude de Harris Interactive réalisée en décembre 2023, 22 % des Français estiment que la lutte contre la Covid-19 devrait être une priorité pour le gouvernement en 2024, comparativement à 73 % en 2020 pour l'année 2021. En revanche, en 2023, 61 % se montrent optimistes quant à l'évolution de la lutte contre la Covid-19 pour l'année suivante, contre 46 % en 2020 pour 2021.

— Le risque nucléaire, une préoccupation qui reste mineure

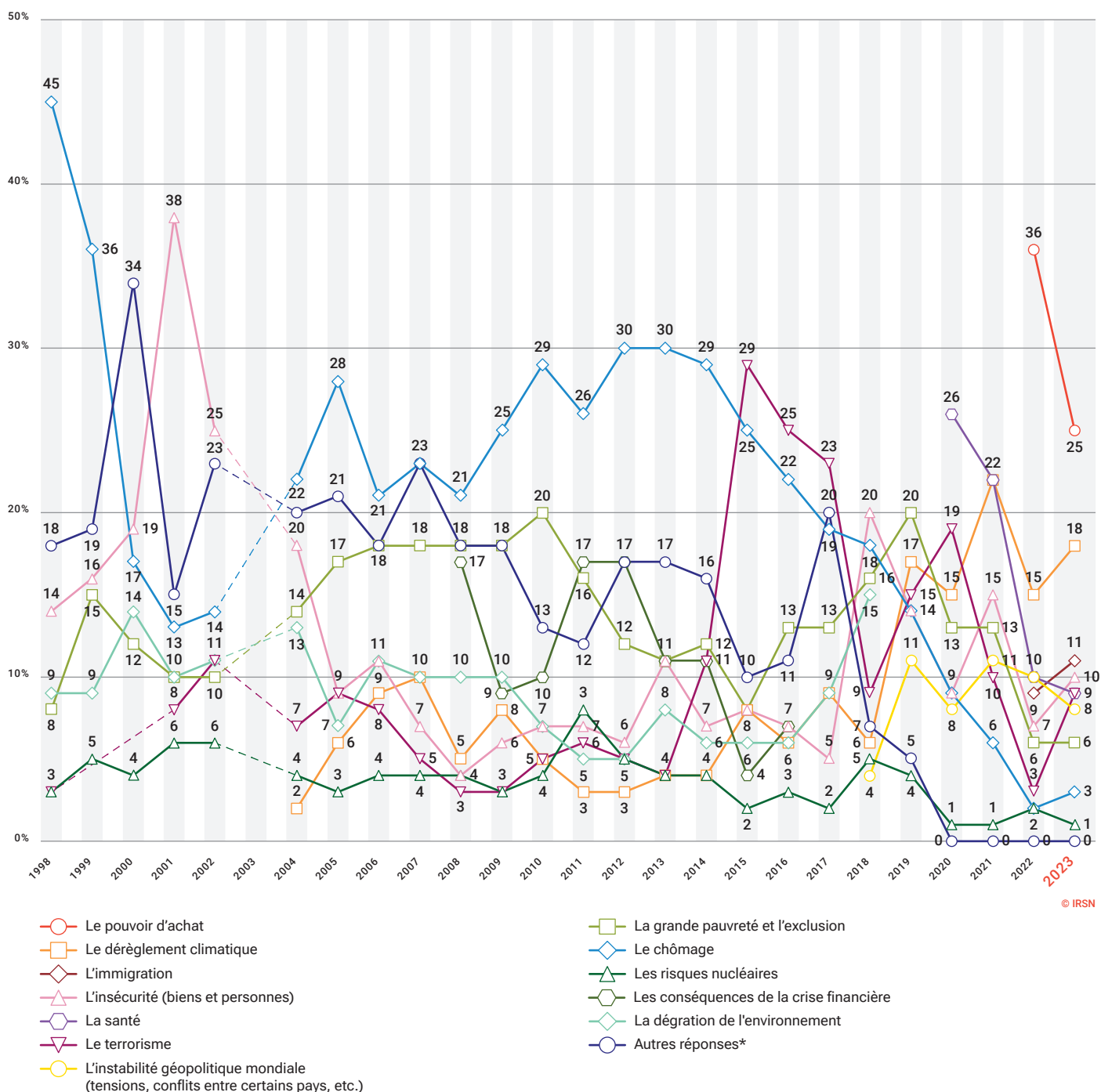
Pour la dixième année consécutive, les risques nucléaires terminent en bas du classement des préoccupations françaises. Depuis 1998, environ 4 % des Français sont préoccupés en premier par les risques nucléaires, avec un pic historique de 8 % atteint à la suite de l'accident de Fukushima en 2011.

Malgré le contexte de la guerre en Ukraine et la persistance des bombardements sur la centrale nucléaire de Zaporijia, exposant l'Europe à un risque d'accident nucléaire, la préoccupation des Français à l'égard des risques nucléaires reste mineure.

QUESTION N°1

« En France, parmi les sujets actuels suivants, lequel est selon vous le plus préoccupant ? »

En premier – Évolution des résultats 1998-2023 (en %)



© IRSN

Les modalités de réponse ont été adaptées au fil des ans. En 2002, « l'insécurité » a remplacé « la violence dans les banlieues ». La modalité « la misère et l'exclusion » a été remplacée en 2018 par « la grande pauvreté et l'exclusion ». En 2019, la modalité « les bouleversements climatiques » a été remplacée par « le dérèglement climatique » et « l'insécurité » par « l'insécurité (biens et personnes) » ; les modalités « la dégradation de l'environnement », « les accidents de la route », « le sida », « les risques alimentaires », « les risques chimiques », « la qualité des soins médicaux » et « les toxicomanies » ont été retirées. En 2020, la modalité « la santé » a été ajoutée. En 2022, la modalité « l'instabilité géopolitique mondiale (crise des migrants, tensions entre certains pays, etc.) » a été remplacée par « l'instabilité géopolitique mondiale (tensions, conflits entre certains pays, etc.) » ; les modalités « le pouvoir d'achat » et « l'immigration » ont été ajoutées.

* La courbe « autres réponses » regroupe les réponses des modalités non représentées mais proposées les années antérieures, par exemple : « les taxes et impôts trop élevés » à 10 % en 2000, ou « la grippe A (H1N1) » à 4 % en 2009.

Les préoccupations environnementales

Le dérèglement climatique, la principale préoccupation environnementale

Depuis l'an 2000, le Baromètre suit l'évolution des préoccupations environnementales des Français. Depuis 2014, le dérèglement climatique s'est installé en tête des préoccupations environnementales. En 2023, il établit un nouveau record avec 44 % des réponses, dépassant de trois points le score historique de l'année précédente. Depuis 2014, la proportion de répondants préoccupés par le dérèglement climatique (auparavant désigné sous le terme de « réchauffement climatique ») a augmenté de 19 points.

Une fois de plus cette année, l'écart entre la première et la deuxième préoccupation environnementale (les dommages liés aux catastrophes naturelles) est important, avec une différence de 27 points (-1 point par rapport à 2022). On peut estimer, pour expliquer cet écart, que les Français perçoivent le « dérèglement climatique » comme une thématique « englobante », regroupant plusieurs sujets environnementaux plus « ciblés »¹.

Les préoccupations environnementales « ciblées » au second plan

En 2023, les « dommages liés aux catastrophes naturelles » (17 %) enregistrent une augmentation de 4 points, se positionnant désormais seuls à la deuxième place des préoccupations environnementales.

L'évolution des résultats concernant la préoccupation des « dommages liés aux catastrophes naturelles » mérite une attention particulière. Introduite dans le baromètre en 2004, cette proposition maintient un score moyen de 7 % jusqu'en 2018. En 2019, divers phénomènes météorologiques dans le monde, tels que les inondations dans le Sud-Est de la France, ont entraîné une hausse significative de cette préoccupation, positionnant la valeur moyenne à 13 %. À la suite de nouvelles catastrophes naturelles survenues en 2023, le score atteint désormais 17 %.

On peut considérer, à la lumière des résultats de l'enquête de l'IFOP, réalisée en mars 2023, sur la perception des freins et leviers face aux risques, qui montrent que 86 % des Français pensent qu'« avec le réchauffement climatique, les risques naturels vont se multiplier en France », que la hausse de la préoccupation des Français quant aux dommages liés aux catastrophes naturelles, mesurée par le Baromètre, va se poursuivre dans les années qui viennent. Plus en détail, ce sont les personnes de 65 ans et plus (24 % contre 15 % des 18-64 ans) qui sont les plus préoccupées vis-à-vis des dommages liés aux catastrophes naturelles.

La disparition d'espèces animales (9 %), en deuxième position des préoccupations depuis 2018, perd 2 places et atteint son score le plus bas depuis 2016. En 2018, cette proposition avait connu un pic de réponses (16 %) en partie à la suite de la médiatisation du rapport « Planète Vivante 2018 ». Depuis lors, la préoccupation des Français pour ce sujet a connu une lente décroissance.

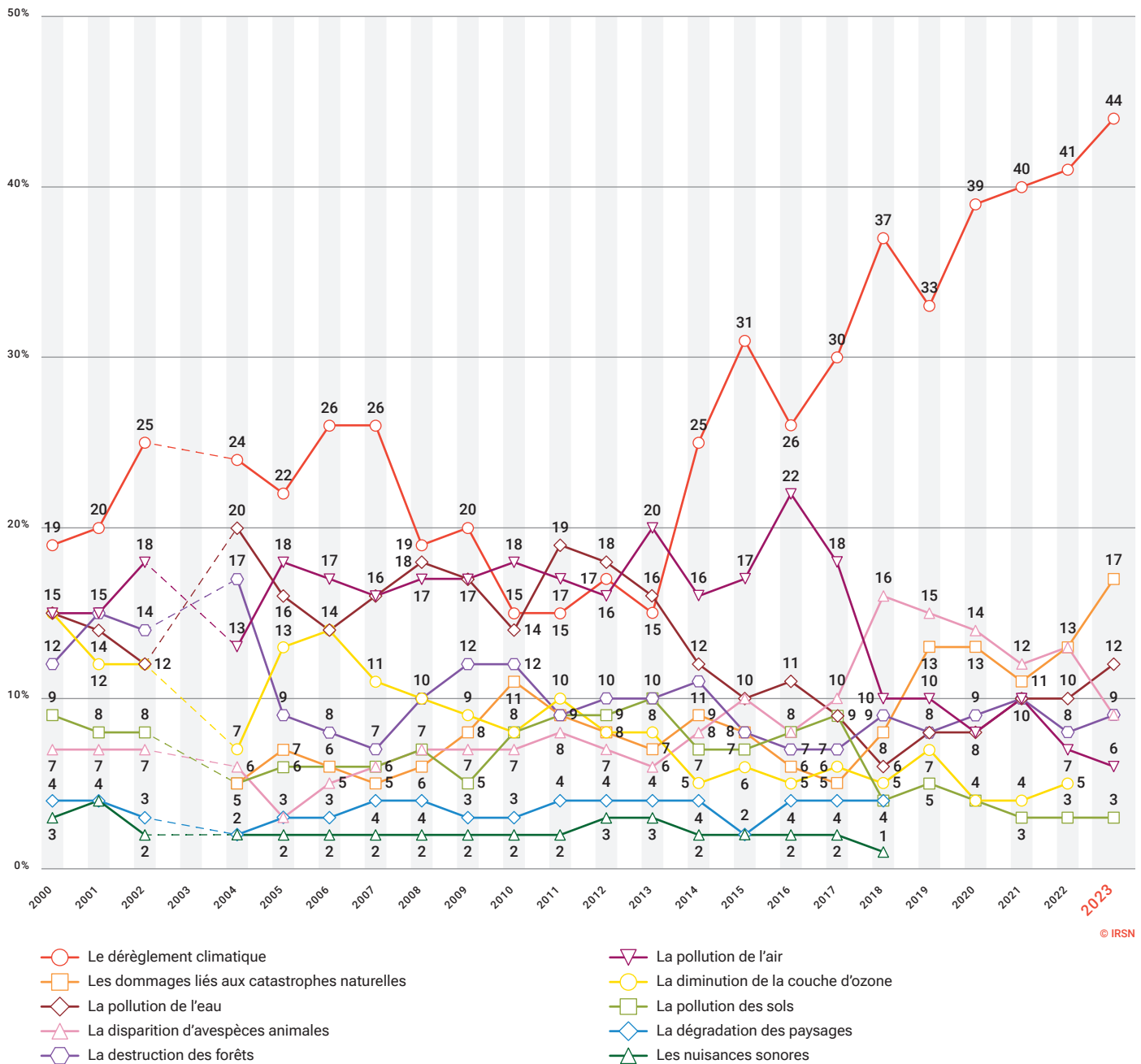
Pour le reste, le classement est relativement stable par rapport à 2022. La pollution de l'eau (12 %, +2 points) conserve sa 3^e place, « la destruction des forêts » (9 %, +1 point) se maintient en 4^e place, à égalité avec « la disparition d'espèces animales », tandis que « la pollution de l'air » (6 %, -1 point) et « la pollution des sols » (3 %) occupent les deux dernières places.

¹ L'IRSN a mené des travaux méthodologiques avec le Département de la Gironde pour comprendre la relation de causalité qu'établissent les enquêtes entre le dérèglement climatique et diverses préoccupations environnementales « ciblées ».

QUESTION N°2

« Voici un certain nombre de sujets environnementaux.
Quel est celui qui vous semble le plus préoccupant ? »

Évolution des résultats 2000-2023 (en %)



© IRSN

Certaines modalités de réponse ont été adaptées au fil des ans. En 2002, « la pollution de l'air » a remplacé « la pollution de l'air dans les agglomérations » et « l'effet de serre (réchauffement de l'atmosphère) » a remplacé « le réchauffement de l'atmosphère ». En 2004, « la pollution de l'eau » a remplacé « la pollution des lacs, des rivières et des mers ». En 2014, le « réchauffement climatique » a remplacé « l'effet de serre (réchauffement de l'atmosphère) ». En 2019, « les nuisances sonores » et « la dégradation des paysages » ont été retirées. « Le réchauffement climatique » a été remplacé par « le dérèglement climatique ». En 2023, la modalité la « diminution de la couche d'ozone » a été supprimée.

La perception des catastrophes

Depuis 2005, les activités industrielles liées à l'énergie nucléaire demeurent, selon les Français, celles qui risquent le plus de provoquer un accident grave ou une catastrophe. Cette année encore, les accidents nucléaires figurent parmi les événements catastrophiques considérés comme les plus effrayants, même si la pandémie mondiale de la Covid-19 (ajoutée aux modalités possibles de réponse en 2022) figure toujours parmi les craintes des Français.

— L'activité nucléaire perçue comme une activité à haut potentiel catastrophique

Pour la cinquième année consécutive, parmi une liste d'« activités industrielles ou technologiques qui risquent le plus de provoquer un accident grave ou une catastrophe », les Français ont maintenu leurs quatre choix principaux. Les activités associées aux centrales nucléaires sont en tête (24 %), suivies par celles associées aux installations chimiques (18 %), au stockage des déchets radioactifs (17 %) et à la recherche sur les virus (16 %).

Depuis 2005, l'exploitation des centrales nucléaires est considérée comme l'activité présentant le potentiel catastrophique le plus élevé. Néanmoins, le score obtenu, stable sur la période 2021-2022, diminue à nouveau (-4 points), confirmant la tendance à la baisse observée depuis le pic historique de 2011 enregistré à la suite de l'accident nucléaire de Fukushima (45 %).

L'activité industrielle associée aux installations chimiques est désormais la deuxième activité industrielle choisie par les Français comme ayant le plus haut potentiel catastrophique. Depuis 2005, le stockage de déchets radioactifs occupait cette deuxième place. À partir de 2018, le taux de réponses pour les installations chimiques a commencé à augmenter, réduisant progressivement l'écart.

À la quatrième place, on retrouve les laboratoires de recherche sur les virus (16 %, -1 point). Cette proposition avait connu une hausse historique en 2020 (13 % contre 7 % en 2019) dans le contexte de la pandémie de la Covid-19, dont la cause serait due selon certaines théories à une fuite venant d'un laboratoire de Wuhan en Chine menant des recherches sur les virus. Depuis 2020, cette proposition se maintient à un niveau moyen de 15 % (2020-2023), à comparer aux 4 % observés entre 2005 et 2019.

En cinquième place, le potentiel catastrophique du transport de matières dangereuses reste stable avec 11 % des choix (+1 point par rapport à 2022). Derrière, les canalisations de gaz naturel ont été choisies par 6 % des Français, soit

une augmentation de 4 points par rapport à 2021. En fin de classement, « les barrages » (5 %) et « le transport aérien » (2 %) occupent respectivement la septième et la huitième place.

— Les accidents nucléaires considérés comme les événements catastrophiques les plus effrayants

En 2023, le classement des événements catastrophiques les plus effrayants par les Français restent similaire à celui de l'année passée.

Près de deux Français sur trois (57 %) considèrent les accidents nucléaires (de Tchernobyl et de Fukushima) comme les événements catastrophiques les plus effrayants (+2 points par rapport à 2022). La pandémie mondiale de la Covid-19 (19 %, -1 point), ajoutée en 2022 à la liste des propositions, qui a contribué à faire baisser les taux de réponses pour les accidents nucléaires, conserve sa deuxième place.

Face à cela, les catastrophes naturelles semblent avoir moins marqué les Français. « Le tsunami du 26 décembre 2004 dans l'océan Indien » (9 %), « la sécheresse et les canicules de l'été 2022 en France » (7 %) et « l'ouragan Katrina en 2005 » (2 %) regroupent 18 % des réponses (-1 point par rapport à 2022).

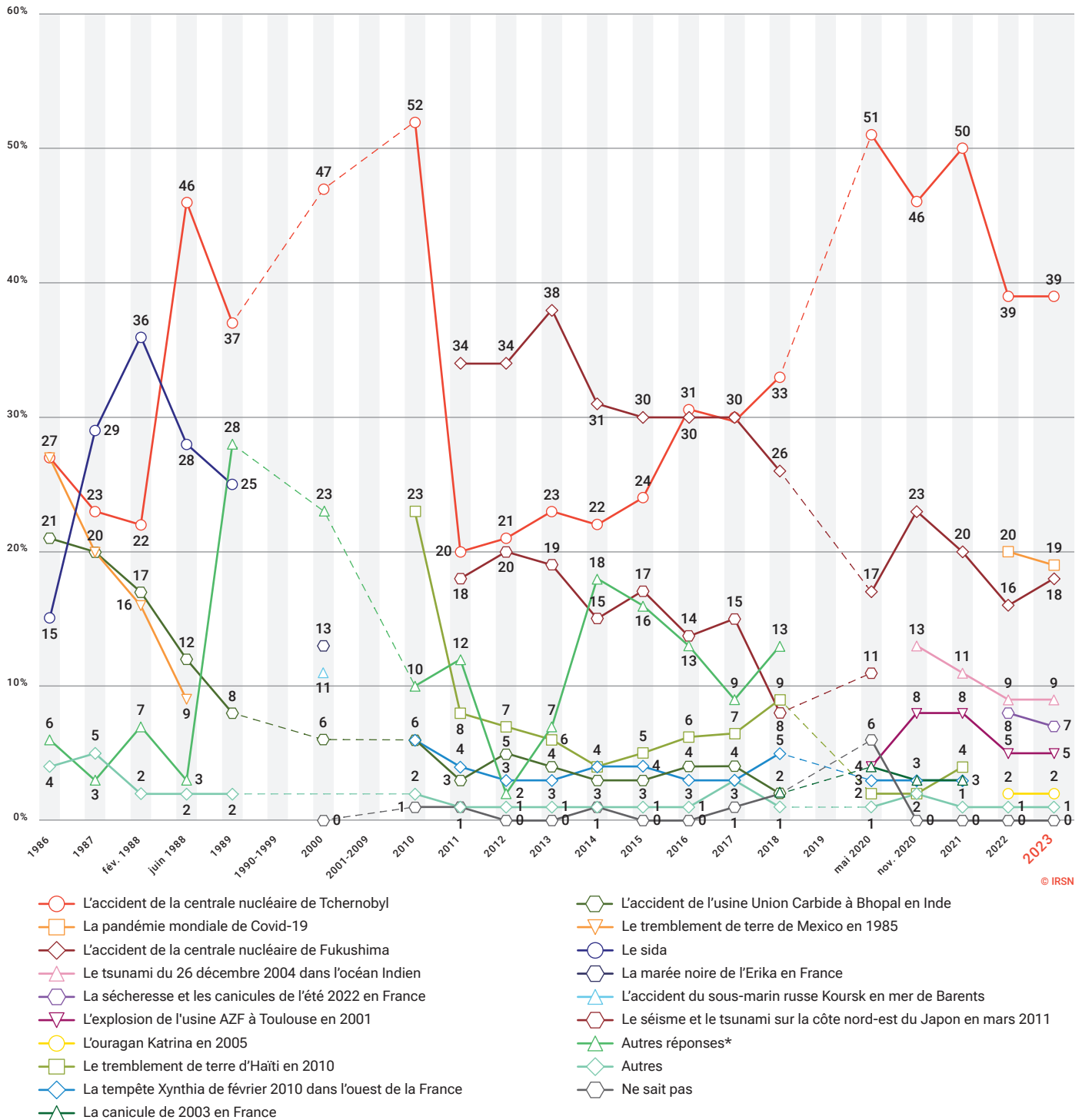
Pour cette question où la mémoire et le vécu de l'individu jouent un rôle, l'âge est un facteur influant. On constate que 30 % des 18-24 ans ont choisi l'accident de la centrale nucléaire de Fukushima alors que 45 % des 50-64 ans ont choisi l'accident de la centrale nucléaire de Tchernobyl.

QUESTION N°4

QUESTION N°4

« Parmi les événements catastrophiques suivants, quel est celui qui vous semble le plus effrayant ? »

Évolution des résultats 1986-2023 (en %)



En 2020, la modalité « l'ouragan Katrina à La Nouvelle-Orléans en 2005 » a été retirée. Auparavant, en 2019, « la canicule (France, Suède, Japon dans l'été 2018) » avait été remplacée par « la canicule de 2003 en France » et « les tremblements de terre (Haïti en 2010, Népal en 2015, Philippines et Indonésie en automne 2018) » par « le tremblement de terre d'Haïti en 2010 ».

* La courbe « autres réponses » regroupe les réponses des modalités non représentées mais proposées les années antérieures, par exemple : en 1989, « le tremblement de terre en Arménie » a recueilli 20 % des réponses. En 2000, « le crash du Concorde d'Air France » a recueilli 5 % des réponses. Par ailleurs, la courbe « autres » représente les réponses proposées par les répondants eux-mêmes. En 2019, 3 % des interviewés ont répondu spontanément « autre : Lubrizol », en référence à l'incendie de l'usine chimique à Rouen en septembre 2019. En 2022, les modalités « le tremblement de terre d'Haïti en 2010 », « la tempête Xynthia de février 2010 dans l'ouest de la France » et « la canicule de 2003 en France » ont été supprimées ; les modalités « la sécheresse et les canicules de l'été 2022 en France », « la pandémie mondiale de Covid-19 » et « l'ouragan Katrina en 2005 » ont été ajoutées.

PARTIE 2

LE REGARD DES FRANÇAIS SUR LA SCIENCE ET L'EXPERTISE

En 2023, l'image de la science et plus particulièrement celle des experts scientifiques s'améliore. Les Français insistent, pour la troisième année consécutive, sur la nécessité de voir l'expertise scientifique prendre place au cœur des décisions politiques.

15-17

L'image de la science
et de l'expertise

20-21

La participation citoyenne
et le pluralisme

18-19

Un partage des résultats
de l'expertise transparent et à la
portée de tous

L'image de la science et de l'expertise

L'image de la science peine à s'améliorer

Depuis le début de la pandémie de la Covid-19, les données du Baromètre révèlent une évolution de la perception de la science en France. En novembre 2020, après le premier confinement causé par la pandémie, la proportion de Français (61 %) ayant confiance dans les institutions scientifiques avait chuté de 10 points par rapport à la période pré-Covid (en 2019). En 2023, bien que le niveau de confiance semble s'être stabilisé, il demeure néanmoins inférieur à celui d'avant la pandémie de la Covid-19. Cette crise de confiance semble être ressentie fortement au sein des institutions scientifiques. En effet, selon une étude de l'Ifop, en 2023, 91 % des agents de l'Inserm affirment qu'une crise de confiance sévit entre la science et la société, 37 % la qualifient de « grave ».

QUESTION N°1

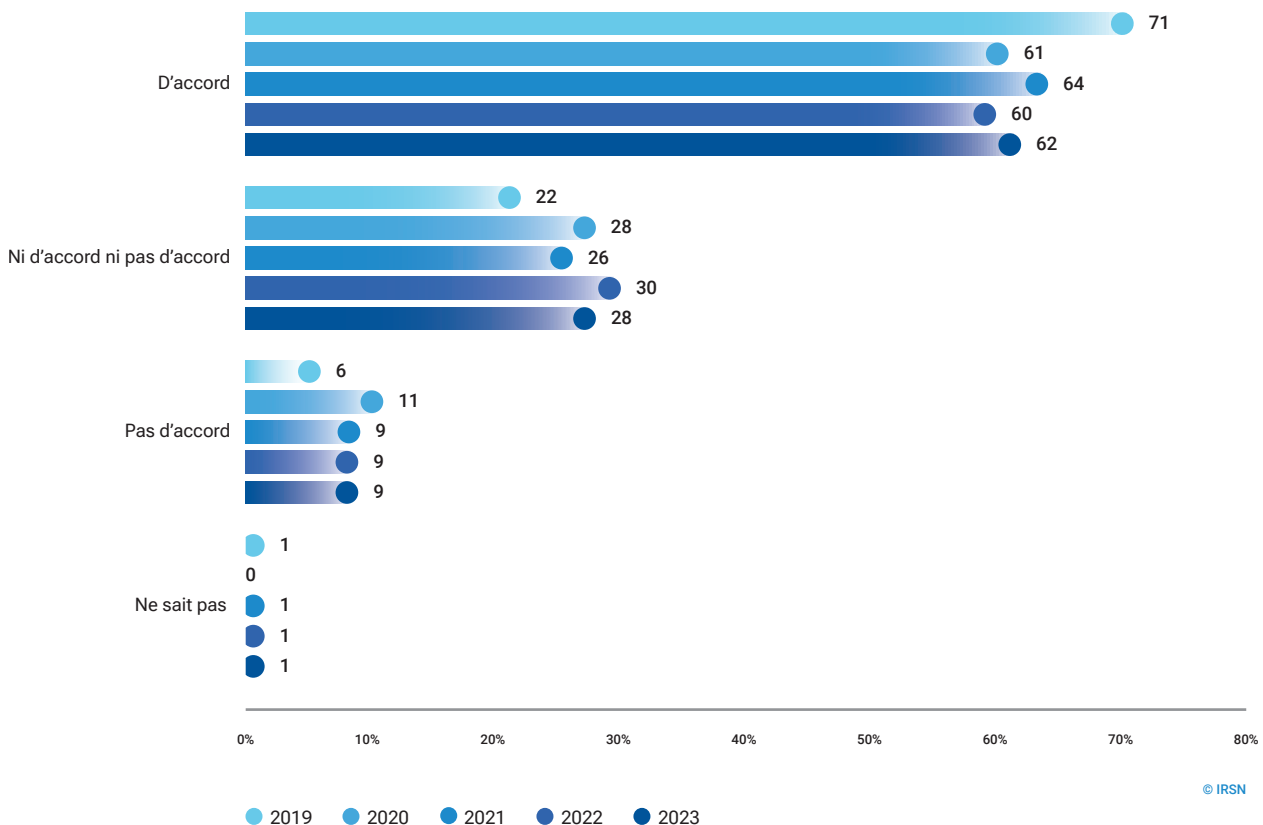
Cependant, la confiance dans les institutions scientifiques varie significativement selon les publics. Les Français disposant d'un niveau d'études supérieur à Bac +2 sont 70 % à avoir confiance dans les institutions scientifiques contre 60 % pour ceux ayant un niveau d'études inférieur ou égal à Bac +2. Les adeptes de revues et de magazines scientifiques (72 %) semblent également nettement plus confiants que ceux qui n'en lisent jamais (56 %).

En cohérence avec la tendance observée au sujet de la confiance, le rapport « coût-bénéfice » attribué à la science par les Français a diminué entre 2019 et 2020 (-4 points), puis s'est stabilisé, avec 54 % des Français convaincus que « le développement de la science et des technologies génère plus de bénéfices que d'effets néfastes ».

QUESTION N°1

« Je fais confiance aux institutions scientifiques. Veuillez indiquer si vous êtes... »

Évolution des résultats 2019-2023 (en %)



— L'image des experts scientifiques quant à elle s'améliore

Pour approfondir notre compréhension du sujet, le Baromètre se penche également sur l'opinion des Français à l'égard des experts scientifiques. Depuis 1998, en moyenne, 54 % d'entre eux ont une opinion favorable à leur égard, avec un score historique de 65 % en 2019 juste avant la pandémie de la Covid-19. Cette opinion a été significativement affectée par les controverses entourant certains acteurs scientifiques de la lutte contre cette pandémie. En octobre 2020, selon le « Baromètre sur la science et la société » de l'Institut Sapiens, 70 % des Français affirmaient avoir confiance dans les informations fournies par « les scientifiques » concernant le coronavirus. Cependant, les Français étaient moins nombreux à accorder leur confiance au conseil scientifique mis en place par le gouvernement (50 %), au professeur Raoult (41 %) ou encore aux laboratoires pharmaceutiques (40 %). Ainsi, en mai 2020, le taux de réponses positives à l'égard des experts scientifiques (révélé par le Baromètre) a chuté de 21 points (44 % contre 65 % en 2019).

En 2023, le taux de réponses positives à l'égard des experts scientifiques (58 %) a augmenté de 8 points par rapport à 2022, retrouvant ainsi le niveau de 2018. Plus en détail, cette année, les Français ont davantage pris position sur le sujet. Ils sont en effet 7 % de moins à ne pas avoir su donner leur opinion à propos des experts scientifiques (réponses « ni bonne, ni mauvaise »).

QUESTION N°2

Grâce à une nouvelle question ajoutée cette année, le Baromètre nous permet désormais d'avoir un regard sur la perception qu'ont les Français du niveau de connaissance des scientifiques concernant les risques associés à cinq situations centrées sur le nucléaire et la radiologie.

« Les centrales nucléaires » ont été identifiées par les Français comme le domaine pour lequel les scientifiques auraient la meilleure connaissance des risques. En effet, pour les risques liés aux centrales nucléaires, 76 % des répondants ont donné une note supérieure à 4 (sur 7), avec une moyenne de 5,46.

Ensuite, avec des moyennes très similaires, on retrouve les déchets radioactifs (5,29), les radiographies médicales (5,29) et les radiothérapies (5,25).

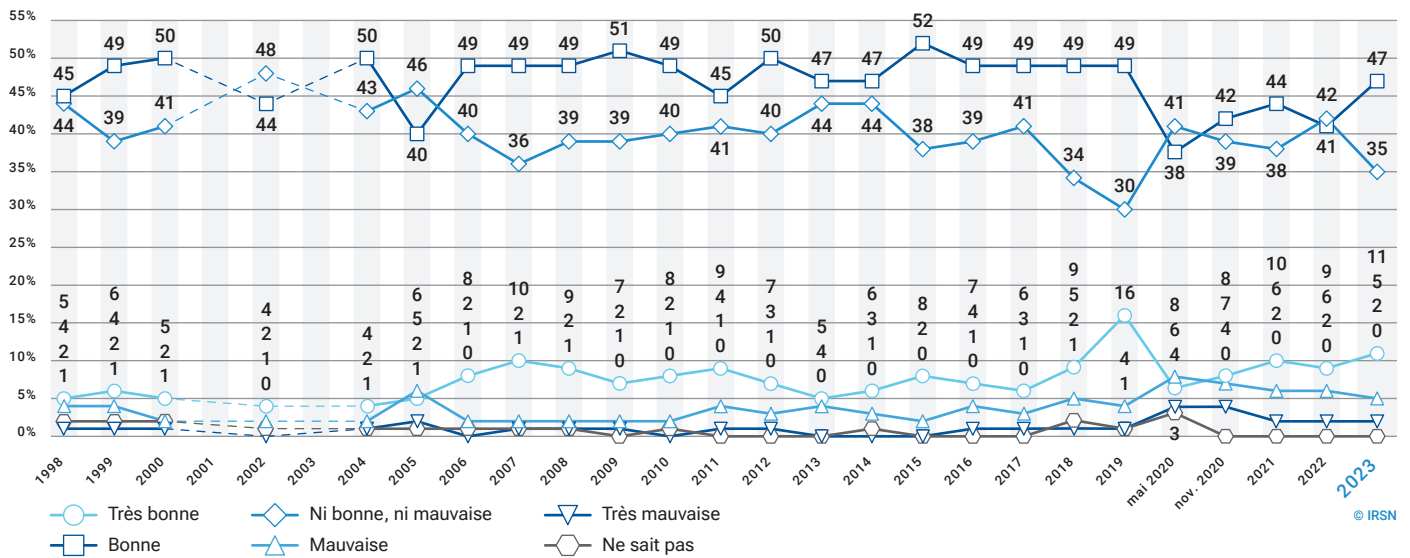
En dernière position, « le radon dans les habitations » n'a récolté que 49 % de notes supérieures à 4, donnant une moyenne de 4,58. Un tel résultat fait écho aux analyses précédentes du Baromètre concernant les connaissances des Français sur ce sujet. En effet, depuis plusieurs années dans le Baromètre, on constate qu'une part importante des répondants éprouvent des difficultés à estimer les risques associés au radon dans les habitations. En 2022, 27 % des répondants ne savaient pas évaluer les risques associés au radon dans les habitations et 82 % se sentaient mal informés à ce sujet. Ces résultats témoignent d'une certaine méconnaissance du radon parmi le grand public, ce qui pourrait expliquer qu'en 2023, 23 % des Français estiment que le niveau de connaissance des scientifiques sur les risques liés au radon dans les habitations est « faible » (note entre 1 et 3) et que 27 % l'estiment « moyen » (note de 4).

QUESTION N°3

QUESTION N°2

« De manière générale, avez-vous une bonne ou une mauvaise opinion des experts scientifiques ? »

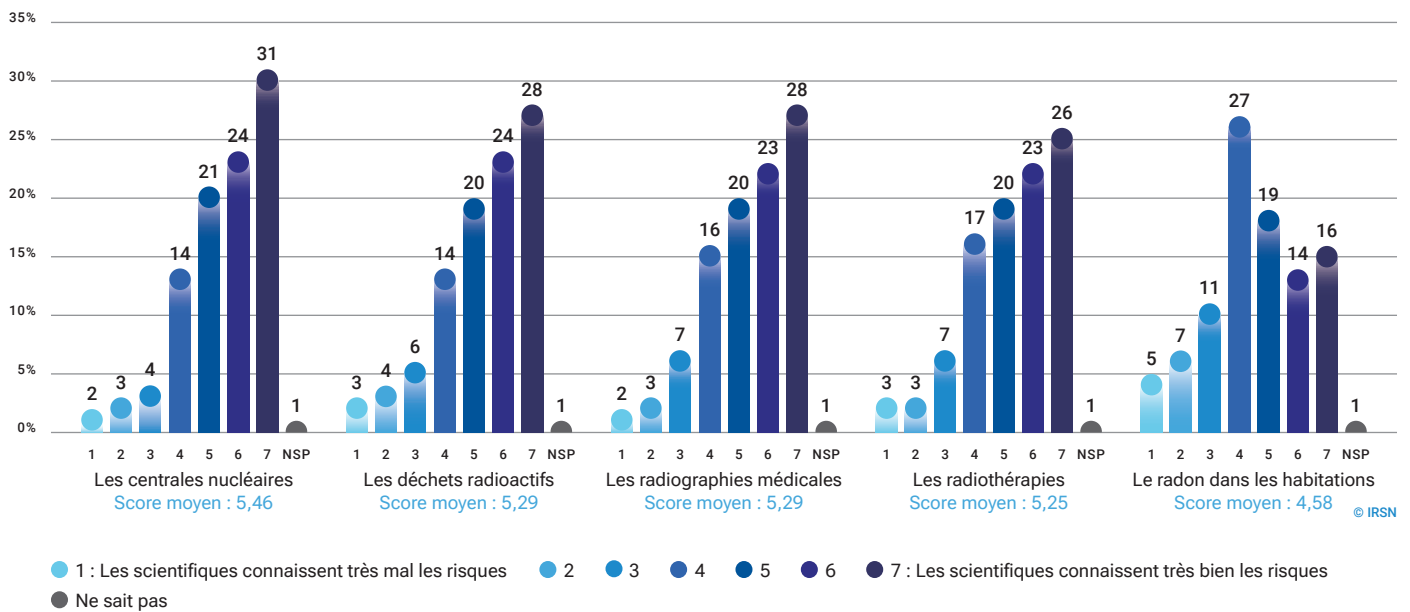
Évolution des résultats 1998-2023 (en %)



QUESTION N°3

« Selon vous, de manière générale, les scientifiques connaissent-ils bien ou mal les risques associés à chacun des domaines suivants ? »

Novembre 2023 (en %)



Un partage des résultats de l'expertise transparent et à la portée de tous

— Compétence et honnêteté : deux qualités qui définissent l'expert scientifique

Les trois principales qualités attendues chez un expert scientifique, selon les Français, restent les mêmes depuis 2002. Les attentes se concentrent principalement sur la démonstration de compétence technique (29 %, -1 point), d'honnêteté dans la démarche scientifique (26 %) et d'indépendance dans le jugement (21 %, -1 point).

Ce classement connaît quelques variations lorsqu'on agrège les réponses données en premier et en second. Comme l'année précédente, « l'honnêteté dans la démarche » reste en tête des réponses combinées avec 49 % (-1 point). Ensuite, viennent la compétence technique (48 %, +1 point) et l'indépendance de jugement (42 %, -3 points). La qualité d'« écoute de la société civile » (15 %) demeure la qualité la moins attendue, parmi les qualités proposées, mais avec un score en hausse de 2 points pour la deuxième année consécutive. **QUESTION N°4**

Ainsi, les Français attendent des experts scientifiques qu'ils fassent preuve d'objectivité. Cette attente concerne également le partage de leurs expertises, puisqu'en effet ils estiment que les experts scientifiques doivent également

exposer leurs points de désaccord (86 %, -3 points par rapport à 2022) et être certain de leur avis avant d'informer la population (81 %, +2 points).

— Un regard scientifique exigé dans les prises de décisions

Les Français souhaitent que les experts scientifiques jouent un rôle plus important dans la société.

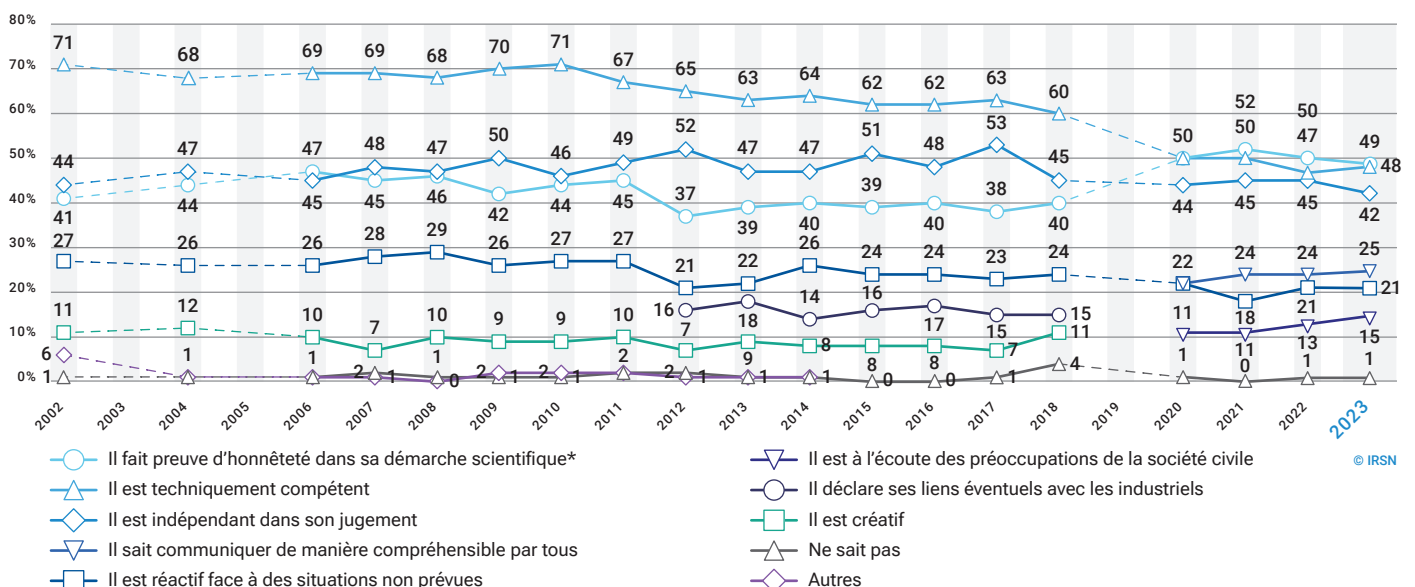
Ainsi, depuis 2020, la proportion de Français souhaitant une prise en compte des avis des experts scientifiques dans les prises de décisions politiques est en augmentation continue (71 % en 2023, +4 points par rapport à 2022). **QUESTION N°5**

À cet égard, une majorité de Français estime qu'ils sont les acteurs les plus légitimes pour « contrôler l'impact d'une installation présentant des risques sur l'environnement et les populations avoisinantes » (37 %), devant les « autorités publiques de contrôle » (29 %) et les « associations et organisations non gouvernementales » (11 %). L'exploitant de l'installation, mentionné seulement par 7 % des Français, se retrouve en bas de la liste, avec « un comité local de citoyens » (6 %). **QUESTION N°6**

QUESTION N°4

« Quelles sont pour vous les deux principales qualités d'un expert scientifique ? »

Évolution des résultats cumulés « en premier » et en « second » 2002-2023 (en %)

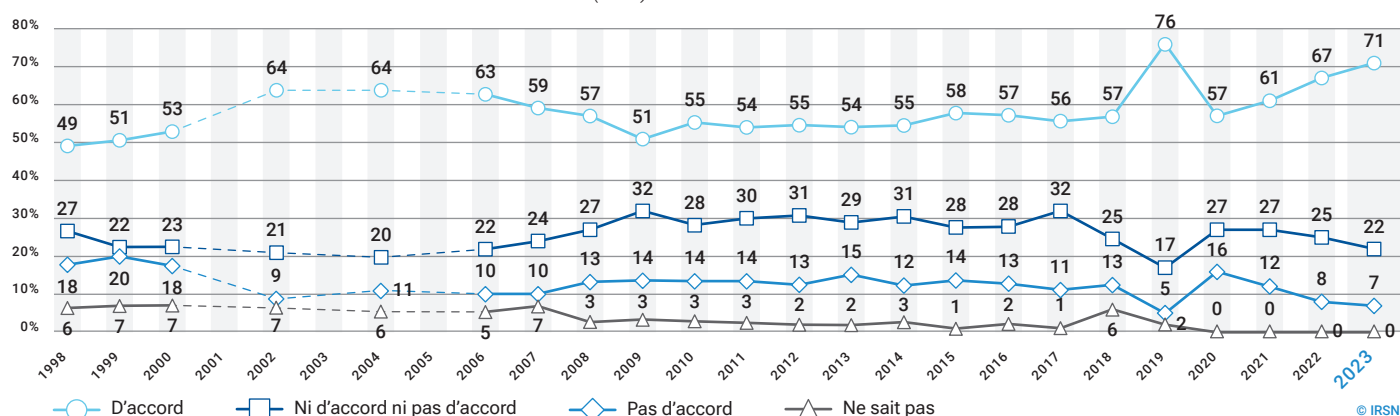


* En 2020, deux modalités ont été retirées : « il déclare ses liens éventuels avec les industriels » et « il est créatif », et deux autres ont été ajoutées : « il sait communiquer de manière compréhensible par tous » et « il est à l'écoute des préoccupations de la société civile ». Par ailleurs, la modalité « il dit honnêtement comment il est arrivé à ses conclusions » a été remplacée en 2020 par « il fait preuve d'honnêteté dans sa démarche scientifique ».

QUESTION N°5

« Les décideurs politiques ne prennent pas assez en compte les avis des experts scientifiques. Veuillez préciser si vous êtes... »

Évolution des résultats 1998-2023 (en %)

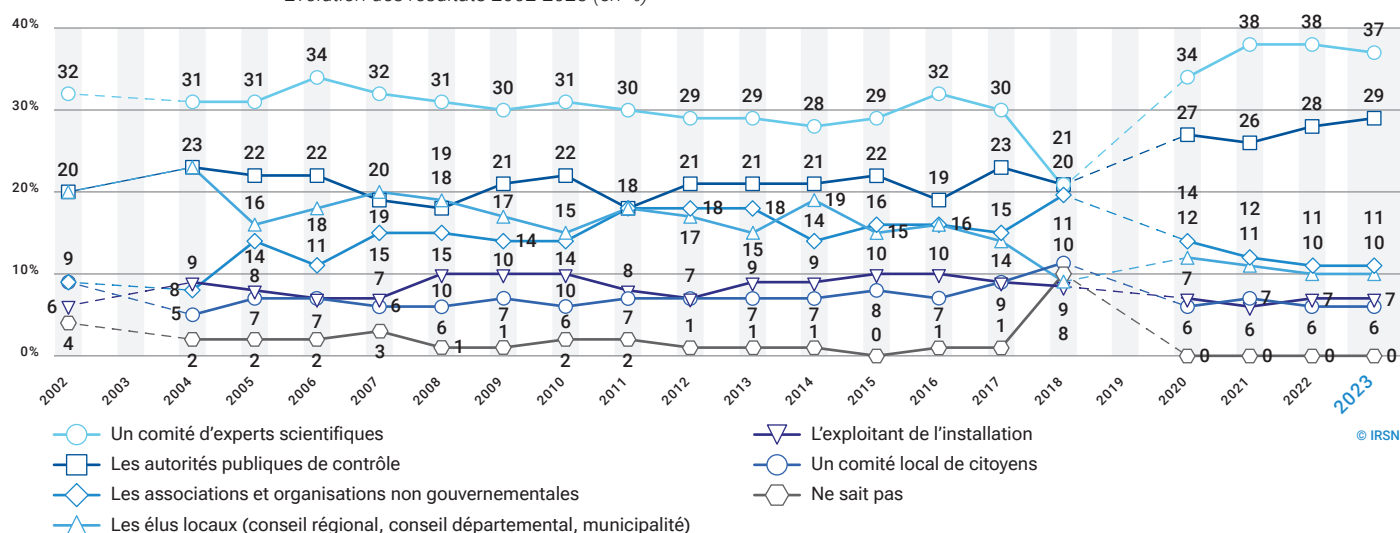


© IRSN

QUESTION N°6

« Parlons maintenant du contrôle de l'impact d'une installation qui présente des risques pour l'environnement et les populations avoisinantes. Qui doit selon vous contrôler l'impact sur l'environnement et la santé à l'extérieur de l'installation ? »

Évolution des résultats 2002-2023 (en %)



© IRSN

* En 2019, la manière de poser la question était différente : les Français se sont exprimés sur chaque acteur indépendamment des autres. Les résultats spécifiques à cette année sont téléchargeables sur <https://barometre.irsnn.fr>.

* En 2020, la formulation de la question a changé. Auparavant, nous demandions : « Pour une installation qui présente des risques pour l'environnement et les populations avoisinantes, qui doit selon vous contrôler ce qui se passe à l'extérieur de l'installation ? ». De plus, la modalité « les pouvoirs publics aux niveaux national et local » a été remplacée par « les autorités publiques de contrôle ».

Un large partage des résultats de l'expertise

Cette année encore, une majorité de Français réclame une mise à disposition du public des résultats de l'expertise. 73 % des Français considèrent qu'il est avant tout prioritaire de « rendre publics les rapports d'expertise » (+2 points) et 51% des Français (-1 point) estiment qu'il n'est pas acceptable « que les avis des experts scientifiques ne soient pas tous rendus publics ».

Cependant, en ce qui concerne les risques industriels, les Français exigent un partage des résultats de l'expertise, non seulement en donnant accès aux rapports, mais aussi par le partage d'« une information compréhensible » pour

tous. En 2023, près de neuf Français sur dix partagent cet avis (88 %, -1 point par rapport à 2022) et ce depuis 2008. Dans cet esprit, 65 % des Français (en 2023) estiment que les experts scientifiques doivent « répondre à toutes les questions posées par les associations et par les citoyens » (-1 point). D'autres mesures pour répondre à cette exigence, telles que l'organisation de réunions publiques (45 %) et de webinaires (21 %, +1 point), sont considérées comme prioritaires par une minorité.

La participation citoyenne et le pluralisme

— La participation citoyenne

Pour certains Français, le partage de l'information est aussi un moyen de pouvoir s'impliquer sur des sujets d'importance. En 2023, 61 % (-2 points) préfèrent avoir accès aux rapports d'expertise pour se forger leur propre opinion plutôt que l'accès soit « réservé à d'autres comme les associations de protection de l'environnement, les élus, les journalistes » (38 %, +3 points).

Néanmoins, seuls 47 % d'entre eux se disent prêts à « participer à des réunions d'information et de concertation sur la gestion d'une installation à risque » à proximité de chez eux. Pour les autres, depuis 2021, le frein à leur intention de participer est principalement un sentiment d'illégitimité. En effet, 28 % ont répondu que « d'autres personnes sont plus compétentes » qu'eux pour y prendre part et ensuite le manque de disponibilité (10 %, +1 point), le manque d'intérêt (8 %, +1 point) et le manque d'utilité (7 %) sont également évoqués.

L'intention de participer est plus élevée chez les hommes (51 % de réponses positives) que chez les femmes (43 %). Le niveau d'études joue également dans la volonté de participer : 58 % des Français disposant d'un niveau d'études supérieur à Bac +2 affirment qu'ils y participeraient contre 34 % pour ceux disposant d'un niveau d'études inférieur au Bac.

De ce fait, les Français ont aussi été interrogés sur les leviers pouvant faciliter la participation des citoyens à des réunions publiques. Parmi la liste de proposition, le fait de « se sentir directement concerné par le sujet » arrive en tête avec 45 % de citations (-6 points par rapport à 2022). Ensuite, l'« accès à des informations supplémentaires » et le sentiment « de ne pas être manipulé ou instrumentalisé » partagent la seconde place avec 44 % de réponses, enregistrant respectivement une baisse de 6 et 4 points par rapport à l'année précédente. QUESTION N°11

— Le pluralisme

Cette année encore, une très large majorité des Français (91 %, -1 point) pense qu'une structure pluraliste où les citoyens contribueraient aux côtés des experts scientifiques, des élus, des industriels et des associations à « s'occuper des situations à risque » serait utile.

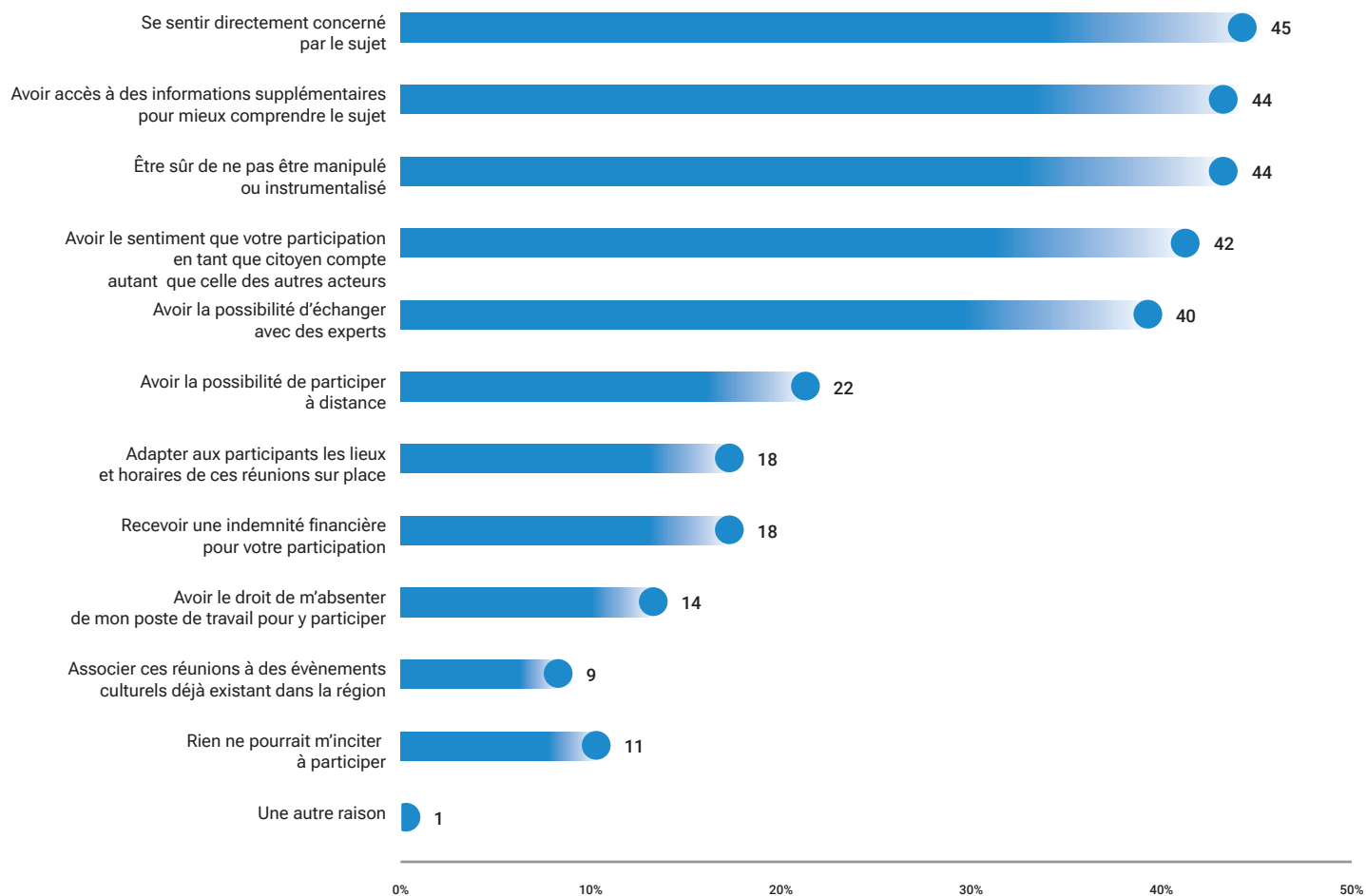
Les arguments avancés par les Français en faveur d'une telle structure restent identiques à ceux de l'année précédente. Ils soulignent qu'elle permettrait de « faire émerger de nouveaux points de vue et idées » (pour 93 % des Français, -1 point), d'« améliorer la communication » entre les différents acteurs (91 %, -1 point) et de « mieux définir la question à étudier en prenant en compte les enjeux de tous les acteurs » (90 %, -1 point).

De même, une « collaboration entre chercheurs et citoyens à toutes les étapes du processus de recherche » est perçue comme un moyen de « renforcer davantage la confiance des citoyens envers les chercheurs » (pour 92 % des Français, -2 points) et de « tenir compte davantage des intérêts des citoyens dans la recherche » (91 %). Une fois de plus, le Baromètre fait état d'un fort intérêt des Français pour ce type de structure pluraliste et de collaboration, qui, selon eux, amélioreraient les échanges et la considération entre tous les acteurs impliqués. QUESTION N°14

QUESTION N°11

« Dans la liste suivante, qu'est-ce qui pourrait vous inciter à participer à des réunions publiques pour faire entendre votre point de vue avant qu'une décision publique soit prise ? »

Novembre 2023 (en %)

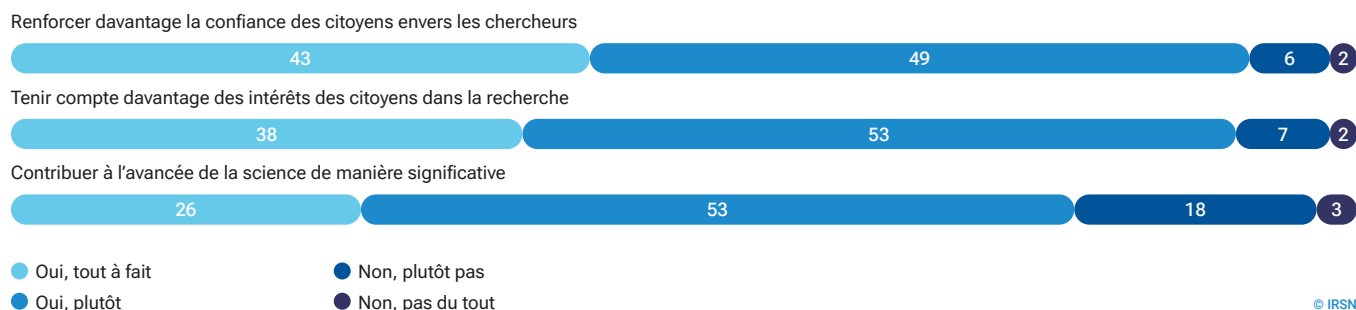


© IRSN

QUESTION N°14

« Pensez-vous qu'une collaboration entre chercheurs et citoyens à toutes les étapes du processus de recherche (allant de la formulation de la question de recherche à la collecte des données, l'analyse et la diffusion des résultats) pourrait permettre de ... »

Novembre 2023 (en %)



© IRSN



POINTS DE VUE EXTÉRIEURS

25-26

La perception des risques de cancer en France

Iris CERVENKA

Jérôme FOUCAUD

27 - 30

La perception des risques selon le genre

Marie-Axelle GRANIÉ

Corin BLANC

Pierre DIAS

Julie DEVIF

31 - 33

Entre crainte et calcul : une analyse des représentations sociales du risque

Sylvain DELOUVÉE

LES AUTEURS

Iris Cervenka

cheffe de projets recherche à l'Institut national du cancer au sein du département recherche en sciences humaines et sociales, épidémiologie et santé publique. Docteur en épidémiologie, elle assure le suivi des projets de recherche dans le champ de l'environnement et du cancer, et contribue à la coordination et à l'analyse des données du Baromètre cancer.

Jérôme Foucaud

titulaire d'un doctorat en sciences humaines. Il est chef du département recherche en sciences humaines et sociales, épidémiologie et santé publique à l'Institut national du cancer. Dans cette Agence nationale d'expertise scientifique et sanitaire, il est chargé de développer la recherche et de diriger l'élaboration de données sur le cancer. Membre de différents consortiums internationaux, auteur d'une cinquantaine de publications, il est également chercheur associé au laboratoire Éducatons et Pratiques de Santé.

Marie-Axelle Granié

directrice de recherche en psychologie sociale du développement à l'Université Gustave Eiffel et directrice du laboratoire Mobilité Durable, Individu, Société (MODIS). Ses travaux portent sur l'influence de l'environnement social et physique sur la construction du rapport à la règle et au risque tout au long de la vie. Ils visent notamment à comprendre les origines sociales des différences de sexe dans les comportements à risque dans l'espace routier et la socialisation genrée au risque. Elle a été vice-présidente du Comité des Experts du Conseil national de la sécurité routière. Elle est chercheuse principale dans plusieurs projets financés par la Délégation à la Sécurité Routière du Ministère de l'Intérieur.

Corin Blanc

assistant de recherche à l'Observatoire du bien-être du CEPREMAP (Centre Pour la Recherche EconOMique et ses APplications). Il a participé à l'harmonisation des vagues successives du Baromètre de l'IRSN et à l'analyse statistique nécessaire pour réaliser ce point de vue extérieur. L'Observatoire du bien-être soutient la recherche sur le bien-être en France et dans le monde. Un rôle important de l'Observatoire est de développer notre compréhension du bien-être en France : son évolution au fil du temps, sa relation avec le cycle économique, les écarts en termes de bien-être entre différents groupes de population ou régions, et enfin la relation entre politiques publiques et bien-être. Il participe à la mission principale du CEPREMAP : assurer une interface entre le monde académique et les administrations économiques.

Pierre DIAS

chargé de recherche en psychologie sociale et environnementale à l'Université Gustave Eiffel au sein du laboratoire Mobilité Durable, Individu, Société (MODIS). Ses travaux portent principalement sur les inégalités sociales qui s'objectivent dans et par les pratiques de mobilité, en vue de proposer un regard critique et des pistes d'intervention en faveur de mobilités spatiales « durables ». Il s'agit d'appréhender les pensées sociales et les pratiques des individus dans leur environnement socio-physique afin de pouvoir identifier les enjeux identitaires explicatifs des comportements quotidiens et ainsi élaborer des leviers d'action au niveau macrosocial.

Julie DEVIF

chargée de recherche contractuelle en psychologie sociale à l'Université Gustave Eiffel au sein du laboratoire Mobilité Durable, Individu, Société (MODIS). Spécialisée dans le champ des représentations sociales et du genre, ses travaux de recherche actuels visent à appréhender la relation entre les comportements de déplacement à risque des adolescents et la pratique des jeux vidéo.

Sylvain DELOUVÉE

maître de conférences, habilité à diriger des recherches, au sein du Laboratoire de psychologie : Cognition, Comportement, Communication (LP3C) de l'université Rennes 2. Ses recherches portent sur l'étude de l'interaction entre les facteurs sociaux et psychologiques qui influencent la pensée sociale, les croyances et les comportements lorsque des individus ou des groupes sont confrontés à des situations qui peuvent être perçues comme incertaines, risquées ou extrêmes. De manière plus appliquée, il s'intéresse aux processus d'adaptation sociale et cognitive aux risques environnementaux (par exemple le changement climatique), aux risques sanitaires ou biologiques (maladies infectieuses émergentes, résistance aux antibiotiques, hésitation vaccinale), aux risques sociétaux (terrorisme et radicalisation) et aux incertitudes liées à ces situations.



POINT DE VUE

Iris CERVENKA

Jérôme FOUCAUD

Selon des données projetées de 2023¹, le nombre de nouveaux cancers diagnostiqués chez les adultes est de 433 000 : ce nombre est en constante augmentation. On estime que 40 % de ces cancers sont évitables⁽¹⁾, c'est-à-dire attribuables à des facteurs de risques identifiés, sur lesquels on peut agir. C'est dans ce contexte que la Stratégie décennale de lutte contre les cancers² a été lancée par le Président de la République en 2021, accordant une place prioritaire à la prévention et la lutte contre les inégalités.



L'analyse des perceptions du cancer et de ses facteurs de risques au sein de la population permet de documenter les stratégies de prévention et d'identifier les situations d'inégalités sociales.

L'édition 2024 du Baromètre de l'IRSN témoigne d'une conscience importante des risques associés au cancer par les Français : 73 % d'entre eux les estiment élevés. En revanche, la confiance envers les autorités françaises concernant la protection contre ces risques est à développer (39 %).

Le Baromètre cancer s'intéresse notamment à la perception du cancer et des facteurs de risque de cancer, aux attitudes et comportements concernant le tabac, l'alcool, l'alimentation, l'exposition aux UV. Il analyse également les attitudes et les comportements vis-à-vis de la prévention et du dépistage. Enfin, le Baromètre cancer permet d'analyser les perceptions de certains facteurs environnementaux par exemple le radon.

Le Baromètre cancer, réalisé par l'Institut national du cancer et Santé publique France, est une enquête téléphonique répétée tous les 5 ans depuis 2005. Chaque édition porte sur un échantillon aléatoire de la population française – environ 5 000 individus âgés de 15 à 85 ans. Les éditions successives ont suivi une méthodologie similaire pour voir l'évolution des tendances.

Cette contribution de l'Institut national du cancer au Baromètre IRSN propose, pour la première fois, un regard croisé entre les deux baromètres.

LA PERCEPTION DES RISQUES DE CANCER EN FRANCE

L'édition 2021 du Baromètre cancer a révélé des évolutions encourageantes de la perception du cancer en France⁽²⁾. Le cancer est une maladie perçue comme grave, mais la quasi-totalité des Français (92,5 %) estiment qu'il est possible d'en guérir. Cette perception

est en augmentation par rapport à 2015. De plus, près de trois quarts de la population (71,2 %) pensent qu'il est possible d'agir contre le cancer, en légère augmentation par rapport aux années antérieures. Par ailleurs, la proportion de personnes redoutant d'être atteintes d'un cancer a légèrement diminué par rapport à 2015 (70,8 % à 67,7 %).

Les Français perçoivent le tabac, l'alcool et l'alimentation comme des facteurs de risque de cancer.

Le tabac est le premier facteur de risque de cancer et est impliqué dans 17 localisations. En 2021, plus de 8 personnes sur 10 déclarent que fumer du tabac provoque certainement l'apparition d'un cancer, en augmentation par rapport à 2015. Les différences socioéconomiques s'estompent, mais sont toujours présentes : les personnes les moins diplômées sont moins nombreuses à percevoir le risque de cancer lié au tabac.

1 Disponible sur le site de l'institut national du cancer : <https://www.e-cancer.fr/Professionnels-de-sante/Les-chiffres-du-cancer-en-France/Epidemiologie-des-cancers/Donnees-globales>

2 Les actions de lutte contre le cancer sont coordonnées en France par l'Institut national du cancer, l'agence d'expertise sanitaire et scientifique en cancérologie de l'État.

L'alcool est le deuxième facteur de risque de cancer évitable. Sa consommation se stabilise ces dernières années, elle est encore élevée en France. La consommation quotidienne en revanche diminue : 8 % des 15-85 ans en 2021, soit un peu moins de la moitié qu'en 2005. La consommation d'alcool est de plus en plus considérée comme un facteur de risque de cancer par les Français : 91,9 % contre 78,4 % en 2015. Néanmoins, les répondants sous-estiment encore le lien entre l'alcool et le cancer, positionnant l'alcool comme la 3^e cause principale de cancer, derrière le tabac et l'alimentation.

La connaissance du lien entre l'alimentation, la consommation excessive d'alcool et les cancers se développe ; l'alimentation est le deuxième facteur cité spontanément. La perception des aliments à risque (charcuterie, viande rouge) ou protecteurs (fruits et légumes) s'est par ailleurs considérablement améliorée depuis 2010.

Le Baromètre cancer a révélé une amélioration de la sensibilisation du public aux principaux facteurs de risque du cancer ; l'importance de certains facteurs de risque avérés scientifiquement est en revanche sous-estimée : il s'agit notamment du manque d'activité physique, de l'exposition au soleil sans protection, du surpoids qui sont spontanément cités comme facteurs de risque par moins de 3 % des participants.

LA RADIOACTIVITÉ NATURELLE LIÉE AU RADON, UN FACTEUR ENCORE MÉCONNU

Outre le tabac, l'alcool, l'alimentation et les UV, le Baromètre cancer aborde un facteur de risque de cancer moins connu : le radon. Reconnu cancérogène pulmonaire, le radon est un gaz radioactif qui se trouve naturellement dans les sous-sols rocheux. Inoffensif à l'air libre, il peut s'accumuler dans une pièce en quantité suffisante pour avoir des effets néfastes sur la santé. Par ailleurs, les effets nocifs du radon se cumulent à ceux du tabac. Les fumeurs sont ainsi plus à risque que les non-fumeurs de développer un cancer du poumon à la suite d'une exposition au radon.

Le radon reste méconnu des Français. Selon le Baromètre cancer 2021, moins de 30 % des Français ont entendu parler du radon. Plus de 25 % l'identifient correctement comme un gaz provenant du sol. Cette proportion est assez proche de celle observée en 2015⁽³⁾. Selon le Baromètre 2023 de l'IRSN, une grande majorité des Français s'estiment mal informés sur les risques associés au radon dans les habitations (81 %). De plus, ils considèrent que l'expertise scientifique reste à développer : seuls 30 % d'entre eux estiment que les scientifiques connaissent très bien les risques associés au radon. En revanche, parmi les personnes connaissant le radon, une grande majorité des enquêtés le perçoivent comme un facteur de risque de cancer

du poumon : 77,5 % pensent que le radon dans les habitations favorise le cancer du poumon (Baromètre cancer 2021). Cette proportion est en augmentation par rapport à 2015⁽³⁾.

Le Baromètre de l'IRSN et le Baromètre cancer mettent en lumière une prise de conscience réelle des risques de cancer et de ses facteurs de risque par les Français. Ces données sont essentielles pour adapter les interventions aux besoins de la population et penser les stratégies de lutte contre le cancer. Ces baromètres constituent également des ressources précieuses pour les chercheurs, offrant des opportunités de nouvelles questions de recherche et de progrès en matière de prévention des cancers.

Bibliographie

- (1) Soerjomataram I, Shield K, Marant-Micallef C, Vignat J, Hill C, Rogel A, et al. *Cancers related to lifestyle and environmental factors in France* in 2015. Eur J Cancer. 1 déc 2018;105:103-13.
- (2) *Baromètre cancer 2021 : regards et perceptions des Français sur le cancer – Facteurs de risque et de protection* [Internet]. [cité 22 avr 2024]. Disponible sur : <https://www.e-cancer.fr/Professionnels-de-sante/Facteurs-de-risque-et-de-protection/Barometre-cancer>
- (3) *Baromètre cancer 2015 : cancer et facteurs de risque – Opinions et perceptions de la population française* [Internet]. 2019 [cité 22 avr 2024]. Disponible sur : <https://www.e-cancer.fr/Comprendre-prevenir-depister/Reduire-les-risques-de-cancer/Barometre-cancer>



POINT DE VUE

Marie-Axelle GRANIÉ

Corin BLANC

Pierre DIAS

Julie DEVIF

Vivre est dangereux. Nous n'y pensons pas en permanence, à moins qu'un événement le ramène à notre conscience, mais de nombreux risques sont présents autour de nous. Quelques-uns sont naturels, comme les tremblements de terre, d'autres sont créés par l'être humain, comme la pollution industrielle. Les risques sont inévitables, mais la façon dont nous les percevons influence nos actions d'évitement ou de prévention. Comme nous ne pouvons pas nous prémunir de tous les risques, nous avons tendance à nous concentrer sur ceux qui nous paraissent les plus importants.

De nombreux facteurs interviennent lorsqu'une personne juge si un risque est élevé ou non. Les Français ne forment pas un bloc monolithique et les positions des individus dans la structure sociale jouent un rôle important dans la façon dont ils perçoivent les risques. Le caractère généré de la perception des risques a été relevé dans de nombreuses études, soulignant que les femmes tendent en moyenne à percevoir les risques comme plus élevés que les hommes. L'analyse du baromètre de l'IRSN permet d'étudier ces différences en France et leur évolution au cours du temps. Le baromètre de l'IRSN offre ainsi un observatoire de choix sur l'évolution de la perception des risques par les Français. Parce que les questions, leur formulation ou encore les réponses proposées ont pu être modifiées au fil des enquêtes, un long travail d'harmonisation des données fut nécessaire afin de produire une base exploitable par les chercheuses et les chercheurs. Il nous est donc maintenant possible d'utiliser les données du baromètre pour observer, plus en détail, les variations des perceptions depuis plus de 30 ans.

FIGURE N°1

Quand on demande aux Français de classer leurs deux principales préoccupations par ordre d'importance, les réponses des hommes et des femmes sont similaires. Quel que soit le sexe, les événements conjoncturels sont les plus préoccupants, et les problématiques économiques sont souvent citées comme la deuxième source de préoccupations entre 2005 et 2015, par les femmes comme par les hommes.

Cependant, en termes de niveau de risque perçu, les femmes ont, en moyenne, une estimation plus élevée que les hommes de chacun des risques évoqués par l'enquête. Cet écart entre femmes et hommes reste très stable dans le temps et concerne toutes les catégories de risque – individuel, collectif, médical, technologique ou encore de pollution – ainsi que chaque risque considéré isolément. En moyenne, la différence d'intensité des risques perçue varie entre 0,1 et 0,4 sur une échelle allant de 1 (risque quasi-nul) à 5 (risque très élevé). Ces résultats, présentés ici sous forme de moyenne brute, sont « robustes » puisqu'ils se maintiennent, même

après une analyse économétrique du risque perçu, permettant d'isoler les effets du genre, en neutralisant les effets de l'âge, du niveau d'études ou encore de l'échantillonnage propre à chaque année.

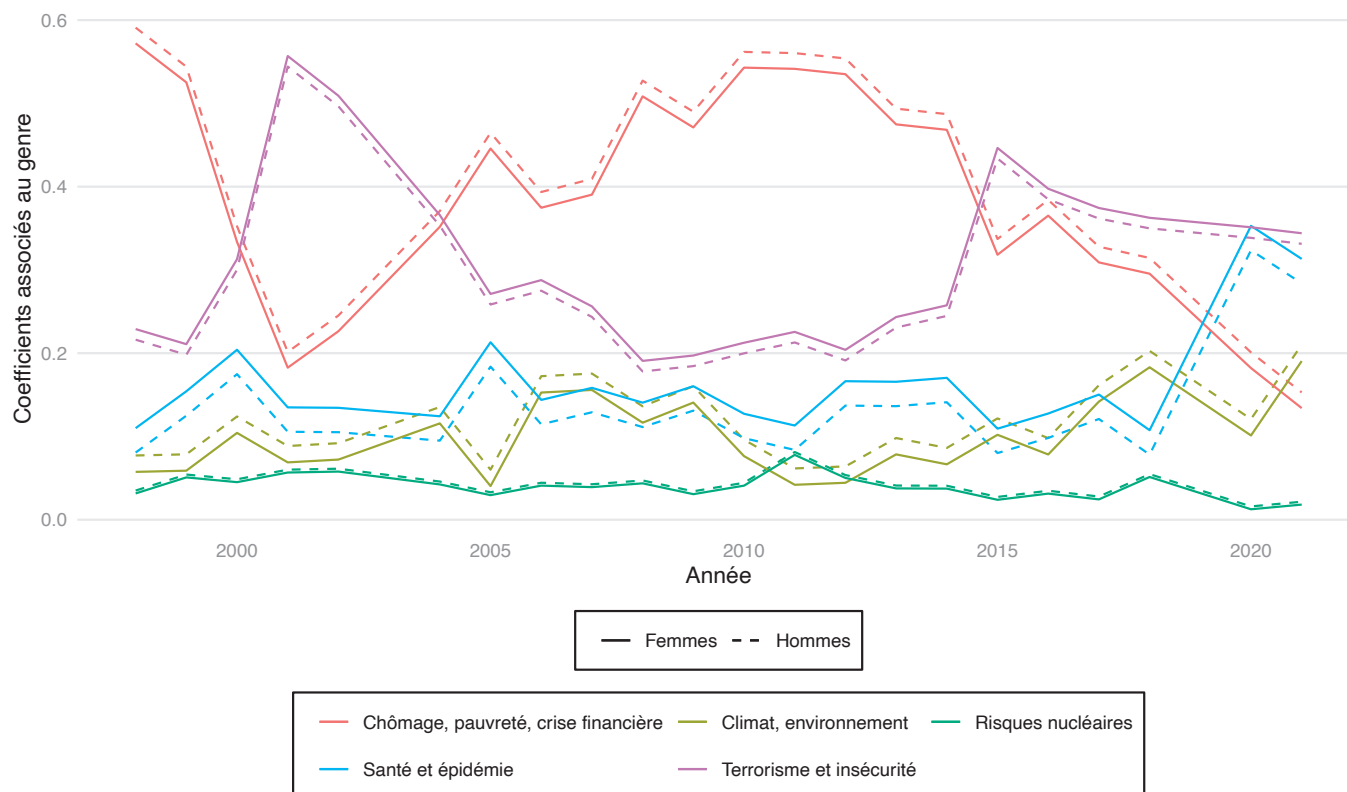
Tout se passe comme si les hommes et les femmes hiérarchisaient les risques de la même façon (une « culture » partagée de l'importance relative des risques), que l'évolution de cette hiérarchisation dans le temps était la même pour les deux groupes, mais que les femmes avaient un seuil de perception du risque plus bas que les hommes (elles se sentent plus menacées).

FIGURE N°2

FIGURE N°1

Préoccupation principale des Françaises et des Français entre 1998 et 2021

Question : En France, parmi les sujets actuels suivants, lequel est pour vous le plus préoccupant ?



Note : Afin d'évaluer le niveau de préoccupation des Françaises et des Français le plus précisément possible, nous neutralisons les effets de l'âge et du niveau d'études sur les préoccupations déclarées, ainsi que les possibles différences d'échantillonnages entre les années, en les intégrant dans la régression linéaire comme contrôles. Pour chaque sujet de préoccupation, la variable dépendante est binaire, de valeur 1 si le répondant déclare cette préoccupation comme étant principale et 0 sinon. La variable indépendante pertinente est aussi binaire, de valeur 1 si le répondant est un homme et 0 si le répondant est une femme. Pour l'année 2021, le coefficient pour les femmes dans le graphique est donc l'addition de la constante et du coefficient associé à l'année 2021. Pour les hommes, le coefficient est l'addition de la constante, du coefficient associé aux hommes et celui associé à l'année 2021.

Lecture : En 2021, la thématique climat et environnement est la préoccupation principale de 19% des femmes et de 21% des hommes, après contrôle de leur niveau d'études et de leur âge.

REGROUPEMENT DES PRÉOCCUPATIONS

Le chômage, la pauvreté, la crise financière : La crise financière, le déficit de la Sécurité Sociale, la grande pauvreté et l'exclusion, le chômage, les conséquences de la crise financière, les conséquences de la mondialisation, les taxes et impôts trop élevés.

Le climat, l'environnement : La dégradation de l'environnement, le dérèglement climatique, les nuisances sonores, la pollution de l'air, la pollution de l'eau.

Les risques nucléaires : Les déchets radioactifs, les risques nucléaires, sûreté des centrales nucléaires.

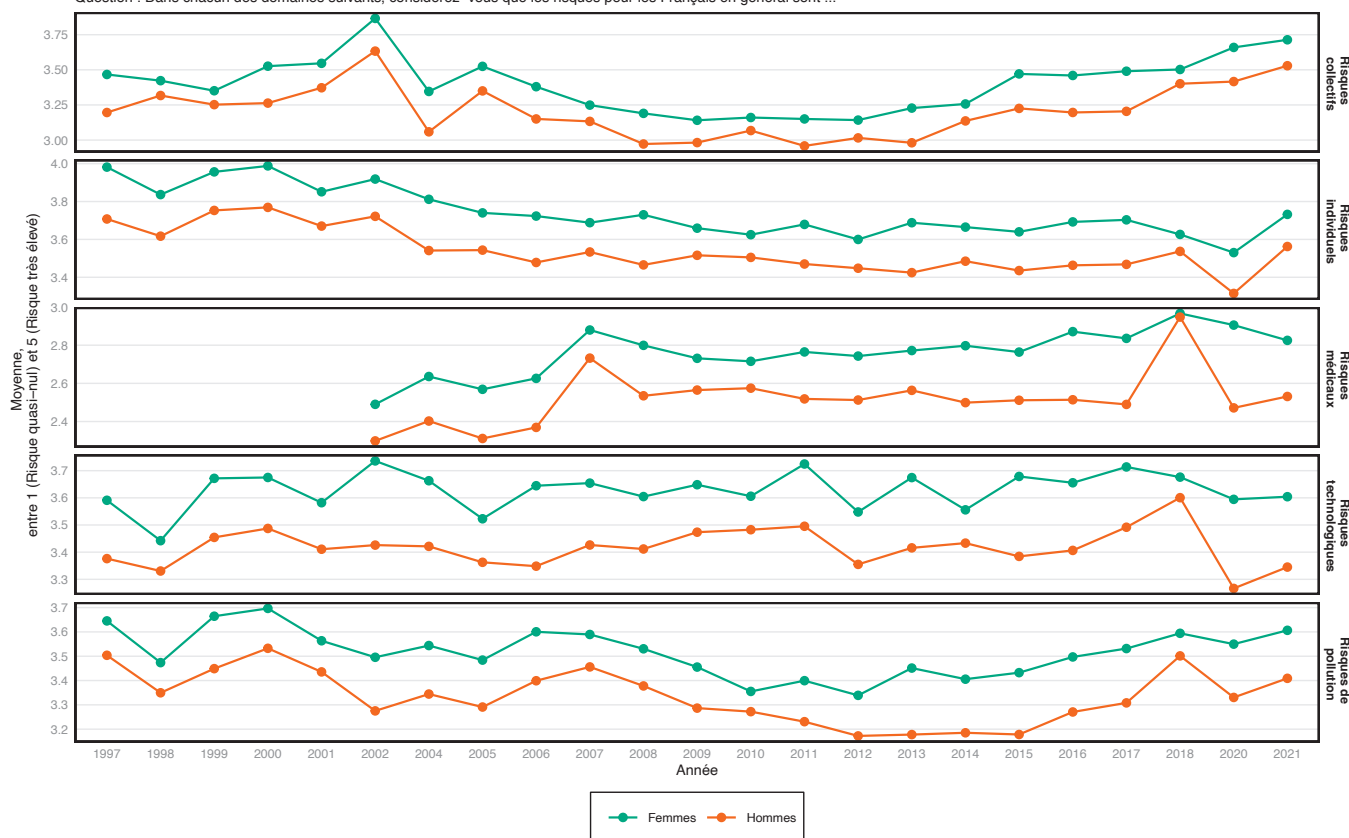
La santé et les épidémies : l'épidémie d'Ebola, l'usage des manipulations génétiques, la grippe A (H1N1), la qualité des soins médicaux, la santé, le SIDA, les maladies professionnelles, les risques alimentaires, les risques chimiques, la maladie de la vache folle, la qualité des produits alimentaires.

Le terrorisme et l'insécurité : les toxicomanies (drogue, alcoolisme, tabagisme), insécurité des biens et des personnes, la violence dans les banlieues, le terrorisme, les accidents de la route, la violence au sein des familles.

FIGURE N°2

Intensité perçue par les Françaises et les Français des groupes de risques entre 1997 et 2021

Question : Dans chacun des domaines suivants, considérez-vous que les risques pour les Français en général sont ...



Baromètre de l'IRSN

Note : Les questions sur le niveau de risque perçu par les Français proposent des réponses selon une échelle d'intensité : quasi-nul, faible, moyen, élevé, très élevé. Afin d'étudier statistiquement ces résultats, nous les traduisons numériquement en des valeurs allant de 1 à 5.

Lecture : En 2021, les femmes évaluaient en moyenne les risques collectifs à 3,71/5. La même année, les hommes évaluent en moyenne ces risques à 3,52/5.

REGROUPEMENT DES RISQUES

Individuels : SIDA, produit alimentaire, cancer, obésité, accident domestique, alcoolisme, tabagisme, accident de la route, drogue

Collectifs : Inondation, terrorisme, incendie de forêt, pollution sonore, canicule, submersion marine, pandémie

Médicaux : Radiographie médicale, accident de radiographie

Technologiques : Déchets radioactifs, centrales nucléaires, déchets chimiques, installations chimiques

Pollution diffuse : Pollution atmosphérique, radon d'habitation, pesticides, OGM, pollution des sols, nanoparticules, perturbateurs endocriniens, lignes à haute tension

On relève ainsi une plus grande sensibilité des femmes à l'ensemble des risques. Cette différence a été observée dès les premières études de la perception du risque dans les années 1950, mais il a fallu attendre la fin des années 1970 pour que les scientifiques cherchent à l'expliquer. La première hypothèse explorée était que les hommes étaient moins sensibles aux risques car ils étaient plus éduqués et compétents que les femmes. Or, les recherches montrent que des connaissances plus importantes sur les risques peuvent également augmenter le niveau ressenti de menace, et que ces différences entre hommes et femmes s'observent également lorsque les hommes et les femmes ont le même niveau de connaissance. La deuxième grande hypothèse est liée à la répartition traditionnelle des rôles sociaux. Notamment, le rôle nourricier et la prise en charge du bien-être des autres, traditionnellement plus investis par les femmes, amèneraient chez elles une sensibilité plus importante aux risques. Cette hypothèse a été confortée par de nombreux résultats, montrant que si les femmes perçoivent des risques plus élevés, ce n'est pas parce qu'elles en savent moins, mais parce qu'elles se sentent plus concernées.

Ces différences de genre dans la perception du risque s'observent dès l'enfance et pourraient être liées à la socialisation genrée et notamment aux différences de pratiques parentales dans l'éducation au risque. En effet, les parents tolèrent davantage les prises de risque des garçons et centrent leurs efforts éducatifs sur l'apprentissage de l'évitement du risque chez les filles, considérées comme plus fragiles et vulnérables. La différence entre garçons et filles dans le sentiment de vulnérabilité est ainsi construite par les pratiques éducatives des différents agents de socialisation (les parents, les pairs, l'école, les médias). L'expression de l'anxiété et de la peur face aux risques est également plus ou moins acceptée socialement

selon qu'on est garçon ou fille, femme ou homme. Ces pratiques de socialisation genrée amènent aussi des expériences spécifiques liées au risque. Les garçons, exposés à davantage de risques que les filles, ont aussi plus d'opportunités de construire des compétences pour y faire face. Les prises de risque plus nombreuses chez les garçons et les hommes, en plus d'augmenter le sentiment d'invulnérabilité, peuvent également entraîner un phénomène de désensibilisation à la menace. Les recherches montrent ainsi que là où les filles semblent sensibles à la simple présence du risque (« vais-je avoir mal ? ») en vue de l'éviter, les garçons tendent à évaluer l'importance du risque (« à quel point vais-je avoir mal ? ») pour mieux le contrôler. La perception et la pratique face au risque seraient donc socialement construites et les différences observées entre hommes et femmes seraient le résultat de l'intériorisation des rôles masculins et féminins.

Actuellement, on ne se demande plus pourquoi les femmes s'inquiètent autant, mais pourquoi les hommes s'inquiètent si peu, en pointant le rôle de la confiance dans les institutions. Plusieurs recherches ont ainsi montré que les individus s'inquiétant le moins – un sous-groupe d'hommes blancs – sont aussi ceux qui ont une position élevée dans la structure sociale (niveau d'éducation plus important, plus hauts revenus, proximité plus importante avec les institutions et les autorités). Ainsi les chercheurs pointent que 1/ les hommes seraient moins inquiets car les risques sont souvent créés et gérés par des hommes et 2/ ils percevraient les risques comme plus acceptables parce qu'ils bénéficient davantage des risques pris. Cette explication sociopolitique pointe le rôle du pouvoir social et du sentiment de contrôle, amenant certains groupes à se sentir plus ou moins vulnérables et à percevoir l'environnement comme plus ou moins dangereux.

Ainsi, les différences de genre dans la perception des risques sont non seulement le reflet des différences dans les rôles sociaux attribués aux hommes et aux femmes mais aussi des normes et des valeurs, des rapports sociaux, des inégalités et des relations de pouvoir. On voit ainsi l'intérêt d'examiner, comme nous le faisons ici grâce aux données du baromètre de l'IRSN, les perceptions des risques par les femmes, souvent sous-représentées dans les instances d'expertise et de consultation portant sur les grands risques.



Entre crainte et calcul : une analyse des représentations sociales du risque.

Comment les représentations façonnent les réponses aux menaces à travers la Baromètre 2024 ?

La théorie des représentations sociales, élaborée par Serge Moscovici en 1961, propose un cadre conceptuel pour comprendre comment les connaissances, les croyances et les idées d'une société sont formées, partagées et maintenues. Selon cette théorie, les représentations sociales sont des formes de connaissance consensuelles qui émergent de la communication entre groupes sociaux et servent à orienter leurs comportements et communications dans la vie quotidienne (Moscovici, 1961 ; Lo Monaco, Delouvé et Rateau, 2016). Les représentations sociales permettent ainsi aux individus de catégoriser leur environnement, de le rendre familier et d'agir en conséquence. Ce cadre théorique est essentiel pour étudier comment les populations interprètent les risques et agissent face à eux car il met en lumière les influences socioculturelles sur les perceptions individuelles et collectives.

Les recherches sur les représentations sociales des risques revêtent en effet une grande importance car elles permettent de comprendre les façons diverses dont les individus et les groupes sociaux perçoivent et réagissent aux menaces potentielles, influençant ainsi leurs décisions et comportements. Selon Slovic (1987), la perception du risque ne découle pas uniquement d'une évaluation objective des informations disponibles mais est également façonnée par des facteurs culturels, sociaux et personnels qui peuvent conduire à des interprétations variées des mêmes risques. Ces perceptions jouent un rôle déterminant dans la gestion des risques publics car elles affectent le soutien aux politiques et les comportements individuels face aux risques (Kasperson et al., 1988). L'étude de Breakwell (2007), par exemple, met en évidence comment les représentations sociales des risques sont affectées par l'identité, le lieu et la connaissance. Cela montre que les efforts de communication et de gestion des risques doivent être adaptés aux contextes locaux pour être efficaces !

À ce titre, les Baromètres de l'IRSN sont une véritable mine d'informations. Depuis 2019, une tâche d'évocation est proposée aux répondants. Selon Abric (1994), ces tâches impliquent de demander aux participants de lister les mots ou les idées qui leur viennent spontanément à l'esprit en relation avec un inducteur donné. Cette technique peut permettre d'identifier les éléments centraux et périphériques de la représentation, révélant ainsi les dimensions cognitives et affectives associées au concept étudié. Les réponses obtenues reflètent non seulement ce qui est typique et consensuel au sein d'un groupe mais aussi les aspects individuels et variés des perceptions (Flament, 1994). Après le « nucléaire » (2019 et 2022), le « coronavirus » (2020) et le « vaccin » (2021) c'est, tout simplement, le mot « risque » qui a été proposé cette année.

L'analyse des résultats à la tâche d'évocation révèle que le terme le plus fréquemment évoqué est « danger », mentionné 969 fois avec un rang moyen d'évocation de 1,42, indiquant qu'il est généralement l'un des premiers mots auxquels les participants pensent. Suivent « accident » et « peur », avec des fréquences respectives de 367 et 264, ce qui souligne une orientation vers la perception des aspects négatifs et des conséquences immédiates. En outre, le nombre total de termes évoqués s'élève à 6696, parmi lesquels 1542 sont uniques, illustrant une diversité considérable dans les associations mentales et les nuances perçues par différents individus. Nous avons également calculé l'indice de diversité qui reflète l'étendue des termes évoqués et leur distribution. Avec 1542 termes différents évoqués sur un total de 6696 mentions, cet indice met en lumière une grande variabilité dans les associations faites par les participants, indiquant une représentation sociale riche et complexe. Cette diversité peut signaler des différences dans les expériences personnelles, les contextes culturels ou les niveaux de connaissance parmi les répondants. Enfin, nous avons calculé l'indice de rareté en observant la fréquence des termes moins fréquemment évoqués. Par exemple, des mots qui n'apparaissent qu'une ou deux fois peuvent être considérés comme rares. Ces termes rares peuvent révéler des aspects uniques ou des perspectives originales souvent omis dans les discussions plus générales

mais cruciaux pour comprendre les subtilités des représentations sociales. Cet indice s'élève ici à 15,19 %.

Pour aller plus loin, nous nous sommes concentrés sur les 874 personnes ayant donné 4 mots (il leur était laissé la possibilité d'indiquer 1 à 5 mots ou expressions). Nous avons réalisé une analyse factorielle des correspondances grâce à l'outil FactoShinySR (Brosset & Delouée, 2022). Le graphique de l'analyse factorielle illustre les dimensions sous-jacentes dans la perception des risques à travers les mots associés (nous parlerons également d'univers socio-représentationnel). L'axe horizontal représentant 56,4 % de la variance et semble opposer des termes liés à des conséquences directes et palpables des risques à des termes liés aux actions et décisions face aux risques. L'axe vertical, quant à lui, représente 24,36 %

de la variance et oppose des termes qui évoquent des concepts plus abstraits et sociaux à ceux qui sont plus concrets et personnels.

Le premier univers socio-représentationnel (à gauche sur la Dimension 1) regroupe des mots comme « tempête », « inondations », « nucléaire » et « attentat », suggérant des risques physiques immédiats et potentiellement catastrophiques. Ces mots renvoient à une perception du risque comme quelque chose de soudain et de destructeur, reflétant une focalisation sur les impacts tangibles et souvent négatifs. Le second univers socio-représentationnel (à droite sur la Dimension 1) est composé de mots tels que « sécurité », « investissement », « chance » et « problème ». Ces termes suggèrent une approche plus stratégique du risque, impliquant des calculs, des décisions économiques et la prise

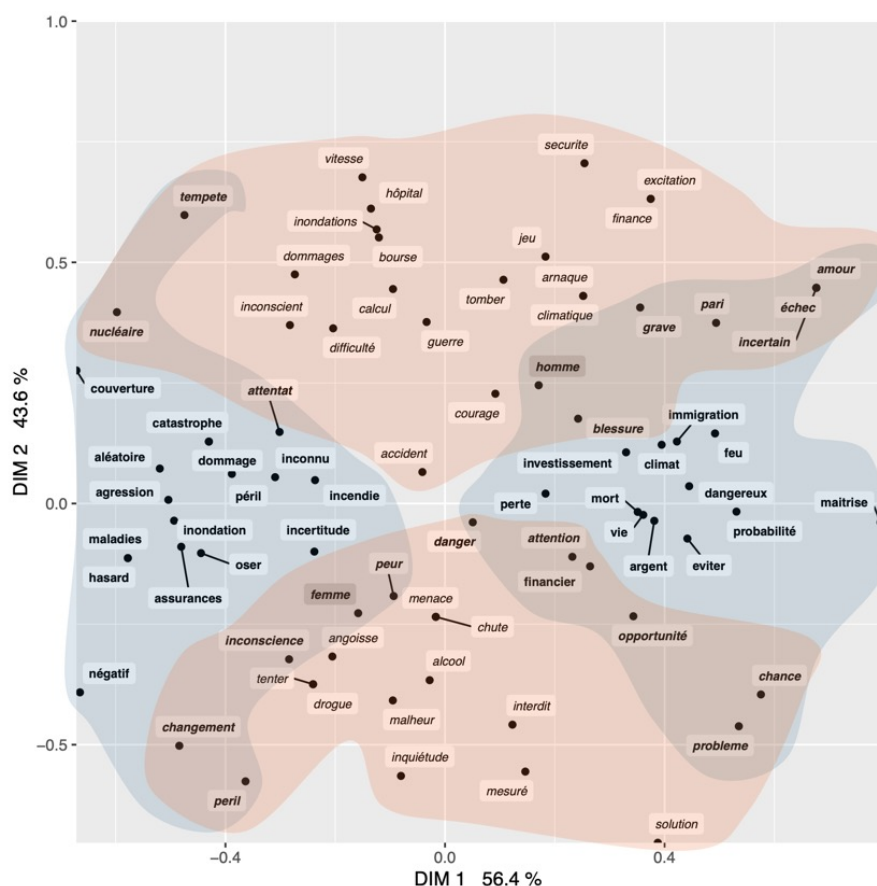


Figure1. Représentation graphique de l'analyse factorielle pour l'inducteur « risque »

de risques mesurée pour des gains potentiels. Cela indique une vision du risque non seulement comme menace mais aussi comme une occasion à exploiter. La partie supérieure de la Dimension 2 (Réactions émotionnelles et sociales) est composée de mots tels que « peur », « menace », « inquiétude » et « angoisse » suggérant une réaction émotionnelle forte aux risques et soulignant la dimension affective et la tension psychologique associée à la perception du danger. Quant à la partie inférieure (Conséquences pratiques et personnelles), on retrouve ici des mots comme « mort », « blessure », « perte » et « argent » indiquant une préoccupation pour les conséquences concrètes et personnelles du risque, touchant directement à la sécurité individuelle et matérielle.

Cette rapide analyse factorielle effectuée met en évidence deux axes principaux qui structurent la perception du risque : l'un décrivant le spectre entre la menace immédiate et la gestion stratégique et l'autre entre les réponses émotionnelles et les conséquences personnelles. Cette structuration peut être déterminante pour comprendre comment différents individus ou groupes conceptualisent et réagissent aux risques dans divers contextes. Une analyse plus approfondie et intégrant d'autres résultats du Baromètre serait à mener. En conclusion, l'analyse des représentations sociales des risques révèle une grande complexité et variabilité dans la manière dont les risques sont perçus et conceptualisés au sein de la population. Les résultats mettent en évidence la nécessité d'adopter une approche nuancée dans la gestion des risques, prenant en compte ces représentations variées pour mieux cibler les interventions et les communications.

Bibliographie

- Abric, J.-C. (1994). *Pratiques sociales et représentations*. Presses Universitaires de France.
- Breakwell, G.M. (2007). *The psychology of risk*. Cambridge University Press.
- Brosset, F. & Delouée, S. (2022). *FactoShinySR*. R code for factorial analysis of social representations. Cutxan: CERISE (Collaborative infoRmatlon on Social rEpresentations).
- Flament, C. (1994). « Structure, dynamique et transformation des représentations sociales ». In J.-C. Abric (Ed.), *Pratiques sociales et représentations* (pp. 37-58). Presses Universitaires de France.
- Kasperson, R.E., Renn, O., Slovic, P., Brown, H.S., Emel, J., Goble, R., Kasperson, J.X. & Ratick, S. (1988). « The social amplification of risk: A conceptual framework ». *Risk Analysis*, 8(2), 177-187.
- Lo Monaco, G., Delouée, S. & Rateau, P. (2016). *Les représentations sociales*. DeBoeck.
- Moscovici, S. (1961). *La psychanalyse, son image et son public*. Presses Universitaires de France.
- Slovic, P. (1987). « Perception of risk ». *Science*, 236(4799), 280-285.

PARTIE 3

LES FRANÇAIS ET LES SITUATIONS À RISQUE

En 2023, la drogue et le terrorisme font leur retour dans le trio de tête des risques perçus comme les plus élevés aux côtés du cancer et de la pollution de l'air. Parmi les risques climatiques, les inondations retrouvent leur position dominante devant les incendies de forêts et les canicules. Cette année, la confiance que les Français accordent aux autorités françaises pour les protéger des risques s'améliore, même si elle reste faible.

35-38

La perception des risques par les Français

45

Panorama des situations à risque radiologique ou nucléaire

39-40

Le niveau d'information ressenti des Français

46

« Risque » : entre danger, prévention et émotions

41-43

La confiance accordée par les Français aux autorités pour les protéger

47-48

L'acceptation de vivre près de zones à risque

44

Panorama des situations à risque

La perception des risques par les Français

Depuis 1997, les Français sont interrogés sur le niveau de risque qu'ils attribuent à diverses situations, évalué sur une échelle allant de « quasi-nul » à « très élevé ». À moins d'indication contraire, les scores discutés dans l'analyse qui suit représentent la proportion de Français percevant un niveau de risque « élevé » ou « très élevé » dans chaque situation.

En 2023, il a été décidé d'instaurer un roulement sur 2 ans concernant les situations faisant l'objet d'une question, réduisant ainsi leur nombre de 32 à 23 pour chaque millésime du baromètre. Cette méthode permet de suivre l'évolution de la perception d'un grand nombre de situations tout en préservant la qualité des réponses, qui pourrait être compromise par l'allongement du questionnaire. Chaque situation est évaluée indépendamment des autres, ce qui garantit que les résultats ne sont pas affectés par ce changement méthodologique. Ainsi, pour ce premier roulement, notre analyse portera davantage sur l'évolution des scores des situations à risque, que sur celle de leur classement.

Pour ce nouvel ensemble de situations, les proportions de Français considérant un niveau de risque « élevé » (ou « très élevé ») sont comprises dans un intervalle allant de 20 % (les accidents de radiothérapies) à 73 % (le cancer), avec une moyenne de 53 % en hausse de 1 point par rapport à 2022. Pour 14 des 23 situations interrogées, plus de la moitié des Français perçoivent un niveau de risque « élevé » ou « très élevé ».

Le cancer (73 %, -3 points) est, pour la troisième année consécutive, le risque perçu comme le plus élevé par les Français. Depuis son ajout au Baromètre en 2017, il occupe la première place, à l'exception de 2019 et 2020 où il a été brièvement dépassé par le terrorisme.

Cette année, il est suivi par la drogue, qui intègre pour la première fois depuis 2014 le trio de tête, avec une augmentation de +7 points à 71 %. Vient ensuite la pollution de l'air, qui conserve sa troisième place (69 %, +1 point), à égalité avec le terrorisme qui enregistre une forte hausse (69 %, +10 points), retrouvant ainsi son niveau de 2021.

Les incendies de forêts, après avoir augmenté de 16 points l'année dernière, quittent le trio de tête (64 %, -6 points) pour se retrouver à la 6^e place.

Les risques associés à la consommation de produits psychoactifs

Cette année, la consommation de produits psychoactifs (drogue, tabac, alcool), représente le domaine de risque le plus élevé (66 %) pour les Français. Enregistrant une augmentation de 5 points par rapport à l'année précédente, son niveau de risque se rapproche de celui observé entre 1997 et 2018 (69 %).

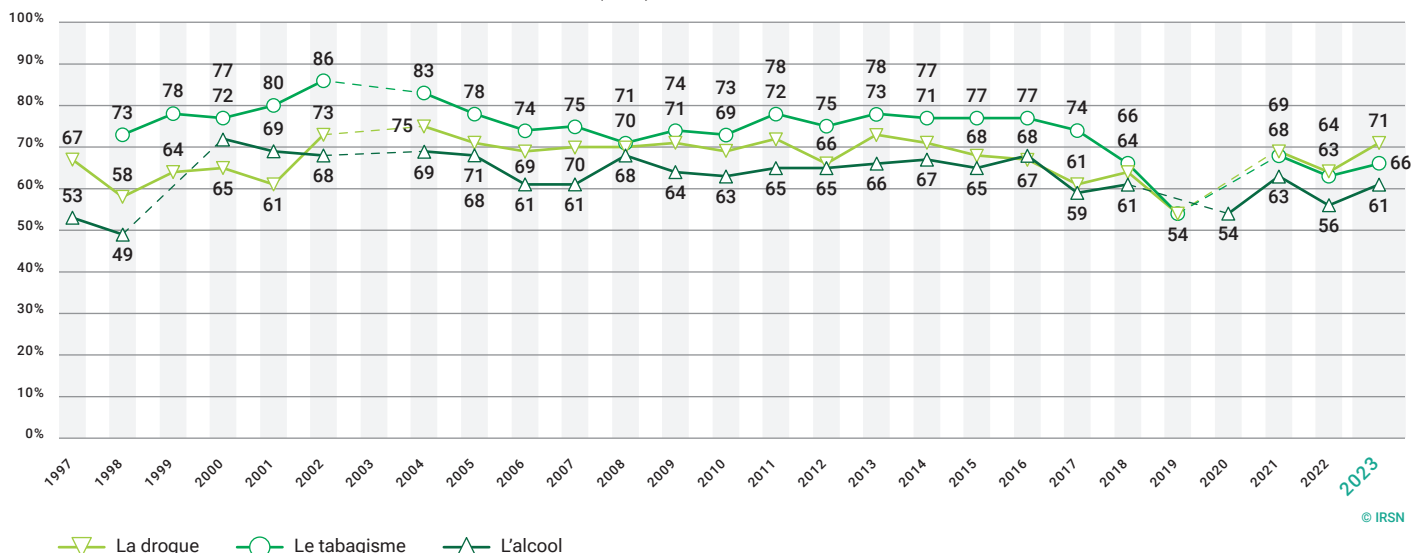
QUESTION N°1.1

QUESTION N°1.1

« Dans chacun des domaines suivants, considérez-vous que les risques pour les Français en général sont... ? »

Sous-totaux réponses « élevés » (réponses « très élevés » et « élevés »)

Évolution des résultats 1997-2023 (en %)



© IRSN

La drogue (71 %, +7 points), le tabac (66 %, +3 points) et l'alcool (61 %, +5 points) progressent dans le haut du classement des risques perçus comme les plus élevés par les Français. La drogue, qui occupe désormais la deuxième position, grimpe de 2 places dans le classement des risques considérés comme les plus élevés et dépasse son score moyen obtenu sur la période 1997-2018 (68 %). Cette tendance s'explique en partie par un volume en circulation et un trafic accrus de la drogue en France, et les conséquences qui en résultent. Ainsi, selon l'Observatoire français des drogues et des tendances addictives (OFDT), le nombre de produits psychoactifs illicites collectés par les autorités a augmenté de 18 % entre 2021 et 2022. En outre, en novembre 2023, la Police Nationale a constaté une hausse de 57 % du nombre d'homicides ou de tentatives d'homicides liés aux narcotrafics par rapport à 2022.

L'alcool (9^e position) se rapproche de son score moyen obtenu sur la même période (64 %), tandis que le tabac en reste encore assez éloigné (76 %). Concernant ces deux produits psychoactifs, les 18-24 ans leur attribuent des niveaux de risque significativement plus élevés (38 % pour l'alcool ; 35 % pour le tabac) que les 65 ans et plus (20 % pour l'alcool ; 23 % pour le tabac). Une telle différence de perception entre les générations pourrait s'expliquer par un travail de sensibilisation réalisé auprès des jeunes, qui se traduit par un recul de l'âge d'expérimentation. En effet, d'après l'enquête nationale en collèges et en lycées sur

la santé des adolescents et les substances (EnCLASS) réalisée par l'OFDT, en 2022, 43 % des collégiens déclarent avoir expérimenté l'alcool (contre 60 % en 2018) et 11 % la cigarette (contre 21 % en 2018).

— Les risques climatiques

En 2023, les inondations (65 %) connaissent une hausse significative de 10 points, les propulsant à la 5^e place des risques perçus comme les plus élevés. Elles retrouvent ainsi leur position dominante parmi les risques climatiques les plus redoutés, une place qu'elles occupaient depuis 2012, à l'exception de 2017. Selon l'association Mission Risques Naturels (MRN), 14 inondations importantes (événements reconnus comme catastrophes naturelles pour 15 communes ou plus) ont été recensées en 2023, contre 10 en 2022. Les submersions marines (45 %, +7 points), également en augmentation, remontent à la 14^e place des risques en général.

À l'inverse, les incendies de forêts (64 %, -6 points) et les canicules (62 %), après avoir atteint des scores historiques en 2022, rétrogradent respectivement à la 6^e et 8^e place. Malgré ce repli, leurs scores demeurent élevés, bien au-dessus de la moyenne observée sur la période 1997-2021 (respectivement 41 % et 28 %).

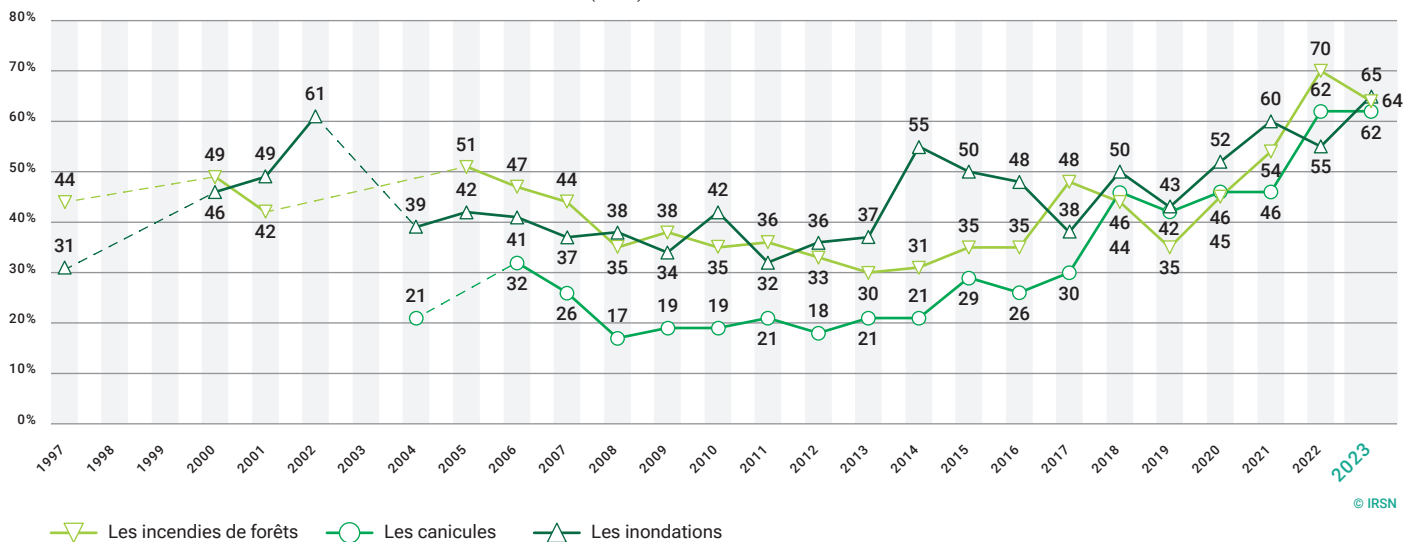
QUESTION N°1.2

QUESTION N°1.2

« Dans chacun des domaines suivants, considérez-vous que les risques pour les Français en général sont... ? »

Sous-totaux réponses « élevés » (réponses « très élevés » et « élevés »)

Évolution des résultats 1997-2023 (en %)



Les risques associés aux pollutions diffuses

Pour la troisième année consécutive, la pollution de l'air (69 %, en 3^e position) et la pollution résultant de l'usage des pesticides (66 %, en 4^e position) sont considérées par les Français comme les formes de pollution diffuse les plus à risque.

Les pollutions des sols (63 %, +2 points) et de l'eau (61 %, +2 points) se classent respectivement en 7^e et 9^e position. Le radon dans les habitations (21 %, +2 points) en 18^e position, continue de présenter le taux le plus élevé de réponses « ne sait pas » (26 %, -1 point par rapport à 2022). Ce taux a d'ailleurs augmenté depuis 2022, alors qu'il oscillait autour de 19 % entre 2008 et 2021.

Notons également que les niveaux de risque perçus pour les pollutions diffuses évoluent très peu dans le temps par rapport aux autres domaines de risque. Cette stabilité et l'incapacité de certains enquêtés à estimer leur niveau de risque s'expliquent probablement en partie par les difficultés à identifier précisément les sources responsables, ainsi que les dommages sur la santé et/ou l'environnement associés à ces pollutions diffuses.

Une nouvelle question, ajoutée cette année, fournit des éléments pour mieux comprendre la perception des risques pour la santé humaine associés à cinq situations d'exposition aux rayonnements ionisants, dont l'exposition au radon dans les habitations. Les résultats soutiennent l'idée que l'effet diffus semble entraîner une minimisation et/ou une méconnaissance des risques qui y sont associés. En effet, seuls 42 % des Français estiment probable (scores supérieurs à 4) que le radon dans les habitations représente un danger pour la santé humaine. **QUESTION N°2**

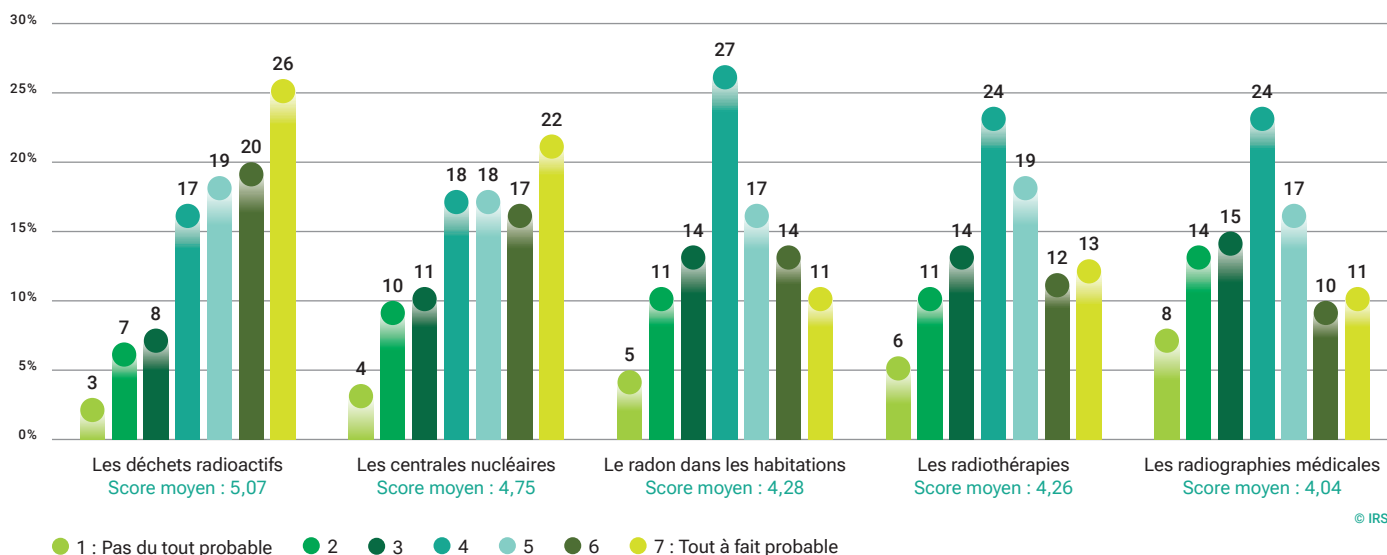
Les risques industriels

Pour la quatrième année consécutive, les risques associés à l'industrie chimique sont perçus par les Français comme plus élevés que ceux associés à l'industrie nucléaire. Les déchets chimiques (56 %, -2 points) en 11^e position arrivent en tête des risques industriels, suivis par les installations chimiques (47 %, -1 point) en 13^e position, les déchets radioactifs (44 %, -2 points) en 15^e position et les centrales nucléaires (36 %, -3 points) en 16^e position. Entre 1997 et 2019 cet écart entre le niveau moyen de risque associé à l'industrie chimique (54 % en moyenne pour les déchets et l'installation) et nucléaire (52 %) était moindre. Depuis 2020, le niveau moyen de risque associé à l'industrie nucléaire (43 %) est significativement plus bas que celui associé à l'industrie chimique (53 %). **QUESTION N°1.3**

QUESTION N°2

« Et estimez-vous probable ou non que chacun des domaines suivants représente un danger pour la santé humaine ? »

Novembre 2023 (en %)



Concernant les risques associés à l'industrie nucléaire, la majorité des Français estiment qu'il est probable (scores supérieurs à 4) que les déchets radioactifs (65 %) et les centrales nucléaires (57 %) représentent un danger pour la santé humaine. **QUESTION N°2**

Le Baromètre révèle également que les Français associent un niveau de risque plus élevé aux déchets issus de l'industrie qu'à l'exploitation elle-même des installations industrielles. En effet, depuis 1997, qu'ils soient chimiques ou radioactifs, les déchets (57 % en moyenne pour les déchets chimiques et radioactifs) obtiennent chaque année des scores plus élevés que les installations (47 %).

Concernant les risques associés à l'industrie nucléaire, la majorité des Français estiment qu'il est probable (scores supérieurs à 4) que les déchets radioactifs (65 %) et les centrales nucléaires (57 %) représentent un danger pour la santé humaine.

Le Baromètre révèle également que les Français associent un niveau de risque plus élevé aux déchets issus de l'industrie qu'à l'exploitation des installations industrielles en elle-même. En effet, depuis 1997, qu'ils soient chimiques ou radioactifs, les déchets (57 % en moyenne pour les déchets chimiques et radioactifs) obtiennent chaque année des scores plus élevés que les installations (47 %).

— Les risques associés au nucléaire médical

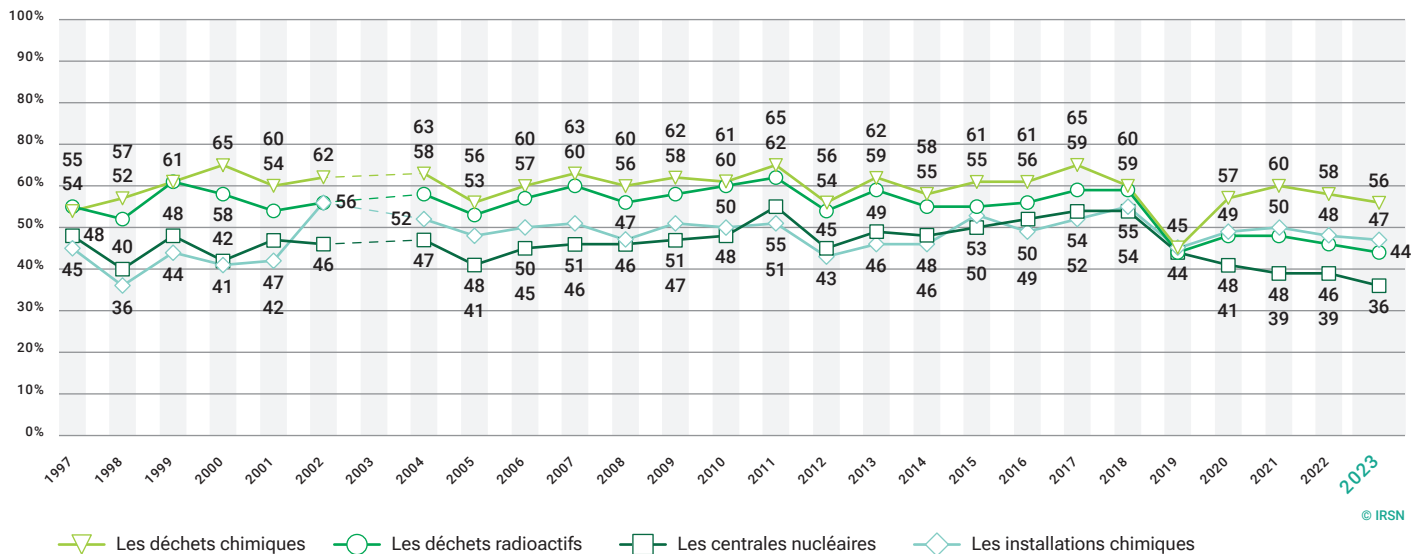
Depuis 2004, les radiographies médicales (21 %) et les accidents de radiothérapies (20 %) font partie des risques considérés par les Français comme les moins élevés. Ils obtiennent également des scores bas lorsque l'on demande aux Français d'estimer la probabilité qu'ils représentent un danger pour la santé humaine. En effet, seuls 38 % des Français ont donné un score de probabilité supérieur à 4 pour les radiographies médicales et 44 % pour les radiothérapies.

QUESTION N°1.3

« Dans chacun des domaines suivants, considérez-vous que les risques pour les Français en général sont... ? »

Sous-totaux réponses « élevés » (réponses « très élevés » et « élevés »)

Évolution des résultats 1997-2023 (en %)



Le niveau d'information ressenti des Français

Dans cette partie, le sentiment d'être bien informé fera référence aux réponses « très bien informé » et « plutôt bien informé », tandis que le sentiment d'être mal informé renverra aux réponses « très mal informé » et « plutôt mal informé ».

Pour les 23 situations présentes dans le questionnaire cette année, le constat demeure similaire à celui de l'année précédente. La majorité des Français estiment être mal informés concernant les situations à risque interrogées (53 %, -3 points). Plus précisément, 37 % se sentent « plutôt mal informés », 16 % (-3 points) « très mal informés », tandis que seulement 9 % (+1 point) « très bien informés ».

— Les risques associés à la consommation de produits psychoactifs

Les Français se sentent bien informés à propos des risques associés à la consommation de produits psychoactifs (73 %). Le tabac (78 %, +2 points) et l'alcool (77 %, +2 points) sont les risques pour lesquels les Français se considèrent comme les mieux informés. Nous avons précédemment mentionné la sensibilité particulière des 18-24 ans concernant ces deux risques. Il est également intéressant de noter qu'en plus de percevoir un niveau de risque plus élevé que la moyenne des Français, les jeunes de cette tranche d'âge estiment également être moins bien informés sur ces risques. Il est donc probable que leur sentiment d'information influence leur évaluation. La drogue (64 %) arrive ensuite en 5^e position. Pour ce produit psychoactif, l'âge ne semble pas être un facteur significatif.

QUESTION N°3.1

— Les risques climatiques

Bien que les inondations soient de nouveau considérées comme le risque climatique le plus élevé (65 %, +10 points par rapport à 2022), les Français se sentent toujours moins bien informés à leur sujet (55 %, +1 point) que pour les incendies de forêts (64 %) et les canicules (68 %). Les submersions marines, dont le niveau de risque perçu a également augmenté (45 %, +7 points), demeurent aussi un sujet pour lequel les Français se sentent mal informés (57 %, +2 points).

— Les risques industriels

Parmi les situations présentes dans le Baromètre cette année, les risques industriels représentent le domaine de risque pour lequel les Français se sentent le plus mal informés (71 %, -4 points). Comme pour le niveau de risque perçu, on constate une différence significative entre le chimique et le nucléaire mais cette fois-ci uniquement pour les installations. Les Français se sentent plus mal informés à propos des risques associés aux installations chimiques (75 %, -4 points) que nucléaires (60 %, -4 points). Le sentiment partagé par les Français d'être mal informés concernant les déchets chimiques (75 %, -4 points) et radioactifs (73 %, -5 points) restent très proches.

QUESTION N°3.2

— Les risques associés au nucléaire médical

Les Français se sentent également mal informés concernant les risques associés au nucléaire médical (69 %). Si le besoin d'information reste plus important pour les accidents de radiothérapie (74 %, -1 point) que pour les radiographies médicales (63 %, -1 point), la difficulté des Français à leur associer un niveau de risque est semblable (respectivement 12 % et 10 % de réponses « ne sait pas »).

QUESTION N°3.2

— Les risques associés aux pollutions diffuses

Comme l'année dernière, en général, les Français se sentent mal informés à propos des risques associés aux pollutions diffuses (68 %, -1 point). Pour ce domaine de risque, on retrouve en tête le radon dans les habitations, qui récolte le taux de désinformation ressentie le plus élevé parmi toutes les situations (81 %), suivi de la pollution des sols (72 %, -2 points), de la pollution issue de l'utilisation de pesticides (65 %, -3 points), de la pollution de l'eau (64 %, -1 point) et de la pollution de l'air (56 %).

QUESTION N°3.2

En ce qui concerne le radon dans les habitations, le constat reste identique à l'année précédente : certains Français ressentent un manque d'information qui les empêche d'estimer les risques qu'il représente. Une fois de plus, une part importante d'entre eux n'a en effet pas su indiquer un niveau de risque pour le radon dans les habitations (26 % ont répondu « je ne sais pas »).

QUESTION N°3.1

« Diriez-vous que vous vous sentez bien ou mal informé(e) concernant les risques associés à chacun des domaines suivants ? »

Novembre 2023 (en %)

Le tabagisme

24

54

L'alcool

22

55

Les accidents de la route

18

58

Les canicules

12

56

Le cancer

13

51

La drogue

16

48

Les incendies de forêts

11

53

● Très bien informé(e)

● Plutôt bien informé(e)

© IRSN

QUESTION N°3.2

« Diriez-vous que vous vous sentez bien ou mal informé(e) concernant les risques associés à chacun des domaines suivants ? »

Novembre 2023 (en %)

Le radon dans les habitations

44

37

Les installations chimiques

49

26

Les déchets chimiques

49

26

Les accidents de radiothérapie

48

26

Les déchets radioactifs

47

26

La pollution des sols

51

21

● Plutôt mal informé(e)

● Très mal informé(e)

© IRSN

La confiance accordée par les Français aux autorités pour les protéger

En 2023, malgré un score qui reste faible, la confiance que les Français accordent aux autorités françaises pour les protéger des risques associés aux 23 situations interrogées est en hausse de 5 points par rapport à 2022.

Le score moyen de « confiance » (réponses « oui, tout à fait » et « oui, plutôt ») s'élève désormais à 32 %, avec des scores compris entre 22 % et 44 % en fonction des situations. Les radiographies médicales obtiennent, une nouvelle fois, le score de confiance le plus élevé (44 % de réponses « oui », +4 points par rapport à 2022). Elles sont suivies par les centrales nucléaires (42 %), qui entrent pour la première fois dans le trio de tête avec une hausse de 7 points, et par les accidents de la route (40 %, +4 points). Le terrorisme quitte la deuxième place pour rejoindre cette année la 6^e place. **QUESTION N°4.1**

Le score moyen de « défiance » (réponses « non, plutôt pas » et « non, pas du tout ») des Français envers les actions de protection mises en œuvre par les autorités reste plus élevé (39 %, -1 point) que celui de « confiance ». Les pesticides et la drogue se révèlent être les domaines où la défiance des Français est la plus marquée avec un taux de réponses

negatives s'élevant à 53 %. La pollution des sols (49 %) et de l'air (48 %) se placent respectivement en deuxième et troisième position. **QUESTION N°4.2**

Les Français expriment cette année un avis plus tranché : on observe une diminution générale du taux d'« indécision » (réponses « ni confiance, ni pas confiance ») passant de 32 % en 2022 à 29 % en 2023. Parmi les situations interrogées, le radon dans les habitations recueille le score d'« indécision » le plus élevé (44 %, -8 points), suivi des submersions marines (34 %, -7 points) et des accidents de radiothérapie (33 %, -8 points).

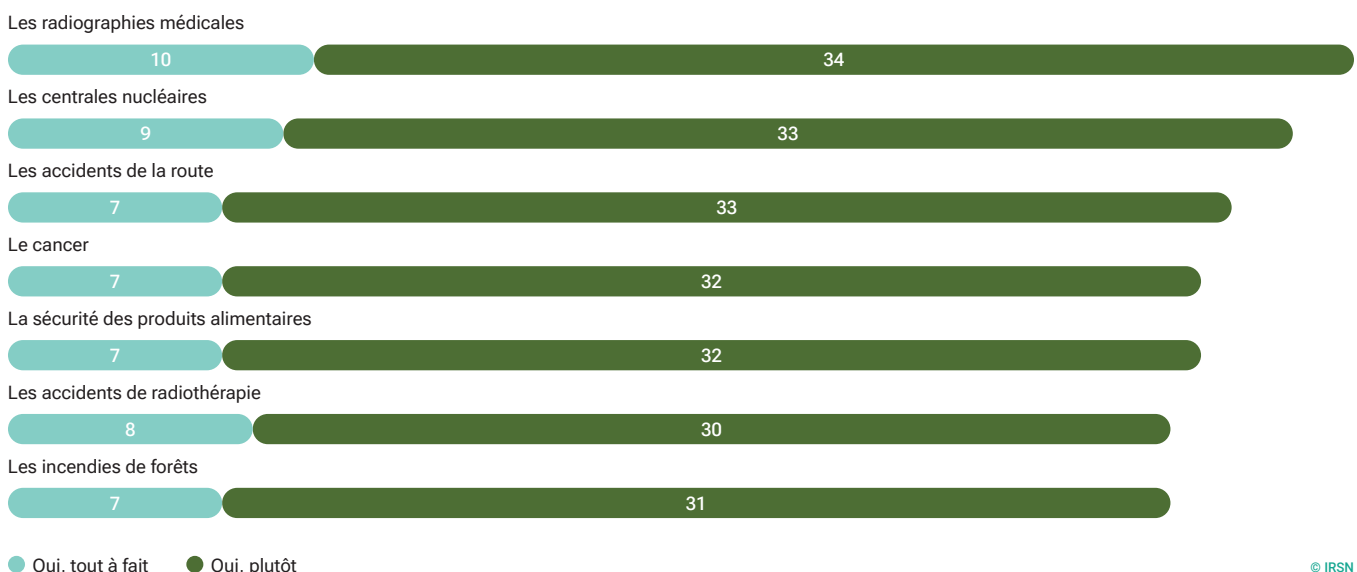
Les risques associés à la consommation de produits psychoactifs

Cette année, la confiance dans les autorités pour les actions de protection concernant les risques liés à la consommation de produits psychoactifs (le tabac, la drogue et l'alcool) s'améliore, passant de 25 % à 28 % de réponses positives.

QUESTION N°4.1

« Avez-vous confiance dans les autorités françaises pour leurs actions de protection des personnes dans les domaines suivants ? »

Novembre 2023 (en %)



© IRSN

Parmi les événements pouvant expliquer cette amélioration, nous pouvons relever la publication, en mars 2023, de la « stratégie interministérielle de mobilisation contre les conduites addictives 2023-2027 » qui définit le cadre stratégique des actions à venir.

Malgré ce gain de confiance envers les autorités, les Français restent néanmoins peu convaincus par les actions de protection mises en place contre la drogue, qui demeure en tête en termes de « défiance ». Depuis 2021, la drogue recueille des taux de réponses positives plus faibles (21 % en moyenne) qu'entre 1997 et 2020 (28 %).

Le niveau de confiance dans la capacité des autorités à protéger la population du tabac (31 %) reste très stable. En 2023, il est d'ailleurs identique à celui obtenu en moyenne depuis 1998.

Enfin, concernant les actions mises en place contre les risques associés à la consommation d'alcool, la confiance des Français s'est renforcée cette année (30 %, +4 points). Elle atteint ainsi son niveau le plus élevé depuis 2018 et se démarque de la moyenne de 26 % observée entre 2020 et 2022.

— Les risques climatiques

La confiance des Français dans les autorités pour les protéger des risques climatiques s'améliore également (30 %, +3 points).

En 2022, les niveaux de risques estimés par les Français pour les incendies de forêts (70 %) et les canicules (62 %) étaient à leur maximum. Cette année, après une diminution de 6 points du niveau de risque estimé pour les incendies de forêts, la confiance des Français envers les autorités pour les en protéger remonte (38 %, +3 points). Le niveau de confiance concernant les canicules augmente également

(28 %, +4 points), même si leur niveau de risque estimé est resté stable.

En 2023, ce sont, les niveaux de risques liés aux inondations (+10 points) et aux submersions marines (+7 points) qui ont fortement augmenté. Cependant, contrairement à la réaction constatée l'année dernière pour les incendies de forêts, les niveaux de confiance pour ces deux risques n'ont pas diminué et ont même augmenté respectivement de 2 et 3 points.

— Les risques associés aux pollutions diffuses

Dans le domaine des pollutions diffuses, la « défiance » des Français vis-à-vis des autorités reste importante. Près d'un Français sur deux (45 %) n'a pas confiance dans les autorités pour le protéger des pollutions diffuses. Néanmoins, en 2023, le Baromètre fait état d'une nette amélioration, avec une hausse de 5 points du niveau de confiance (24 % contre 19 % en 2022).

La confiance concernant le radon dans les habitations connaît une augmentation notable : elle s'établit à 25 % (+8 points), devenant le deuxième score le plus élevé depuis 1997, et s'écarte nettement du niveau moyen relevé depuis 1997 (16 %). Ce gain se fait au profit du taux d'« indécision » en forte baisse cette année (44 %, -8 points).

La confiance dans les autorités pour la gestion des pollutions de l'environnement est en augmentation quelle que soit la source de pollution. La pollution de l'air (24 %) et de l'eau (28 %) gagnent 4 points par rapport à 2022, tandis que la pollution des sols, avec 23 % (+6 points), établit son troisième score le plus élevé (après 34 % en 2019 et 24 % en 2018). Enfin, la confiance concernant les pesticides, qui se classe en dernière position selon le niveau de confiance, gagne 4 points et atteint 22 %, soit son score le plus élevé depuis 2019.

QUESTION N°4.2

« Avez-vous confiance dans les autorités françaises pour leurs actions de protection des personnes dans les domaines suivants ? »

Novembre 2023 (en %)



● Non, plutôt pas ● Non, pas du tout

© IRSN

— Les risques industriels

Cette année, une proportion plus importante des Français exprime leur confiance dans la gestion des risques industriels par les autorités : le taux de confiance moyen (pour les centrales nucléaires, les installations chimiques, et les déchets chimiques et radioactifs) augmente de 7 points, passant ainsi de 27 % en 2022 à 34 %.

La confiance dans la gestion des centrales nucléaires (42 %) progresse significativement (+7 points), se démarquant nettement du niveau moyen établi depuis 1997 (31 %). Parallèlement, la confiance pour les déchets radioactifs (32 %) connaît une hausse similaire (+7 points), atteignant son deuxième niveau le plus élevé depuis le début de l'historique (après 36 % en 2019), et dépassant le niveau moyen (23 %). Enfin, les installations chimiques (32%) et les déchets chimiques (28 %) enregistrent des hausses respectives de 7 et 6 points.

Bien qu'un écart persiste entre le domaine chimique et celui du nucléaire, il est à noter que la confiance dans la gestion des risques associés à l'industrie chimique s'est également améliorée cette année, suivant une tendance similaire à celle observée pour le nucléaire.

— Les risques associés au nucléaire médical

La confiance dans les autorités en ce qui concerne le nucléaire médical connaît également une hausse générale de 5 points, s'élevant ainsi à 41 % cette année.

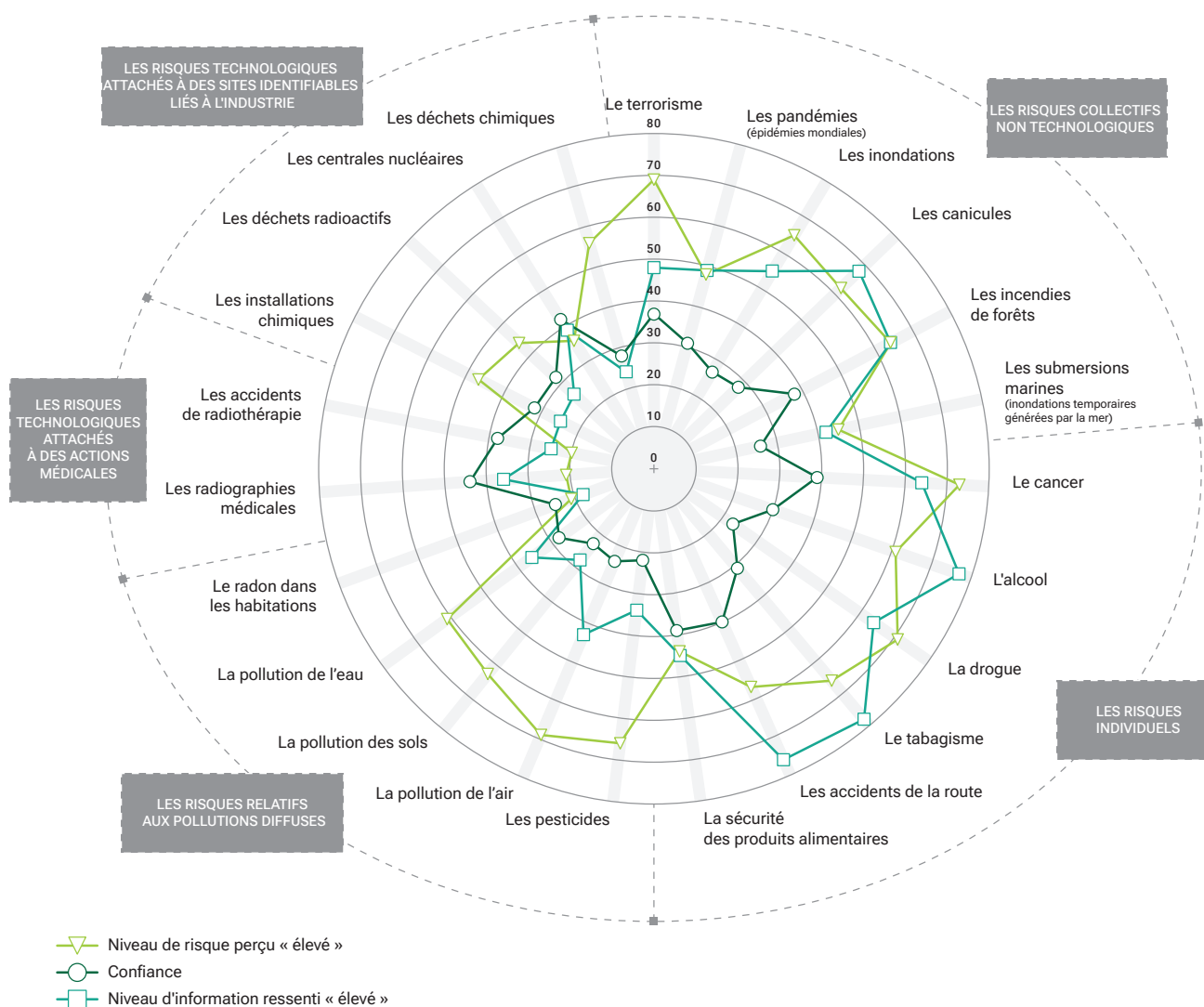
Le niveau de confiance dans la gestion des accidents de radiothérapie (38 %) et celui pour les radiographies médicales (44 %) sont en augmentation respectivement de 7 et 4 points par rapport à 2022.

Panorama des situations à risque

QUESTIONS N°1, 3, 4

Représentation de 23 situations à risque selon trois dimensions

Novembre 2023 (en %)



Panorama des situations à risque radiologique ou nucléaire

QUESTION N°3

QUESTIONS N°1, 2, 3, 4

Représentation de 5 situations à risque selon cinq dimensions.

Novembre 2023 (en %)



© IRSN

- ▽— Niveau de risque perçu « élevé »
- Confiance
- Niveau d'information ressenti « élevé »
- ◇— Niveau de connaissance des scientifiques perçu « élevé »
- ◊— Probabilité de représenter un danger pour la santé perçu « élevé »

* L'intitulé exact de la modalité pour les questions N°1,3 et 4 est « Les accidents de radiothérapies ».

« Risque » : entre danger, prévention et émotions

Après « coronavirus » en 2020, « vaccin » en 2021 et nucléaire en 2022, cette année, les Français sont invités à énoncer les cinq premiers mots que leur évoque le terme « risque ».

— Risque et danger vont de pair pour un Français sur deux

Les Français pensent spontanément au danger que peuvent représenter les risques. En effet, 40 % d'entre eux ont donné le mot « danger » en premier lieu. De plus, ce terme constitue 15 % de l'ensemble des mots mentionnés et a été cité au moins une fois par 49 % des Français.

— Le risque une question de situation

Lorsque les Français réfléchissent à ce que leur évoque le « risque », après le mot « danger », ce sont notamment des situations (12 %) concrètes qui leur viennent à l'esprit. Parmi les diverses situations citées, on relève principalement des situations en lien avec les risques naturels (27 % des situations citées), les risques sanitaires (25 %), les risques routiers (15 %) et ceux liés aux addictions (12 %).

— Accidents, conséquences et prévention

Les Français pensent également aux accidents (6 %) et à leurs conséquences négatives (7 %). Parmi ces conséquences, 1 % des termes appartiennent au registre « catastrophique ». Le caractère imprévisible des risques est également souligné dans les énonciations (4 %).

Cependant, l'accent est davantage mis sur la prévention des accidents. Une part plus importante du lexique est dédiée aux termes liés à la prévention (9 %) et à la sécurité (6 %). On observe également l'utilisation de termes associés aux systèmes d'intervention (1 %) en cas de conséquences.

— La peur et le goût du risque

À cette notion de risque, les Français associent à la fois des termes négatifs (13 %) et positifs (10 %).

Parmi les diverses associations négatives, les inquiétudes sont prépondérantes (6 %), principalement caractérisées par la « peur » (4 %). On y retrouve également un sentiment de vulnérabilité face au risque (1 %).

Concernant les associations positives, un thème se distingue : celui de l'attrait pour le risque (8 %), qui semble particulièrement représentatif du risque pour les Français, occupant la 4^e position dans le classement par thématique. De plus, à ce thème sont facilement associables diverses activités à « sensations » évoquées (1 %).

QUESTION N°5

« Qu'est-ce qui vous vient en premier à l'esprit quand vous entendez le mot « risque » ? Veuillez indiquer les cinq premiers mots qui vous viennent à l'esprit. »

Novembre 2023 – Représentation de la totalité des mots cités



L'acceptation de vivre près de zones à risque

En 2023, l'acceptation de vivre près d'une zone à risque demeure très limitée (18 %, -1 point par rapport à 2022).

Cependant, le niveau d'acceptation des Français semble varier en fonction des risques et de l'inconfort associés à chaque zone. Les Français sont plus enclins à accepter de vivre à proximité d'une infrastructure civile (25 % en moyenne) que d'une installation industrielle (17 %) ou que d'une zone exposée à des risques naturels (15 %).

Les infrastructures civiles

En 2023, les antennes relais pour téléphones portables recueillent le taux d'acceptation le plus élevé (40 %, +2 points) et représentent les infrastructures civiles les plus acceptées par les Français. Le niveau d'acceptation des parcs éoliens, maintenant en deuxième position, reste stable (38 %) depuis son augmentation significative en 2022 (+7 points).

Les lignes à haute tension, en 4^e position, suivent avec un taux d'acceptation de 25 % qui est resté stable depuis 2000.

Plus loin dans le classement, on trouve les aéroports en 7^e position (15 %, +2 points) et les décharges d'ordures ménagères en 11^e position (9 %, +2 points).

Les installations industrielles

En 4^e position, les sites de captages et de stockages géologique de CO₂ (25 %), à égalité avec les centres de recherches nucléaires (25 %, +1 point), sont les installations industrielles que les Français acceptent le plus d'avoir près de chez eux.

Les centrales nucléaires, en 5^e position, représentent le deuxième type d'installations industrielles le plus accepté par les Français (22 %, +2 points). Cependant, les sites de stockage de déchets radioactifs, en 10^e position, sont significativement moins acceptés par les Français (10 %, +2 points). Ces résultats font écho aux différences de perception des risques relevées précédemment entre les installations et les déchets.

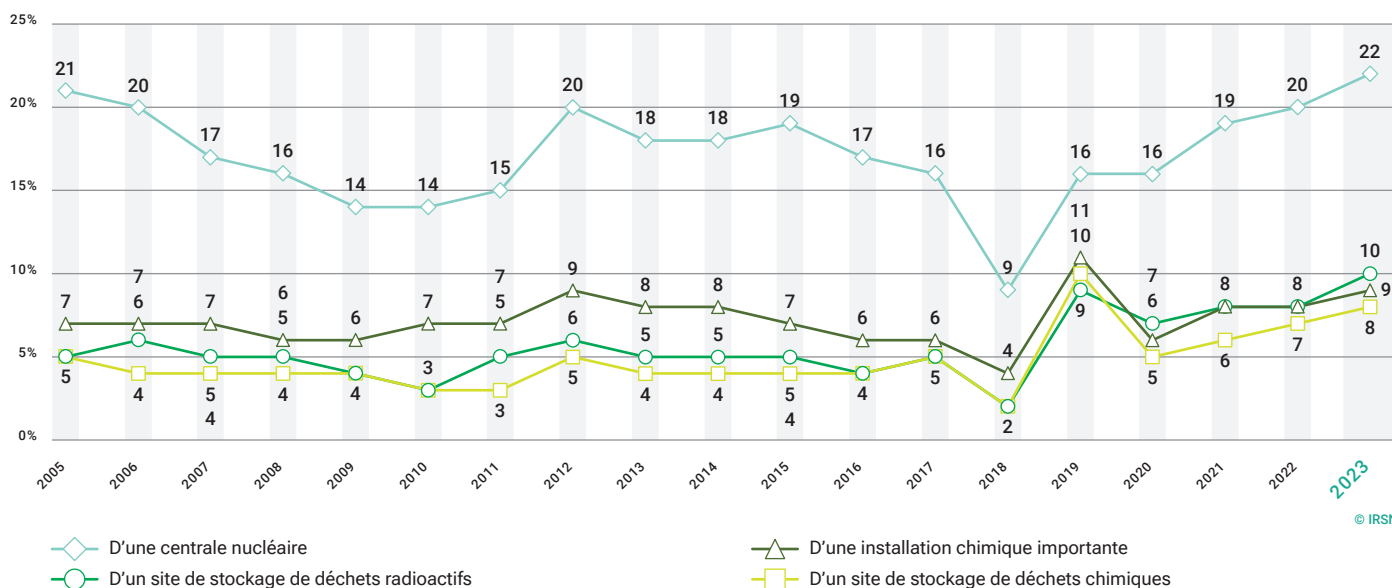
En comparaison, les installations chimiques en 11^e position (9 %, +1 point) et les sites de stockage de déchets chimiques en 12^e position (8 %, +1 point) sont nettement moins acceptés par les Français. La comparaison du taux d'acceptation entre les installations nucléaires et chimiques permet une nouvelle fois de constater une différence de perception entre ces deux types d'industrie.

QUESTION N°6.1

QUESTION N°6.1

« Accepteriez-vous de vivre près ... ? »

Évolution des réponses « oui » 2005-2023 (en %)



Les zones exposées aux risques naturels

Les niveaux d'acceptation les plus bas sont observés pour les zones à risque de mouvement de terrain (8 %, 12^e et dernière position), les zones inondables (10 %, -1 point, 10^e position), les zones de submersions marines (11 %, +1 point, 9^e position) et les zones sismiques (17 %, -2 points, 6^e position). Il est à noter que ces résultats sont stables depuis 2000, année de la première interrogation sur le sujet.

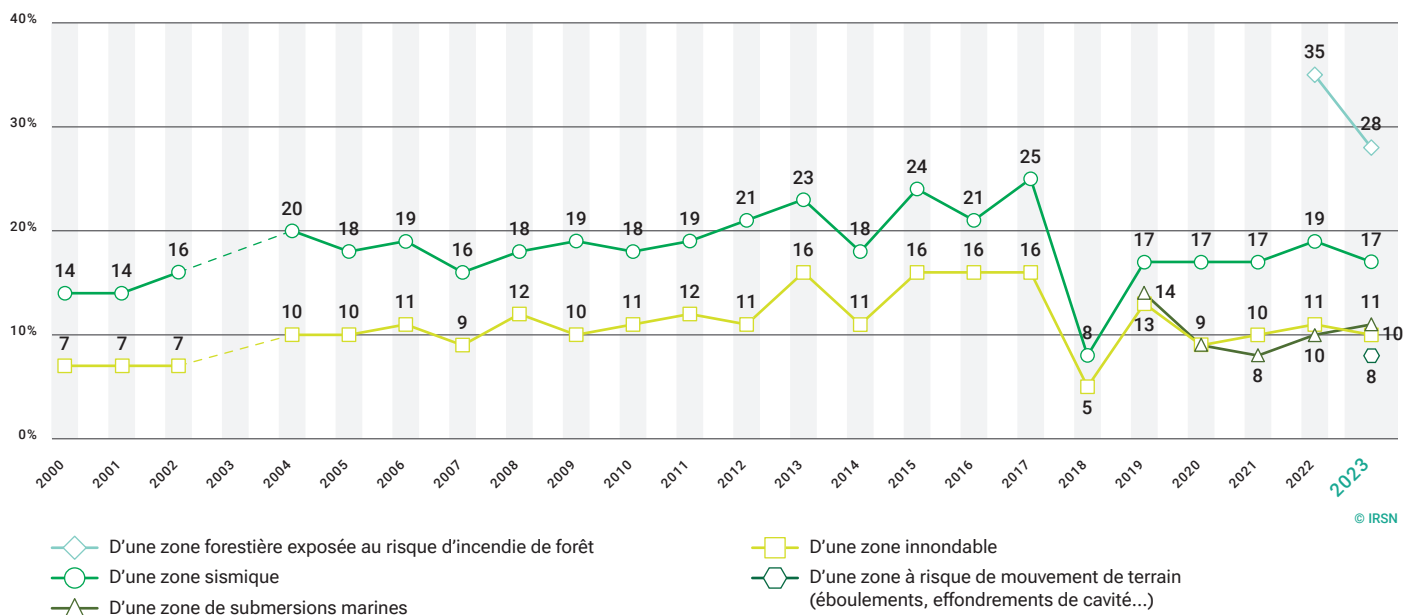
S'agissant des « zones forestières exposées au risque d'incendie », le taux d'acceptation en 2022, année d'introduction de la question, était de 35 %. Cette année, alors que le niveau de risque estimé pour les incendies de forêts a baissé de 12 points, le niveau d'acceptation a chuté de 7 points. Ainsi, bien qu'une part moins importante des Français considère les incendies de forêts comme un risque « élevé », ils sont pour autant désormais plus nombreux à prendre en compte ce risque dans leur choix d'accepter ou non de vivre près d'une zone forestière concernée.

QUESTION N°6.2

QUESTION N°6.2

« Accepteriez-vous de vivre près ... ? »

Évolution des réponses « oui » 2000-2023 (en %)



PARTIE 4

LES FRANÇAIS, L'ÉNERGIE NUCLÉAIRE ET LA SÛRETÉ

L'opinion favorable des Français pour l'énergie nucléaire se stabilise cette année. L'indépendance énergétique continue d'être pour les Français le principal argument en sa faveur, tandis que la production de déchets radioactifs reste l'argument principal contre. La majorité des Français considère que la principale source d'exposition à la radioactivité en France est d'origine artificielle.

50-52

L'opinion des Français
sur l'énergie nucléaire

58-59

Les Français
et la sûreté nucléaire

53-56

L'impact sur la santé
et l'environnement perçu
par les Français

60-61

La compétence et
la crédibilité des intervenants du
nucléaire

57

L'opinion des Français
sur la gestion des déchets
radioactifs

L'opinion des Français sur l'énergie nucléaire

Lors de son discours de Belfort en février 2022, le Président de la République a annoncé la relance d'un programme nucléaire. 2023 a vu la promulgation de la loi du 22 juin 2023 relative à l'accélération des procédures liées à la construction de nouvelles installations nucléaires à proximité de sites nucléaires existants et au fonctionnement des installations existantes.

Une opinion qui reste stable

Après une évolution significative en 2022, l'opinion des Français en faveur de l'énergie nucléaire, se stabilise en 2023. Ainsi, près d'un Français sur deux (49 %, -1 point par rapport à 2022) est favorable à la construction de nouvelles centrales nucléaires. Ce niveau de soutien se situe significativement au-dessus de la moyenne enregistrée sur la période 1977-2020, qui s'établissait à 23 %.

Néanmoins, un Français sur cinq est en faveur de la fermeture des centrales nucléaires (21 %, soit une augmentation de 2 points par rapport à l'année dernière). Ce chiffre constitue le troisième score le plus élevé enregistré depuis 1986.

QUESTION N°1

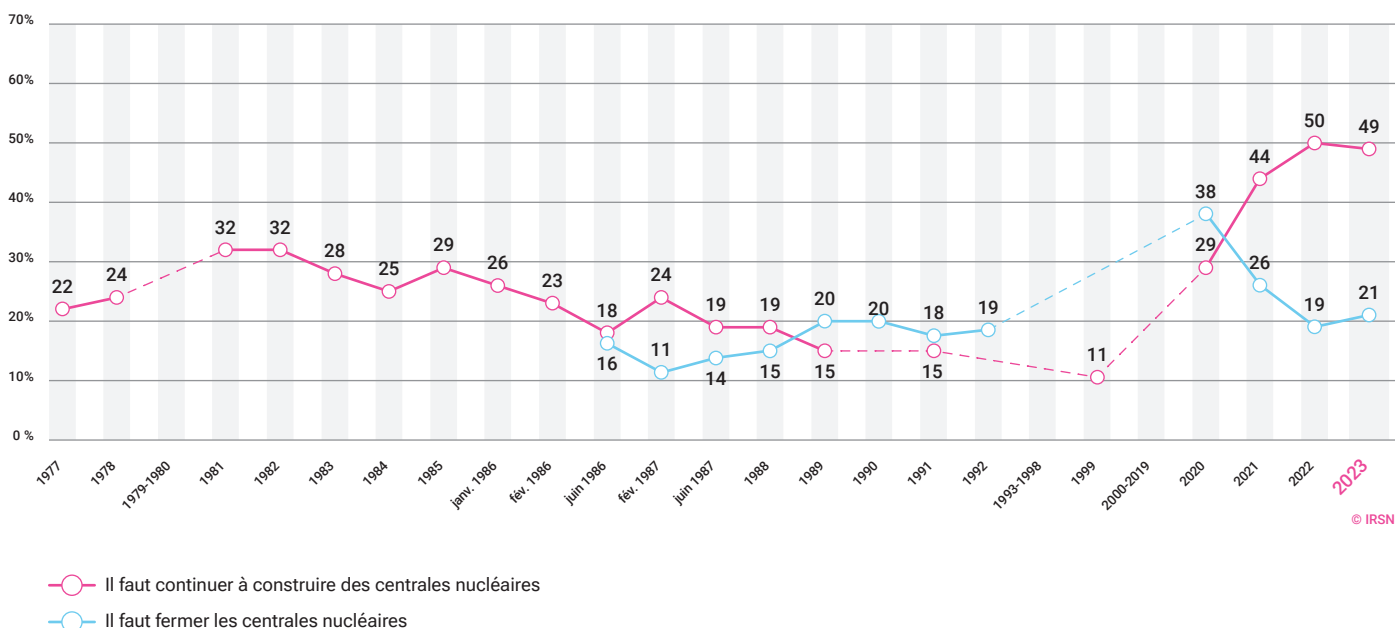
Ainsi, les Français ont des opinions différentes, qui peuvent varier significativement selon plusieurs critères, le plus clivant étant le niveau de risque perçu par les Français. Parmi ceux qui attribuent un niveau de risque quasi-nul ou faible aux centrales nucléaires, 73 % sont favorables à la construction de nouvelles installations, tandis que seulement 34 % des personnes associant un niveau de risque élevé ou très élevé partagent cette opinion. Des différences significatives sont également observées selon le sexe et l'âge. En effet, les hommes (63 %) se montrent nettement plus enclins à soutenir le nucléaire que les femmes (38 %). De même, les personnes âgées de 50 ans et plus affichent un taux de soutien plus élevé (55 %) que les moins de 50 ans (44 %).

Concernant le choix du nucléaire en France, les opinions restent également partagées : 42 % des Français estiment qu'il s'agit d'un « choix réaliste » et 41 % d'« un bon choix ». Comme l'année précédente, seuls 17 % des répondants énoncent que l'énergie nucléaire représente « un mauvais choix », ce qui constitue le score le plus bas depuis le début de l'historique en 1988.

QUESTION N°1

« Voici maintenant un certain nombre de propositions relatives à l'énergie nucléaire. Pour chaque proposition, veuillez indiquer selon l'échelle suivante si vous êtes d'accord ou non. »

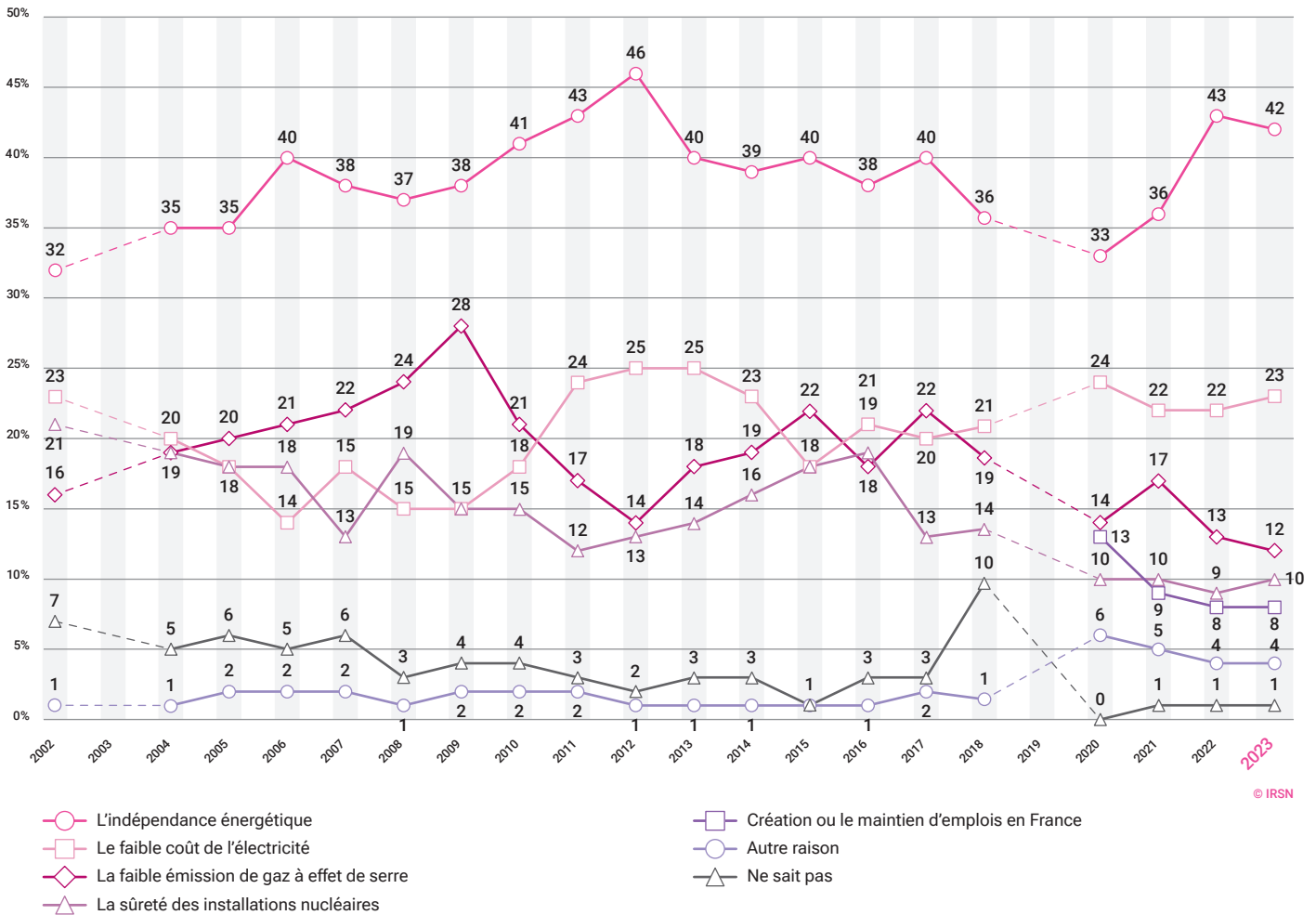
Évolution des réponses « d'accord » 1977-2023 (en %)



QUESTION N°3

« Quel est aujourd'hui, selon vous, l'argument le plus fort pour le nucléaire ? »

Évolution des résultats 2002-2023 (en %)



L'indépendance énergétique, l'argument favori des Français

L'indépendance énergétique est (depuis 2020) l'argument favori des Français pour soutenir l'énergie nucléaire en France. En 2023, après une augmentation de 7 points entre 2021-2022, ce motif recueille un score de 42 % (-1 point). Il est suivi de loin par les arguments du faible coût de l'électricité (23 %, +1 point), de la faible émission de gaz à effet de serre (12 %, -1 point), de la sûreté des installations nucléaires (10 %, +1 point) et de la création ou le maintien d'emplois en France (8 %).

QUESTION N°3

La production de déchets radioactifs, le principal argument en défaveur de l'énergie nucléaire

À l'inverse, la production de déchets radioactifs représente l'argument le plus souvent évoqué contre le nucléaire. Cette année, et depuis 2020, près d'un Français sur trois le mentionne (33 %, +2 points), alors qu'entre 2002 et 2018, seul un quart d'entre eux y faisait référence. L'argument du risque d'accident conserve la seconde position, mais obtient un moins bon score (24 %, -3 points). L'écart qui s'était réduit l'année dernière à 4 points entre ces deux principaux arguments est de nouveau de 9 points, comme en 2020 et 2021. Ces deux propositions sont suivies par les arguments du coût et du manque de transparence, à égalité (13 %), de la concurrence aux investissements dans les énergies renouvelables (7 %, +1 point) et de l'émission de gaz à effet de serre (6 %).

— Les Français, le nucléaire et les autres types d'énergie

Grâce à une question réintroduite l'année dernière, le Baromètre étudie l'évolution de la perception de l'énergie nucléaire en comparant l'image des différentes sources d'énergie. Cette année encore, sur un ensemble de qualités et de critères, l'énergie solaire (27 %) et l'énergie nucléaire (24 %) ont obtenu les moyennes les plus élevées, loin devant les autres sources d'énergie.

En examinant de plus près les différents critères évalués par les Français, l'énergie solaire s'impose comme la plus « respectueuse de l'environnement », devançant les autres sources d'énergie d'au moins 26 points. De son côté, l'énergie nucléaire se démarque par sa « performance », avec un écart d'au moins 33 points par rapport autres sources d'énergie.

L'énergie solaire se distingue également comme étant celle qui, selon les Français, répond le mieux à la définition d'une énergie « d'avenir », avec un score de 31 %. Cependant, l'énergie nucléaire (18 %) arrive en seconde position avec un écart de 13 points, suivie de l'énergie éolienne (10 %),

+2 points), de l'énergie géothermique (9 %, -2 points), de l'énergie hydroélectrique (8 %, +1 point) et l'énergie issue de la biomasse (5 %, +1 point).

Concernant le coût de l'énergie, les Français sont divisés sur le fait que l'énergie la moins chère soit l'énergie solaire (26 %, +1 point), l'énergie nucléaire (25 %, +2 points) ou une autre source d'énergie (27 %).

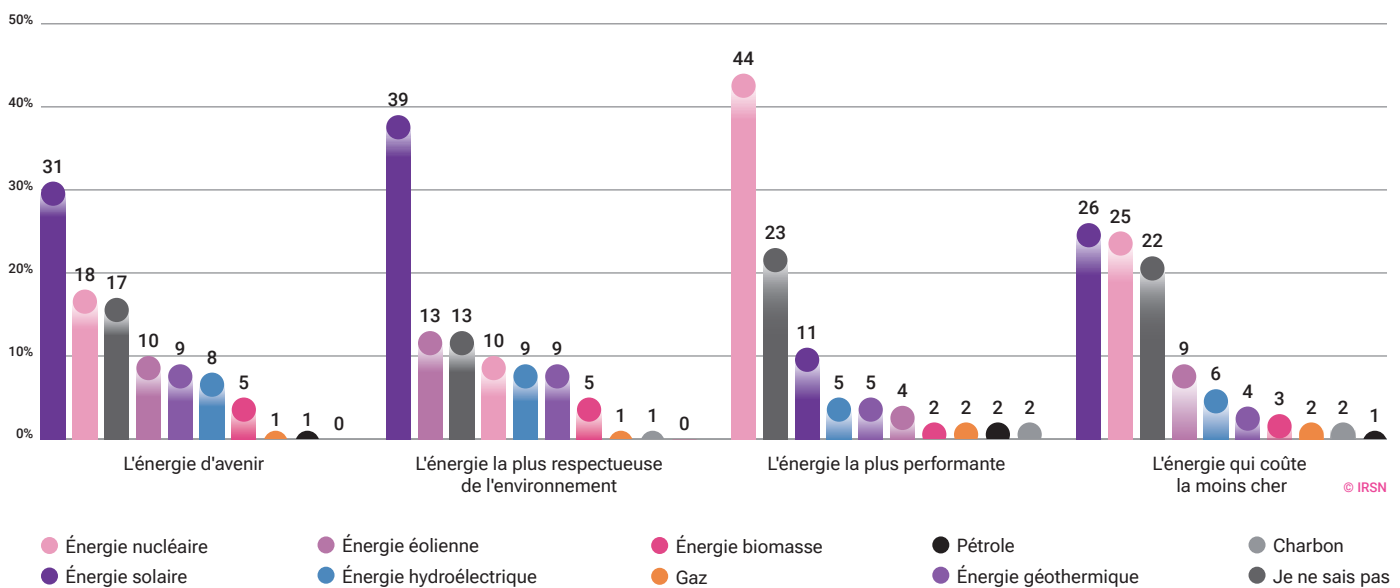
À la marge, les énergies carbonées (le gaz, le pétrole et le charbon) obtiennent, pour chacun des critères, des scores très faibles, allant de 0 à 2 %, alors qu'ils oscillaient entre 0 et 6 % sur la période 2013-2018.

Il apparaît, de manière générale, que l'opinion publique, au sujet des sources d'énergies, reste en construction, puisque 19 % (-2 points par rapport à 2022) des Français ne se sont pas positionnés sur ces questions. **QUESTION N°5**

QUESTION N°5

« Selon vous, laquelle des sources d'énergie suivantes correspond le mieux à... »

Novembre 2023 (en %)



L'impact sur la santé et l'environnement perçu par les Français

Les sources d'exposition à la radioactivité en France

Cette année, le Baromètre intègre de nouvelles questions visant à enrichir l'évaluation de la perception des Français concernant l'impact du nucléaire sur la santé et l'environnement.

Interrogés pour la première fois sur ce qu'ils considèrent comme la principale source d'exposition à la radioactivité en France, près d'un Français sur trois (31 %) désigne les installations nucléaires industrielles et militaires, puis les actes médicaux (24 %), comprenant « les radios ou les scanners » (12 %) et les radiothérapies (12 %). Concernant les sources d'exposition d'origine naturelle, les Français évoquent les rayonnements issus du soleil et de l'espace (14 %), suivis de ceux issus d'éléments naturels présents dans le sol (13 %). Le radon ¹ (gaz radioactif) et la consommation de poissons, crustacés et coquillages ne récoltent chacun que 9 % des réponses.

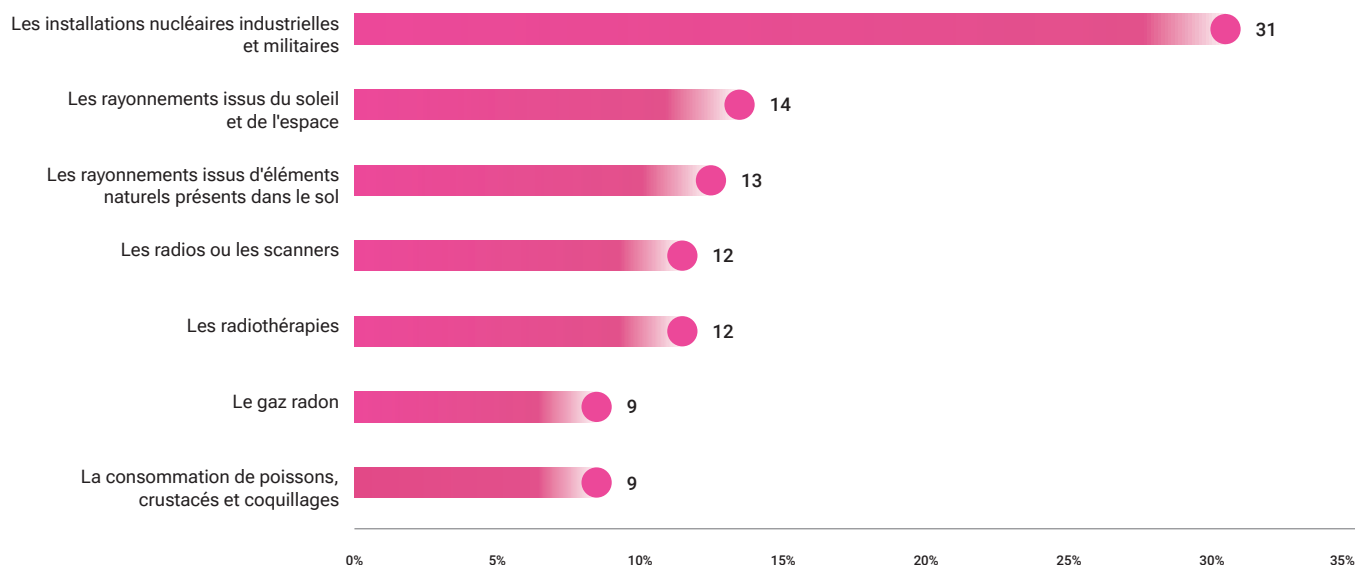
De manière générale, la majorité des Français considère que la principale source d'exposition à la radioactivité est d'origine artificielle (55 %). Or, si l'on se réfère au dernier bilan ² publié par l'IRSN en 2021 de l'exposition de la population française aux rayonnements ionisants, l'exposition à la radioactivité est due pour deux tiers (66 % ³) aux sources de rayonnement naturelles.

Dans le détail, 24 % des Français identifient les actes médicaux comme la principale source d'exposition aux rayonnements ionisants, alors que leur exposition constitue (selon le bilan de l'IRSN) 33 % de l'exposition totale aux rayonnements ionisants en France (première source d'exposition). De plus, seuls 9 % de la population considèrent le radon comme la principale source d'exposition, alors que son exposition représente (selon le bilan de l'IRSN) 33 % de l'exposition de la population française aux rayonnements ionisants (deuxième source d'exposition). À l'inverse, 31 % de la population française désigne les installations nucléaires comme la principale source d'exposition, alors que ces installations génèrent (selon le bilan de l'IRSN) une part marginale de cette exposition (0,27 %, dernière source d'exposition).

QUESTION N°6

« Selon vous, quelle est la principale source d'exposition à la radioactivité en France ? »

Novembre 2023 (en %)



© IRSN

- 1 Le radon est un gaz radioactif, inodore et incolore, qui se forme naturellement par la désintégration radioactive de l'uranium présent dans les roches et le sol.
- 2 Rapport « Exposition de la population française aux rayonnements ionisants – Bilan 2014-2019 » disponible sur www.irs.fr
- 3 Proportion calculée selon la dose moyenne absorbée par le corps entier d'un individu en millisieverts par an. « En France métropolitaine, l'exposition moyenne à différentes sources de radioactivité représente une dose efficace absorbée par le corps entier de 4,5 millisieverts par an (mSv/an), dont 3,0 mSv d'origine naturelle et 1,5 mSv d'origine artificielle. »

— Une fumée blanche jugée comme dangereuse

Innovation cette année, une question nouvelle et accompagnée d'une photo a été intégrée au Baromètre (voir ci-dessus). Sur cette image, on peut apercevoir une « fumée blanche » qui émane d'une centrale nucléaire ; cette « fumée » est constituée en fait de gouttelettes d'eau non radioactive qui provient du système de refroidissement de la centrale. Pour 73 % des Français, cette fumée représente un danger pour l'environnement et 46 % estiment ce danger important. De même, 72 % jugent cette fumée dangereuse pour la santé humaine et 42 % considèrent ce danger comme important.

QUESTION N°8

Cependant, bien que la majorité pense que cette fumée blanche est dangereuse, une part importante des Français (45 %, +2 points par rapport à 2022) estime pourtant qu'« autour des installations nucléaires, les habitants sont en aussi bonne santé qu'ailleurs ». De plus, ils considèrent de moins en moins que « la radioactivité des centrales nucléaires provoque des cancers » : 46 % en 2023 contre 56 % en 2020 et 64 % en moyenne sur la période 1991-2020.

QUESTION N°7.1

QUESTION N°8

« Sur cette photo vous pouvez apercevoir une fumée blanche qui émane de la centrale nucléaire. Selon vous, cette fumée représente-t-elle ou non un danger pour... ? »

Novembre 2023 (en %)



L'environnement

18

28

27

26

1

La santé humaine

16

26

30

28

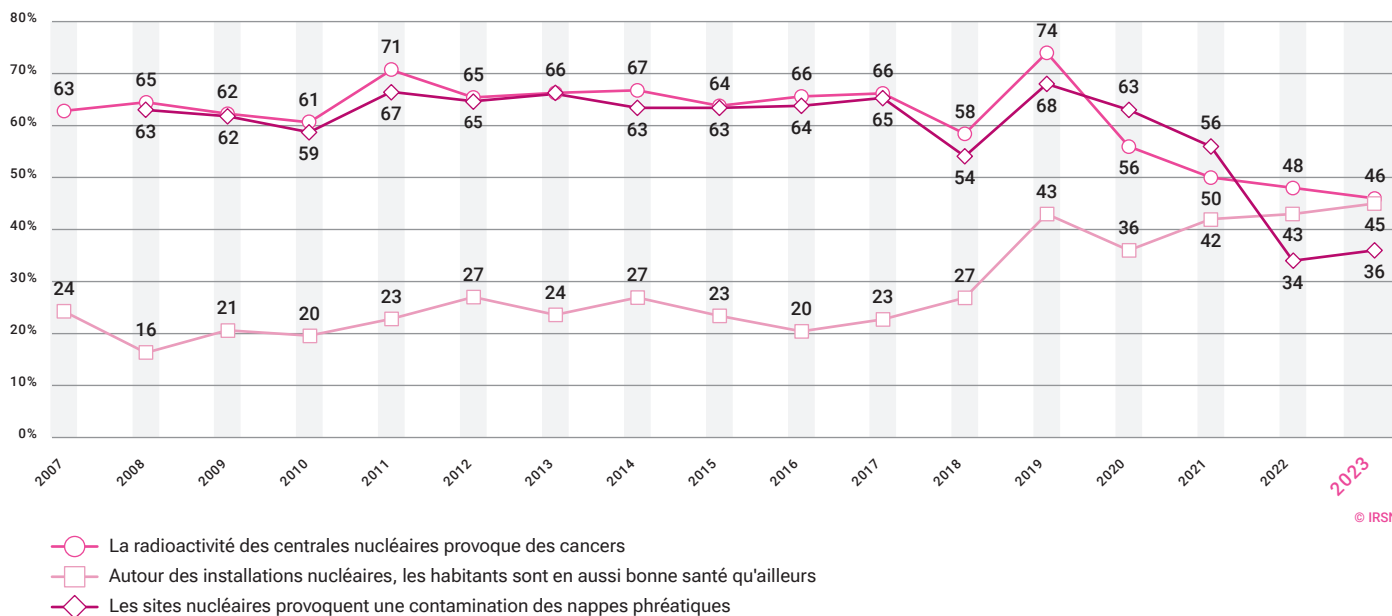
● Très important ● Plutôt important ● Plutôt pas important ● Pas du tout important / aucun danger ● Ne sait pas / sans réponse

© IRSN

QUESTION N°7.1

« Voici un certain nombre de propositions relatives aux installations nucléaires.
Veuillez indiquer selon l'échelle suivante si vous êtes d'accord ou non. »

Évolution des réponses « d'accord » 2007-2023 (en %)



— Une activité perçue comme perturbant les écosystèmes des cours d'eau

Selon l'étude « Les Français et l'eau ¹ », le manque d'eau et les sécheresses suscitent de plus en plus d'inquiétudes chez les Français (71 % contre 32 % en 1996). L'utilisation de l'eau pour l'exploitation des centrales nucléaires est un sujet qui fait débat ces dernières années sur la scène publique, non seulement en raison de la consommation d'eau, mais aussi de son impact sur l'environnement. Le Baromètre s'est ainsi intéressé, cette année, à la perception qu'ont les Français de l'impact des centrales nucléaires sur les écosystèmes des cours d'eau.

En période de sécheresse, des seuils de température de rejets d'eau sont susceptibles d'être franchis, ce qui peut causer chez les Français des préoccupations environnementales. Ainsi, près d'un Français sur deux (49 %) pense qu'en période de sécheresse « les écosystèmes

[des] cours d'eau sont perturbés par les rejets d'eau des centrales nucléaires », tandis que seulement 14 % des répondants pensent le contraire. De plus, 36 % estiment que « les sites nucléaires provoquent une contamination des nappes phréatiques » (+2 points par rapport à 2022) et 37 % n'écartent pas l'idée (réponses « ni d'accord, ni pas d'accord »).

QUESTION N°9

QUESTION N°7.1

Le gouvernement japonais a décidé, en août 2023, d'autoriser le traitement puis le rejet dans l'océan Pacifique des eaux utilisées pour refroidir les réacteurs de la centrale nucléaire de Fukushima, après l'accident de 2011. Les experts de l'AIEA (Agence Internationale de l'Énergie Atomique) ont jugé cette opération conforme aux normes internationales de sûreté. Questionnés sur ce sujet, les Français sont 81 % à considérer cette opération comme dangereuse pour la santé humaine et l'environnement, dont 49 % pensent qu'elle l'est à « l'échelle mondiale » et 32 % à « l'échelle régionale (autour du Japon) ».

QUESTION N°10

QUESTION N°9

« En période de sécheresse, le niveau des cours d'eau baisse et leur température augmente. Au cours de ces périodes, diriez-vous que... ? »

Novembre 2023 (en %)

Les écosystèmes de ces cours d'eau sont perturbés par les rejets d'eaux des centrales nucléaires



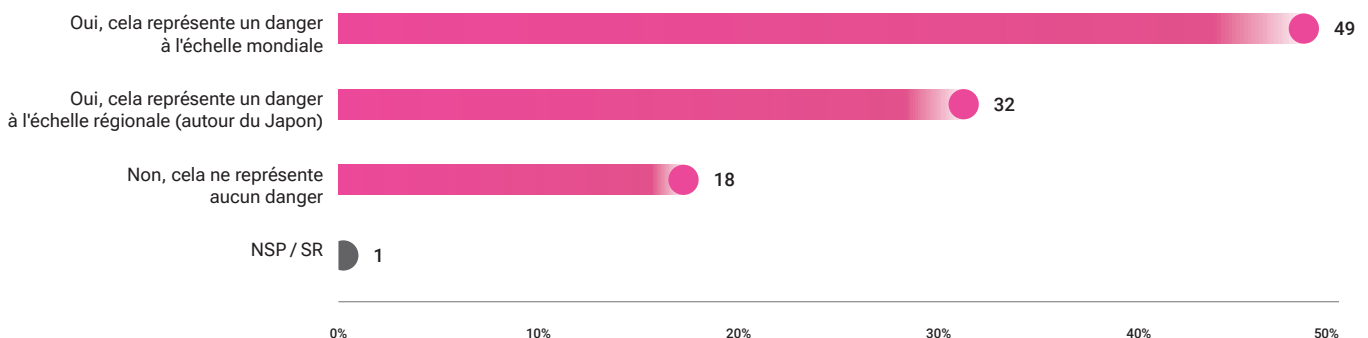
● Tout à fait d'accord ● Plutôt d'accord ● Ni d'accord ni pas d'accord ● Plutôt pas d'accord ● Pas du tout d'accord

© IRSN

QUESTION N°10

« Les eaux utilisées pour refroidir les réacteurs de la centrale nucléaire de Fukushima à la suite de l'accident de 2011 sont traitées puis rejetées dans l'océan Pacifique depuis août 2023. Selon vous, le rejet de ces eaux représente-t-il un danger pour la santé humaine et l'environnement ? »

Novembre 2023 (en %)



© IRSN

1 27^e édition du baromètre Kantar / C.I.EAU 2023 « Les Français et l'eau », réalisée en ligne du 14 septembre au 18 octobre 2023.

L'opinion des Français sur la gestion des déchets radioactifs

Selon l'édition 2023 de l'Inventaire national des matières et des déchets radioactifs publiée par l'ANDRA (Agence Nationale pour la gestion des Déchets Radioactifs), le volume de déchets radioactifs déjà produits à fin 2021 s'élève à 1 760 000 m³, ce qui représente une augmentation de 220 000 m³ depuis fin 2016 (édition 2018). Ces déchets sont issus principalement des secteurs de l'électronucléaire (à hauteur de 60,9 %), de la recherche (26,6 %) et de la défense (8,7 %).

Comme évoqué dans la partie 3, si l'activité nucléaire est perçue comme risquée par certains Français, c'est davantage pour sa production de déchets (44 % y ont associé un niveau de risque « élevé ») que pour les installations en elles-mêmes (36 %). À cet égard, la production de déchets radioactifs (33 % l'ont choisie) représente l'argument le plus souvent évoqué contre le nucléaire, devançant de 9 points celui du risque d'accident (24 %).

La confiance des Français dans les capacités actuelles de stockage des déchets radioactifs continue de s'améliorer cette année : 35 % (+2 points) des répondants estiment

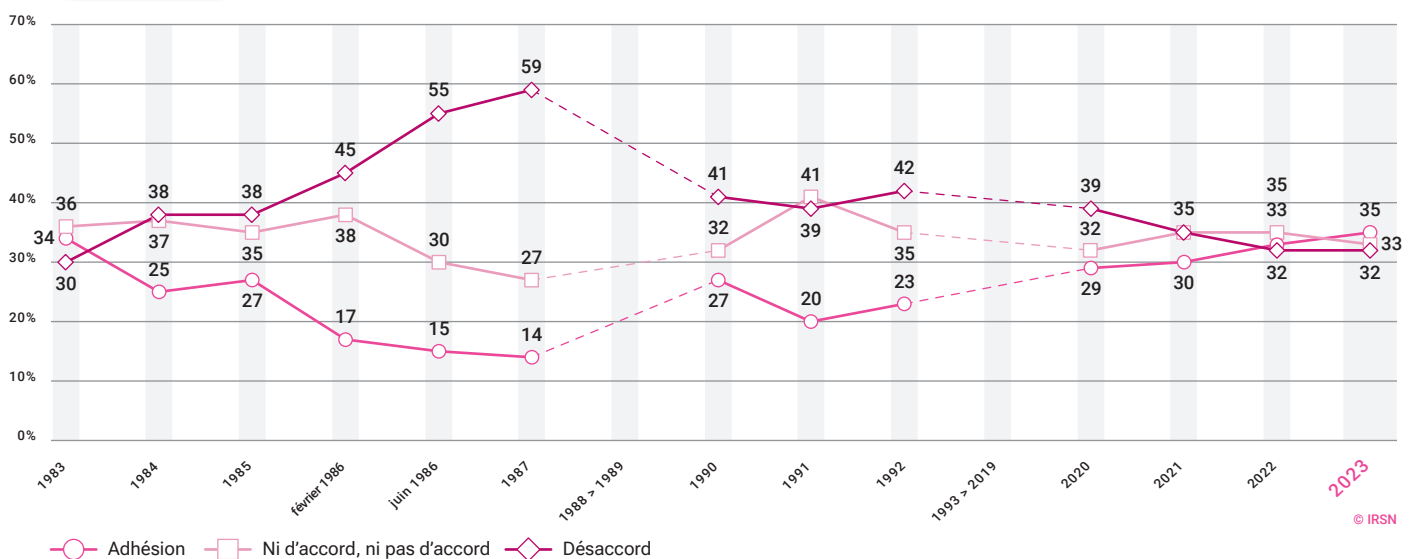
qu'il est désormais possible de stocker ces déchets « de façon sûre », atteignant ainsi le score le plus haut depuis le début de l'historique (1983). **QUESTION N°7.2**

Concernant l'amélioration de cette capacité de stockage, le niveau de connaissance du projet « Cigéo » (de stockage de déchets radioactifs à Bure) ne cesse de diminuer depuis 2019. Cette année, plus de six répondants sur dix (62 %, +3 points par rapport à 2022) affirment n'avoir jamais entendu parler du projet « Cigéo » alors qu'ils n'étaient que 46 % à le déclarer en 2019. Néanmoins, près de sept Français sur dix (68 %) continuent à prôner la rapidité dans la prise de décision concernant la capacité de stockage des déchets, et dans la mise en œuvre, tandis que 26 % (+1 point par rapport à 2022) souhaitent « prolonger de 10 ans les recherches » et 5 % aimeraient « laisser le choix aux générations futures » (-1 point).

QUESTION N°7.2

« Aujourd'hui, il est possible de stocker les déchets nucléaires de façon sûre. »

Évolution des résultats 1983-2023 (en %)



Les Français et la sûreté nucléaire

— Une confiance dans les mesures de sûreté qui reste élevée

La sûreté demeure une priorité pour la majorité des Français. En effet, 69 % affirment que « la sûreté des installations nucléaires passe avant la production d'énergie même si cela peut engendrer des coupures d'électricité dans le pays », tandis que seulement 8 % soutiennent le contraire. Cependant, on note une baisse de la proportion des Français considérant que « les exploitants de sites nucléaires doivent protéger leurs installations de tous les risques, même ceux jugés très improbables », même si cette proportion reste à un très haut niveau : 82 % en 2023, contre 84 % en 2022 et 87 % en 2021, soit une baisse de 5 points en 2 ans.

En outre, plus de six Français sur dix (63 %, +2 points) estiment que « toutes les précautions sont prises pour assurer un très haut niveau de sûreté dans les centrales nucléaires françaises ». Ce score constitue, à égalité avec celui de 2019, le plus élevé depuis le début de l'historique (en 2007) et se détache ainsi largement de la moyenne d'adhésion établie entre 2007 et 2018 (42 %).

— La recherche pour améliorer la sûreté des réacteurs existants reste la priorité pour renforcer la sûreté des sites nucléaires

Bien que les Français conservent un niveau de confiance élevé dans le système de sûreté en France, cela ne les empêche pas de faire de la sûreté une priorité. Cette année, ils insistent sur le fait que les mesures d'amélioration de la sûreté doivent être une priorité. En effet, les mesures de renforcement proposées ont été jugées « prioritaires » par 67 % des Français en 2023 contre 63 % l'année dernière.

Parmi les différentes mesures proposées, le développement de la « recherche sur la sûreté des réacteurs nucléaires existants » arrive en tête des priorités des Français (77 %, +3 points par rapport à 2022). Cette proposition est suivie de très près par le renforcement des « inspections [...] dans les installations » (76 %, +2 points) et l'amélioration de « la capacité [...] à gérer une éventuelle crise nucléaire » (72 %, +2 points).

En quatrième position, le développement de « la recherche pour mettre au point une nouvelle génération de réacteurs nucléaires » voit son niveau de priorité augmenter de 6 points par rapport à 2022, atteignant son score le plus élevé (70 %) depuis le début de l'historique (2011). Cette évolution est confirmée par les données du Baromètre du progrès¹ qui relève une augmentation de 36 points, entre 2019 et 2023, de l'intérêt des Français pour les « technologies et / ou innovations » liées à l'énergie nucléaire.

Enfin, plus en retrait, la prise en compte du « facteur humain et l'organisation du travail » (58 %) et le renforcement de « la capacité des citoyens à exercer leur vigilance sur la sûreté des installations » (48 %) connaissent une hausse respective de 3 et 6 points tout en conservant des scores de priorité bien inférieurs à ceux obtenus en 2011, à savoir 82 % et 63 %.

— Sûreté nucléaire : de nouveaux enjeux à prendre en compte

Le Baromètre étudie, depuis sa création, la représentation de la sûreté nucléaire en France au regard de la perception qu'ont les Français des accidents nucléaires et de leur éventualité. Aujourd'hui, dans un contexte de changement climatique, de nouveaux enjeux concernant la sûreté nucléaire émergent et questionnent les Français.

La question de la poursuite de l'exploitation des installations nucléaires existantes fait partie intégrante de la loi d'accélération du nucléaire² de juin 2023. Sur ce point, plus d'un Français sur deux (51 %) considère cette mesure comme un « bon choix », un chiffre en baisse de 3 points par rapport à 2022. À l'inverse, 26 % (+3 points) la considèrent comme « un mauvais choix » et 22 % (-1 point) demeurent indécis. Ce sujet représente un enjeu en matière de sûreté nucléaire pour la majorité des Français. En effet, 77 % d'entre eux ont des doutes sur le fait que la poursuite de l'exploitation ne « provoquera pas d'accidents » dans le futur et 38 % vont jusqu'à affirmer qu'elle en provoquera.

Depuis l'année dernière, le Baromètre mesure également, conjointement à la préoccupation des Français face au dérèglement climatique, l'impact perçu du dérèglement climatique sur la sûreté des installations nucléaires.

¹ Baromètre du progrès 2023 : sondage Odoxa pour le Mouvement des Entreprises de France, réalisé par internet du 11 au 12 janvier 2023.

² Loi n° 2023-491 du 22 juin 2023 relative à l'accélération des procédures liées à la construction de nouvelles installations nucléaires à proximité de sites nucléaires existants et au fonctionnement des installations existantes.

Tout comme en 2022, près d'un Français sur deux (48 %) considère que « les installations nucléaires sont vulnérables face au dérèglement climatique », tandis que 16 % (-1 point par rapport à 2022) pensent le contraire. Parmi les Français qui sont principalement préoccupés par le dérèglement climatique de manière générale, 61 % estiment que les installations nucléaires y sont vulnérables et 10 % pensent le contraire.

Pour 37 % des Français, une sécheresse affecterait « le niveau de sûreté des centrales nucléaires », 37 % n'en écartent pas l'idée (réponses « ni d'accord, ni pas d'accord »), tandis que seuls 26 % pensent le contraire. **QUESTION N°9**

Enfin, certains événements catastrophiques passés, comme celui de Fukushima en mars 2011, mélangeant catastrophes naturelle et nucléaire, viennent renforcer ce questionnement d'une vulnérabilité des installations nucléaires face aux événements climatiques. La catastrophe nucléaire de

Fukushima, malgré la récente pandémie de la Covid-19, reste classée en troisième place des événements passés les plus effrayants pour les Français. En 2023, la majorité (57 %, +1 point) pense qu'un « accident de la même ampleur [pourrait] se produire dans une centrale française », même si ce pourcentage reste largement inférieur aux résultats obtenus, à la suite de l'accident, en 2011 (69 %) et 2012 (64 %). Plus précisément, 44 % (+2 points) des Français estiment un tel accident « probable », tandis que 55 % ne le considèrent « pas probable ». La perception de la vulnérabilité des installations nucléaires face au dérèglement climatique est un sujet d'étude qui mérite d'être approfondi au vu de la relation de plus en plus importante qui peut être faite, notamment dans les médias, entre le dérèglement climatique et les événements ou catastrophes naturelles.

QUESTION N°9

« En période de sécheresse, le niveau des cours d'eau baisse et leur température augmente. Au cours de ces périodes, diriez-vous que... ? »

Novembre 2023 (en %)

Le niveau de sûreté dans les centrales nucléaires est plus faible



● Tout à fait d'accord ● Plutôt d'accord ● Ni d'accord ni pas d'accord ● Plutôt pas d'accord ● Pas du tout d'accord

© IRSN

La compétence et la crédibilité des intervenants du nucléaire

Comme chaque année, le Baromètre invite les Français à exprimer leur opinion concernant la compétence et la crédibilité (sous-tendue par l'idée qu'il représente une « source d'information de confiance ») des divers intervenants du secteur nucléaire, notamment les exploitants, les organismes de contrôle, les représentants politiques et les membres de la société civile.

Cette année, les scores d'approbation (réponses « oui ») varient de 16 % à 75 % pour l'estimation de la compétence et de 15 % à 68 % pour celle de la crédibilité. Le niveau d'indécision dans le jugement des Français demeure élevé : il est de 24 % pour la compétence et de 25 % pour la crédibilité. Dans l'analyse qui suit, pour chacun des acteurs sera indiqué, en premier, le taux de réponses « oui » qu'ils récoltent pour la compétence, puis en deuxième, celui pour la crédibilité.

Le CNRS, l'ASN et l'IRSN : toujours en tête

Depuis 1993, le CNRS est l'organisme jugé le plus compétent (75 % de réponses « oui » en 2023) et le plus crédible (68 %, -1 point par rapport à 2022) dans le domaine de l'énergie et de l'industrie nucléaire.

Il est suivi par l'Autorité de sûreté nucléaire (ASN ; 72 %, -1 point ; 64 %, -1 point) et l'IRSN (70 %, -2 points ; 62 %, -2 points), chargés du contrôle de la sûreté des installations nucléaires. Il est à noter que près d'un tiers des répondants (32 %) ont entendu parler du projet de fusion de l'ASN et de l'IRSN.

Viennent ensuite le CEA (67 %, -2 points ; 61 %, -1 point), l'ANDRA (65 % ; 56 %, -1 point) et le Haut comité pour la transparence et l'information sur la sécurité nucléaire (HCTISN ; 62 %, -2 points ; 60 %, +1 point).

Concernant les exploitants d'installations nucléaires (en dehors du CEA), EDF en 7^e position (61 %, +1 point ; 50 %, +1 point), parmi tous les acteurs, arrive devant Orano en 12^e position (37 % ; 32 %, -1 point). Il faut néanmoins noter s'agissant d'Orano, les proportions importantes de réponses « ne sait pas » (43 % pour la compétence, 41 % pour la confiance, scores les plus élevés), ce qui pourrait expliquer – au moins en partie – l'écart constaté avec EDF, aussi bien concernant la compétence que la crédibilité perçue.

Les acteurs de la société civile (associations écologistes, associations de consommateurs et commissions locales d'information) recueillent en moyenne 32 % de réponses positives pour leur compétence (+1 point par rapport à 2022) et 35 % pour leur crédibilité, les positionnant entre la 11^e et 14^e place.

Les acteurs politiques (femmes et hommes politiques, les élus locaux et le gouvernement), occupent le bas du classement, recueillant en moyenne 23 % de réponses positives pour leur compétence (+1 point par rapport à 2022) et 20 % pour leur crédibilité, les positionnant entre la 15^e et dernière place (19^e).

Nous constatons ainsi que les Français ont tendance à attribuer, à un même acteur, des niveaux de compétence et de crédibilité très proches. En effet, avec une différence moyenne de seulement 3 points, il semble que les Français considèrent que compétence et crédibilité vont de pair dans ce domaine.

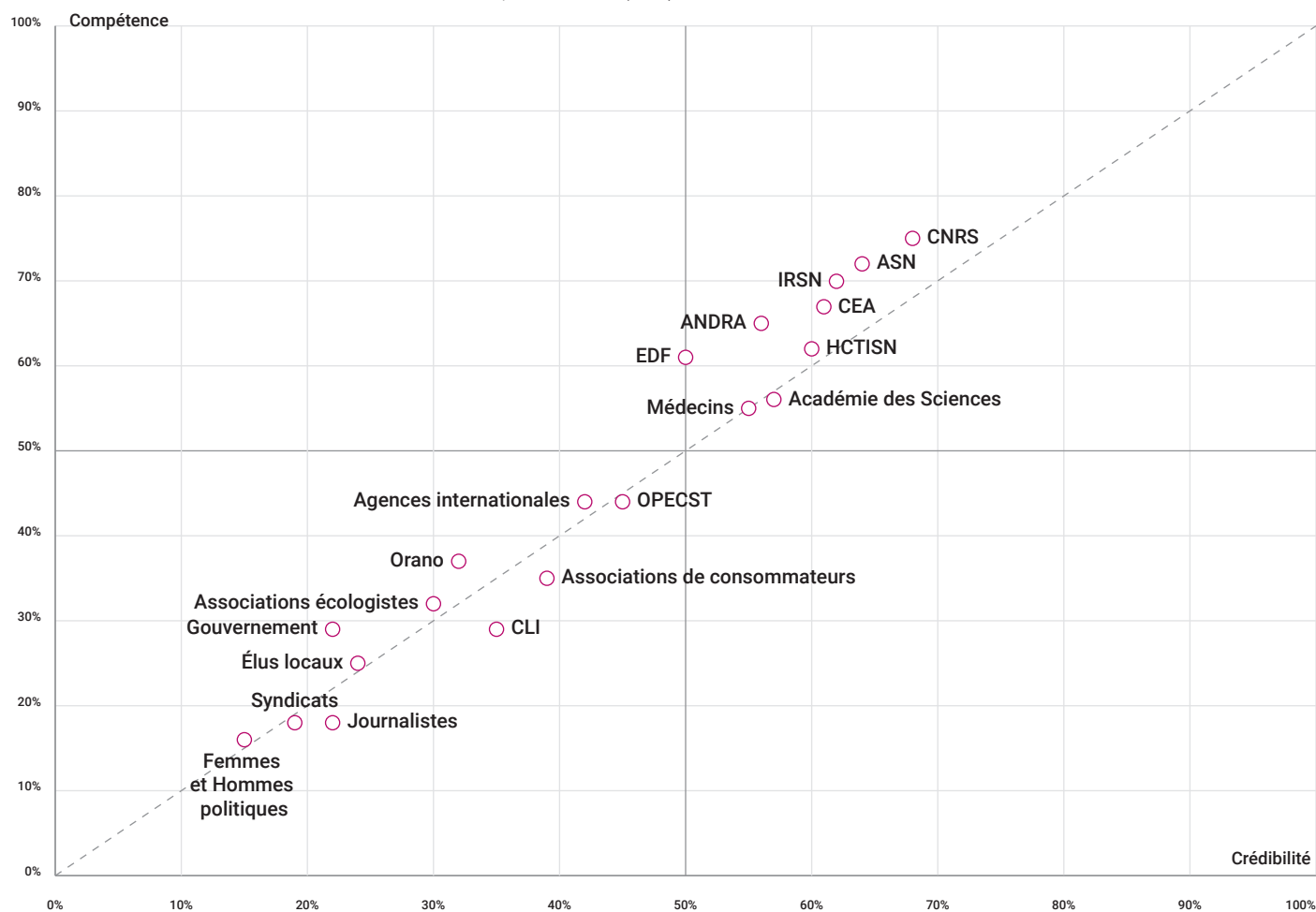
Néanmoins, pour certains acteurs, les Français paraissent faire davantage la différence. Pour EDF, les Français sont significativement plus convaincus par leur compétence (61 % de réponses « oui ») que par leur crédibilité (50 %). À l'inverse, en ce qui concerne les CLI (commissions locales d'information), les Français leur accordent davantage de crédibilité (35 %) que de compétence (29 %).

QUESTION N°17 & 18

QUESTIONS N°17 & 18

« Dans le domaine de l'industrie et de l'énergie nucléaire, pensez-vous que les intervenants et les organismes suivants sont techniquement compétents ? »

Novembre 2023 – Réponses « oui » (en %)



© IRSN

Pour tout renseignement

IRSN

BP 17 – 92262 Fontenay-aux-Roses Cedex

Téléphone : +33 (0)1 58 35 97 69

Email : hugo.lutun@irsn.fr

Les éditions précédentes du Baromètre sont
disponibles sur Internet à l'adresse suivante :
<https://barometre.irsn.fr>

ISSN : 2116-9179
Tous droits réservés IRSN
Juin 2024

Conception graphique : **Comme un Arbre!**

Imprimé avec des encres végétales, sur papier
provenant de forêts gérées durablement.

Créé en 2001, l'Institut de radioprotection et de sûreté nucléaire (IRSN) est l'expert public en matière de recherche et d'expertise relatives aux risques nucléaires et radiologiques.

Depuis la loi n° 2015-992 du 17 août 2015 relative à la transition énergétique pour une croissance verte, la partie législative du code de l'environnement définit ses missions. Le décret n° 2016-283 du 10 mars 2016 relatif à l'IRSN place l'établissement sous la tutelle conjointe des ministres chargés de l'Environnement, de la Défense, de l'Énergie, de la Recherche et de la Santé.

L'Institut traite l'ensemble des questions scientifiques et techniques associées aux risques nucléaires et radiologiques, en France et à l'étranger. Ses activités couvrent de nombreux domaines complémentaires : surveillance de l'environnement, intervention en cas de risque radiologique, radioprotection de l'homme en situation normale et accidentelle, prévention des accidents majeurs, sûreté et sécurité des réacteurs nucléaires, usines, laboratoires, transports et déchets. L'IRSN est également présent dans le domaine de l'expertise nucléaire de défense.

L'Institut concourt aux politiques publiques en matière de sûreté nucléaire, de protection de l'homme et de l'environnement contre les rayonnements ionisants ainsi que de protection des matières nucléaires, installations et transports à l'égard des actes de malveillance. Il interagit dans ce cadre avec tous les acteurs concernés par ces risques : pouvoirs publics, et notamment les autorités de sûreté et de sécurité nucléaires, collectivités locales, entreprises, organismes de recherche et associations de parties prenantes.

L'Institut compte environ 1 750 collaborateurs parmi lesquels des ingénieurs, médecins, agronomes, vétérinaires, techniciens, experts et chercheurs.

L'IRSN dispose d'un budget de 307 millions d'euros dont 38 % environ dédiés à la recherche.



31, avenue de la Division-Leclerc
92260 Fontenay-aux-Roses
RCS Nanterre B 440 546 018

COURRIER
BP 17
92262 Fontenay-aux-Roses Cedex

TÉLÉPHONE
+33 (0)1 58 35 88 88

SITE INTERNET
www.irsn.fr

E-MAIL
contact@irsn.fr
X @IRSNFrance